TROISIÈME PARTIE

LA MONNAIE MÉTALLIQUE ET LA MONNAIE DE PAPIER

L'ARGENT TEL QU'IL EST

INTRODUCTION

Dans son essence, la monnaie métallique actuelle est identique à celle utilisée dès l'antiquité pour l'échange des marchandises. Les pièces d'or extraites des fouilles d'Athènes, de Rome, ou de Carthage constituent une monnaie selon l'acception courante. Elles sont analogues à celles de l'Europe ou de l'Amérique modernes. Abstraction faite d'une différence possible dans le titre, un kilogramme de pièces à l'effigie d'un empereur romain est égal à un kilogramme de monnaies à la frappe de l'Etat allemand. Nos pièces actuelles possèdent toutes les caractéristiques de celles que Lycurgue bannit de Sparte. La monnaie est peut-être la seule institution d'Etat qui ait réussi à se maintenir intacte depuis la plus haute antiquité.

Malheureusement, notre connaissance du *caractère* de la monnaie n'est aucunement en rapport avec l'âge vénérable de celle-ci. Lycurgue constata que la monnaie faite de métaux précieux affaiblit la nation en divisant le peuple en riches et pauvres ; il employa les grands moyens, et la supprima. Nous ne porterons pas ici de jugement sur ce procédé. D'ailleurs, jusqu'à nos jours, on n'a pas défini mieux que Lycurgue le caractère néfaste de l'or. On se contente toujours de s'écrier avec Pythagore : « Honneur à Lycurgue ! Il a proscrit l'or et l'argent, cause de tous les crimes », et nous ne pouvons que soupirer ces mots désespérés de Gœthe : « Am Golde hängt, nach Golde drängt doch alles — ach wir Armen ! »

On s'en tient à des malédictions. Mais quel peut donc bien être le défaut de l'or ? Pourquoi cause-t-il la perte de l'humanité ? A ces questions, point de réponse. Les experts eux-mêmes restent si perplexes devant ce problème, qu'ils préfèrent simplement désavouer Lycurgue et Pythagore, et attribuer l'accusation portée contre l'or à un manque d'observation. Le Moïse de Sparte est traité de charlatan, et le grand mathématicien de lunatique.

Cet échec de la science est dû bien moins au défaut de jugement de l'homme qu'à l'influence de circonstances extérieures défavorables à l'examen scientifique de la question monétaire.

Tout d'abord, le sujet est assez rebutant. Il existe des questions plus captivantes pour les esprits élevés et les natures idéalistes. La religion, l'histoire naturelle, l'astronomie, par exemple, sont infiniment

plus attrayantes et plus propres à exalter qu'une recherche sur la nature de l'argent. Cette Cendrillon parmi les sciences ne peut intéresser qu'un calculateur prosaïque. Il est donc compréhensible, et c'est même un honneur pour l'humanité, qu'on puisse, encore aujourd'hui, compter sur les doigts ceux qui ont sondé ces profondeurs ténébreuses.

Ensuite, le choix malheureux des procédés d'investigation, dicté par le culte, aujourd'hui moribond, de la valeur, ne pouvait qu'accroître l'aversion des esprits pour cette science.

Les méthodes embrouillées des économistes, en plongeant la question monétaire dans l'hermétisme, l'ont discréditée. Le public en est venu à dédaigner ce problème d'importance pourtant capitale pour le développement de l'humanité. (La littérature sur le bimétallisme, aujourd'hui oubliée, constitue une exception digne d'éloge.) De nos jours, pour la grande majorité des gens, le mark est tout bonnement un certain poids d'or fin, et l'or, un métal de peu d'importance. La déconsidération générale que la littérature monétaire s'est attirée, fait que personne n'achète ce genre de livres et qu'aucun éditeur n'en veut risquer les frais d'impression. Nombre de bons travaux sur la question sont peut-être restés ignorés, faute d'éditeur ; ceci contribue à éloigner de ce sujet les chercheurs. Celui qui n'a pas les moyens de publier ses écrits ne doit pas se mêler de la question monétaire.

A vrai dire, il y a des exceptions. Nos professeurs d'université, dont les publications seront toujours achetées au moins par les étudiants et les bibliothèques de l'Etat, peuvent toujours trouver éditeur. Mais ici se dresse un obstacle à tout développement fécond de cette littérature destinée essentiellement aux écoles : *tout sujet de dissension doit être banni de l'enseignement.* La destination de ces écrits défend à leurs auteurs de jamais approfondir la dangereuse question de l'argent. La sonde de la science officielle s'arrête et remonte toujours à la surface avant d'avoir atteint ces couches dangereuses. Ce qui est vrai de l'argent l'est aussi de la rente foncière, de l'intérêt et du salaire. Le professeur qui négligerait de glisser sur ces points névralgiques, métamorphoserait bientôt la salle de cours en champ de bataille. Non, les sujets de discorde comme la politique et comme l'étude du salaire, de la rente foncière, de l'intérêt et de l'argent ne conviennent pas à l'université. Cette science ne peut que s'étioler entre les mains de la faculté. Le signal « danger » arrête le professeur au premier pas (1).

A ces difficultés extérieures vient s'en ajouter une autre. L'étude de cette question délicate suppose des connaissances qui ne peuvent s'acquérir vraiment que dans la pratique du commerce ; et le commerce n'attire et ne retient que les natures peu enclines à l'investigation théorique. Le commerce veut des hommes d'action, et non des

(1) Il est à remarquer que ces lignes ont été écrites en 1911.

chercheurs et des méditatifs. Le temps n'est pas loin où le commerce était une profession méprisée ; Mercure, dieu des marchands, protégeait aussi les voleurs ; cette carrière était laissée aux jeunes gens inaptes à l'étude. Les fils doués devaient aller à l'université ; les autres étaient destinés au commerce.

Il n'est donc guère étonnant qu'à une époque où la science triomphe dans tous les domaines, nous n'ayons aucune définition ni aucune théorie satisfaisante du numéraire métallique. La monnaie de métal existe depuis 4.000 ans ; durant une centaine de générations, elle a passé par des milliards et des milliards de mains, et la gestion publique de l'argent suit toujours les mêmes vieilles coutumes dépourvues de base scientifique.

L'absence d'une théorie monétaire solide est la raison pour laquelle il n'a pas encore été possible de donner une explication satisfaisante du phénomène de l'intérêt. C'est étrange : depuis 4.000 ans, on encaisse et on décaisse des intérêts dont le total atteint d'innombrables milliards, et la science est toujours incapable de dire « d'où le capitaliste tire l'intérêt, et pour quelles raisons » (1).

Concernant l'intérêt, les recherches n'ont pourtant pas manqué. Ferment de discorde évident, il a toujours, à l'inverse de l'argent, attiré l'attention de la science et du public. Tous les économistes en vue se sont occupés de l'intérêt, et particulièrement les socialistes, dont la tendance est à tout prendre dirigée uniquement contre l'intérêt.

Mais en dépit de tant d'efforts, le problème est resté entier.

L'échec n'est pas dû à la complexité de la question, mais simplement au fait que l'intérêt du capital (tant l'intérêt du prêt d'argent que celui des biens réels) est une conséquence, un corollaire de la monnaie traditionnelle, et ne peut donc être expliqué scientifiquement qu'à l'aide de la théorie de la monnaie. L'argent et l'intérêt, compagnons apparemment inséparables, sont en effet étroitement liés de par leur caractère propre. *Sans connaître celui de la monnaie, il est impossible d'expliquer l'intérêt.* La théorie de l'intérêt ne peut s'édifier que sur celle de la monnaie.

Néanmoins, les théoriciens de l'intérêt ont, pour les raisons exposées plus haut, régulièrement négligé l'étude de l'argent. *Marx*, par exemple, n'a certainement pas accordé cinq minutes d'attention à cette question, témoin les trois gros volumes qu'il a écrits sur l'intérêt (Le Capital). *Proudhon*, lui, mésestimait moins la monnaie ; aussi pénétra-t-il plus profondément l'énigme de l'intérêt.

Dans les présentes investigations, suggérées par le hasard, et qu'un concours heureux de circonstances secourut et guida, je propose à la

(1) Boehm-Bawerk : Geschichte und Kritik der Kapitalzins-Theorien.

science, au commerce et à la politique cette théorie tant cherchée de la monnaie et de l'intérêt.

Le sujet était dangereux. Pouvais-je prévoir, et pouvais-je surtout empêcher que ce que j'allais découvrir fût un brandon révolutionnaire ?

1. La notion de monnaie.

Si les légendes figurant sur les monnaies sont destinées à nous instruire sur leur nature, les auteurs de ces inscriptions ne se sont vraiment pas donné beaucoup de mal. On y lit : « 10 Marks », « 10 Francs » ou « 10 Roubles ». Si ces mots ne nous dévoilent pas le caractère de la monnaie, la devise : « Mit Gott » ou « Liberté, Egalité, Fraternité » n'y contribuera guère.

En comparant la légende des monnaies allemandes actuelles à celle des vieux thalers prussiens, on remarque que l'indication du poids de métal fin qui figurait sur le thaler, a été supprimée. Pourquoi ? Cette suppression a certainement été intentionnelle, d'autant plus que l'indication du poids offrait une certaine utilité pratique (1). Il est vrai que l'indication de poids, telle que la portaient les thalers prussiens, soulevait à propos de la nature de la monnaie trop de questions insolubles pour les théories de l'époque, théories qui prévalent encore aujourd'hui. En supprimant toute mention de poids, les pouvoirs monnayants écartaient le danger de se contredire.

Si « XXX thalers » font « une livre d'argent fin » (2), une livre d'argent fin, c'est XXX thalers ; et la notion de « thaler » se réduit, à en croire cette inscription, à une unité de poids réservée au métal argent, à la manière des Anglais, qui réservent certaines unités de poids pour certaines marchandises déterminées. (Les diamants, par exemple, se pèsent en carats. A Neuchâtel, la « mesure » de pommes de terre vaut 20 litres, alors que la « mesure » de blé n'en vaut que 16.)

Mais si une livre de métal blanc signifie 30 thalers ; si, comme l'affirment l'inscription et la théorie du thaler, une pièce se définit par un poids déterminé d'argent, comment se peut-il que l'on démonétise ce métal et que l'on établisse, somme toute, une distinction entre le trentième de la livre d'argent, et le thaler ? Comment peut-on d'une notion *unique* en tirer *deux* ? Avant 1872, « XXX thalers » c'est « une livre d'argent fin » ; après cette date ce ne l'est plus. Si cette dernière situation est possible (et les faits sont là), alors la première ne l'a jamais été ; c'est que l'inscription du thaler présentait comme *une seule notion* ce

(1) L'indication de poids, fait de chaque pièce de monnaie un étalon permettant de contrôler les poids du commerce. Une simple pesée permet de déterminer le nombre exact des pièces contenues dans une bourse ; inversement, chacun peut calculer immédiatement combien doit peser tel ou tel nombre de pièces.

(2) « XXX ein Pfund Fein » Inscription des anciens thalers de Prusse.

qui de tout temps en a constitué *deux* : le thaler et la matière dont il était formé. Le thaler contenait un trentième de livre d'argent fin, voilà tout. Il fallait, pour fabriquer trente thalers, une livre d'argent fin, tout comme il faut, pour fabriquer un fer à cheval, une livre de fer. Le thaler n'était pas plus une certaine quantité de métal, qu'une maison n'est un tas de briques ou qu'une paire de chaussures n'est un mètre de cuir. Le thaler était, en dépit de son inscription, un produit de la Monnaie royale, entièrement distinct du métal même, et cela, aussi bien avant qu'après la démonétisation de l'argent.

Cette inscription faisait du thaler et de la matière dont il était fait, *une seule* notion ; la démonétisation de l'argent prouva l'existence de *deux* notions. Lorsque le libre droit de frappe fut aboli pour le métal argent, le thaler devint transparent. On vit sa moelle. On n'avait vu jusqu'alors dans le thaler que du métal ; alors, pour la première fois, on vit en lui la *monnaie*. On déniait au thaler une vie propre, jusqu'au moment où, aux yeux de tous, il rendit l'âme. Jusqu'au jour où fut abolie la libre frappe de l'argent, seul ce métal avait retenu l'attention ; ce jour-là, on découvrit pour la première fois, dans l'union du métal et de la loi, l'existence d'un produit particulier : la *monnaie*.

Avant l'abolition de la libre frappe du métal argent, l'explication que donnaient de la monnaie les théoriciens de l'étalon métallique — les partisans de l'or comme les bimétallistes — n'avait jamais rencontré de contradiction. La démonétisation du métal argent montra que, si les lingots servent à frapper les monnaies, les lingots ne sont pas nécessairement des monnaies (1).

Nul ne voyait que la libre frappe de l'argent, qui faisait d'une monnaie un lingot et d'un lingot une monnaie, n'était qu'un décret, une loi instituée par l'Etat, c'est-à-dire l'œuvre arbitraire des représentants de la nation. Nul ne voyait que le thaler était un produit de la législation et que le métal, l'argent, n'était qu'une simple matière première choisie pour le thaler. La loi avait fait le thaler, la loi le défaisait ; et ce qui est vrai pour le thaler est évidemment vrai pour son successeur, le mark allemand. De même, la libre frappe de l'or, droit qui pratiquement confond aujourd'hui en *une seule chose* la monnaie et l'or, est l'œuvre de nos législateurs. Ce droit peut disparaître comme il a apparu ; il peut être aboli n'importe quand, si l'opinion vient à prévaloir que les idées admises gratuitement à l'époque de l'adoption de l'étalon-or étaient dénuées de fondement.

Mais si ce changement se produisait, si la libre frappe de l'or était abolie (et le fait d'avoir décrété que le billet de banque serait moyen légal de paiement, marque le premier pas dans cette voie), quel rapport subsisterait-il entre l'or et la monnaie ? L'or ne serait plus

(1) Chevallier, La Monnaie, p. 39 : « Les monnaies sont des lingots dont le poids et le titre sont garantis par l'empreinte ».
Otto Arendt : « Notre Reichsmark n'est que le nom du 1/1395 d'une livre d'or ».

qu'une matière première servant à la fabrication de la monnaie, comme le sont le cuivre, l'argent, le nickel et le papier ; l'or serait à la monnaie ce que la pierre est aux maisons, ce que le cuir est aux chaussures, et le fer aux charrues. Toute trace d'identité entre la monnaie et sa matière aurait disparu, et la différence entre l'or et le mark serait aussi palpable que la différence entre le métal argent et le thaler, où entre la paille et les chapeaux (1).

Il faut donc établir une distinction nette entre la monnaie et la substance dont elle est faite, entre le mark allemand et l'or.

Les deux, la monnaie et la matière dont elle est formée, ne peuvent jamais être considérées comme une seule entité, car entre les deux il y a la loi, *qui aujourd'hui les unit et demain peut les désunir.*

Cette différence entre la monnaie et sa composition a toujours existé. Elle existait sous une forme cachée du temps de la libre frappe de l'argent ; elle existe, également cachée, au temps de l'étalon or. Mais un décret, une simple décision, rendit cette différence visible à chacun. La distinction est aussi aisée aujourd'hui, pour tous ceux à qui l'histoire du métal argent a appris que les privilèges de la monnaie ne sont pas inhérents à un métal, mais qu'un décret suffit pour transférer ces privilèges d'un objet à un autre.

Et nos législateurs, que pensent-ils de notre monnaie, quand examinant un mark allemand, ils se prennent à méditer ? Se rendent-ils compte que ce mark attend toujours de la loi une définition ; que pas une des théories monétaires classiques ne lui convient ; que le décret faisant du billet de banque un moyen légal de paiement est venu priver la théorie de l'étalon or de son dernier point d'appui et que l'inscription que portent nos billets de banque est devenue un non-sens ?

« La Reichsbank s'engage à payer à vue, au porteur, 100 marks allemands ». Voilà ce que dit cette inscription. Et la théorie du billet de banque prétend que la circulation des billets n'est possible que grâce

(1) La théorie de l'étalon or est aujourd'hui tellement embrouillée qu'il serait difficile de la formuler. A l'avènement de l'étalon or, la théorie du lingot sévissait encore sous sa forme la plus crasse. « La valeur d'une monnaie, c'est celle qu'elle se donne » disait Bamberger « et, par ses qualités métalliques, l'or s'impose en tant que monnaie ».

Comment concilier avec cette affirmation le fait que peu d'années après surgissait en Allemagne une « *Ligue pour la défense de l'étalon or allemand* » ? L'or ne pouvait-il déjà plus se défendre en dépit de toutes ses qualités métalliques ? Et comment en venait-on à penser à un étalon or « allemand » ? Si, comme le prétend la théorie, le mark allemand est simplement un poids d'or déterminé, ce mark n'est pas plus allemand que français, russe ou japonais. La mine ou le creuset donneraient-ils donc un or allemand, chimiquement distinct de l'autre ?

Le titre de cette ligue contient autant de contradictions que de mots, de même d'ailleurs que les brochures qu'elle répand.

Pour se faire une idée de la littérature sur la question monétaire en Allemagne vers le début du XX^e siècle, il faut noter que l'appel en faveur de cette ligue, portait la signature de gens que leur profession privait de toute expérience en la matière. Des hommes comme Mommsen et Virchow accordaient leur patronage aussi tranquillement que s'il se fût agi d'une société colombophile. Il s'agissait certainement pour eux d'une bagatelle, d'une question que chacun pouvait trancher sur le champ.

à cette promesse de payer. Mais on a pratiquement biffé cette mention, le jour où, par décret, le billet de banque est devenu moyen légal de paiement. Néanmoins, les billets circulent aussi bien qu'avant. Comment cela se peut-il ? Le paysan allemand consentait déjà à vendre sa vache pour 1.000 marks d'argent qui, jetés au creuset, n'auraient rapporté que 400 marks ; maintenant, le voilà prêt à céder son meilleur cheval pour un billet de banque sans valeur matérielle pour lui, et sans valeur à en croire les théoriciens.

S'il en est ainsi, qu'on fasse donc concorder le texte des billets de banque avec les faits. Qu'on écrive sur le papier, comme sur les monnaies d'or et d'argent, simplement 10 - 20 - 100 marks et que l'on biffe tout le reste, surtout le mot « payer ». Ce mot est bon pour les reconnaissances de dettes, les traites, les sommations ; le billet de banque n'est pas une reconnaissance de dette. Les reconnaissances de dettes, et en particulier celles de l'Etat, rapportent de l'intérêt au *porteur* ; or, dans le cas du billet de banque, c'est l'émetteur, c'est-à-dire l'Etat, qui touche les *intérêts* (1). Au lieu d'écrire : « La Reichsbank s'engage à payer », etc., qu'on écrive simplement : « Ceci est 100 marks ». Une inscription présentant un billet de banque comme une reconnaissance de dette est un non-sens. Une dette sans intérêt ne se conçoit guère actuellement ; mais des reconnaissances de dettes qui coûtent de l'intérêt à leur porteur (au créancier), qui en rapportent à l'émetteur (au débiteur) et qui par surcroît circulent au pair avec des créances normales, dans le monde entier, il n'y a que le texte des billets de banque pour en faire mention. Les emprunts d'Etat allemands, qui rapportent régulièrement 3% l'an au porteur, sont cotés actuellement (1911) à 84.45 ; les billets de banque allemands, qui coûtent à leur porteur 4, 5, 6, et 8 1/2% l'an, sont au pair (2). Néanmoins, la législation et la théorie les classent ensemble ; la science officielle et la loi regardent ces deux sortes de papiers comme des reconnaissances de dettes, celles d'un même débiteur !

Foin de lois et de théories pseudo-scientifiques qui mènent à de telles aberrations !

La cellulose des billets de banque constitue, comme le cuivre, le nickel, l'argent et l'or, une matière première pour la fabrication de la monnaie ; toutes ces différentes formes de monnaies ont les mêmes privilèges et sont interchangeables. Elles sont toutes sous le contrôle effectif de l'Etat. Il est impossible d'acheter une monnaie de papier avec une monnaie métallique du même Etat. On ne peut que les échanger. Par conséquent, il faut supprimer de l'inscription des billets de

(1) L'émission de 10 milliards rapporte à l'Etat 500 millions d'intérêts [IV].

(2) La Reichsbank achète les traites du commerce tantôt avec ses billets, tantôt avec son or. Elle ne fait donc, en l'occurrence, aucune distinction entre l'or et les billets. Pour tous les deux, elle touche de l'intérêt. Cela ne l'empêche pas de faire figurer l'or à son actif, et les billets à son passif ! Elle considère l'or comme son capital et les billets comme des dettes !

banque toute garantie de paiement. « Ceci est dix, cent, mille marks allemands » ; voilà ce que doit dire l'inscription.

Ce n'est pas grâce à la promesse de payement, c'est malgré cette garantie que le billet de banque circule au pair avec la monnaie métallique (1).

D'où vient cette force qui fait de *l'émetteur* des billets de banque le créancier (celui qui touche l'intérêt) et qui fait du porteur le débiteur (celui qui paie l'intérêt) ? Cette force vient du fait que le billet de banque a le privilège d'être une monnaie. Il nous faudra donc examiner de plus près la nature de ce privilège.

2. La monnaie est indispensable. La matière dont elle est faite importe peu au public.

Nous devons à la division du travail, à la spécialisation, de produire plus que nous ne consommons. Délivrés du souci des besoins immédiats, nous pouvons consacrer notre temps, notre travail et nos réserves au perfectionnement et à la multiplication de nos moyens de production. Sans la division du travail, nous n'aurions pas atteint une telle abondance de moyens de production ; et sans ces moyens de production, le travail ne fournirait pas le dixième, le centième, ni même le millième de sa production actuelle. La majeure partie de la population doit donc son existence directement à la division du travail. C'est elle qui a rendu la vie possible à 60 des 65 millions d'Allemands.

Les produits de la division du travail ne sont pas des biens destinés à être consommés par leurs producteurs respectifs ; ce sont des *marchandises*, des objets qui ne constituent pour leur producteur que des moyens d'échange. Le cordonnier, le menuisier, le général, l'instituteur, le journalier, ne peuvent consommer le produit immédiat de leur propre travail ; le fermier lui-même ne peut utiliser qu'une partie restreinte de ce qu'il produit. *Tous sont dans la nécessité de vendre ce qu'ils produisent.* Le cordonnier, le menuisier vendent leurs produits à la clientèle ; le général et l'instituteur vendent leurs produits (leurs services) à l'Etat ; le journalier vend ses produits au patron.

Pour la très grosse majorité des produits du travail, la vente est une nécessité inéluctable ; pour les produits de l'industrie, ce besoin constitue même une règle pratiquement absolue. C'est pour cette raison que le travail fait défaut dès que la vente des produits rencontre quelque obstacle. Quel tailleur va confectionner des vêtements s'il ne vend rien ?

La vente, le service mutuel de l'échange des produits, a pour instrument le numéraire. Sans l'intervention de la monnaie, aucune marchandise n'atteint le consommateur.

(1) Dès que les billets tombent au-dessous du pair, l'or quitte le pays, en vertu de la loi de Gresham. La monnaie de papier reste seule en circulation.

Il est vrai qu'il n'est pas totalement impossible d'échanger les produits du travail par voie de troc. Mais le troc donne trop d'embarras et suppose l'existence d'organisations nombreuses et spéciales, qu'on ne crée pas en un tournemain ; de sorte qu'on renonce généralement au troc, et qu'on préfère suspendre le travail.

La banque pour marchandises, de Proudhon, est une tentative en vue de restaurer le troc. Les grands magasins actuels conviendraient tout aussi bien que ces banques. Pour réaliser le troc, il suffit que je trouve pour mes produits un acheteur qui me paye avec les objets dont j'ai besoin. Un magasin vendant tous les articles achète nécessairement de tout. L'unique condition nécessaire au troc est donc ici remplie ; de sorte que pour sa gestion un grand magasin pourrait facilement remplacer l'argent par des bons de sa firme, à condition que tous ses clients soient ses fournisseurs et vice versa.

On lit dans bien des traités d'économie politique que, vu la possibilité de remplacer le numéraire par des bons dans le service d'une entreprise commerciale, la monnaie n'est en soi rien d'autre que des bons. Cette erreur a semé beaucoup de confusion dans les esprits.

La monnaie représente une marchandise entièrement autonome, dont le prix doit être déterminé à nouveau par le marché chaque fois qu'elle change de main. A la vente d'une marchandise celui qui touche l'argent ignore ce qu'il obtiendra à son tour en échange du numéraire. Il ne le saura que lors d'un autre marché, le plus souvent à un autre endroit, à un autre moment, avec d'autres gens. Lorsqu'on emploie des bons, la contre-valeur doit être déterminée d'*avance* quant à la nature, la qualité et la quantité. Il s'agit alors d'un véritable troc, dans lequel le bon joue le rôle d'un instrument de calcul et non celui d'un moyen d'échange. Par exemple, au menuisier qui offre des chaises à un magasin, et à qui on propose de payer ses fournitures en nature, il importe peu que le chapeau qu'il désire soit affiché 5 ou 10 bons, puisque ce menuisier va calculer le prix de ses chaises à l'avenant. Tous les prix du magasin, il les convertit en nombres de chaises.

Dans un Etat socialiste où les prix sont fixés par le gouvernement, on pourrait évidemment s'en tirer avec ces bons. Ici, commissions d'appel et plaintes écrites remplacent le marchandage. En échange de ses produits on reçoit un bon et un registre de réclamations. Dans le système économique basé sur la monnaie, le marchandage remplace le registre des réclamations et les commissions d'appel. Chaque débat est vidé par les parties elles-mêmes, sans que les tribunaux aient jamais à intervenir. Ou bien l'affaire ne se fait pas, ou bien elle est valide et sans appel.

Voilà la différence entre les bons et la monnaie.

La confusion est d'autant plus facile que tous deux peuvent se fabriquer avec n'importe quelle matière et que la composition du numéraire n'a pas d'influence sur les prix (à moins que la matière dont la

monnaie est faite n'influe sur la quantité de numéraire en circulation). Ces dernières années spécialement, cette confusion a fait de nombreuses victimes, parmi lesquelles Bendixen, Liefmann et plusieurs disciples de Knapp. Seuls échappèrent les chercheurs qui parvinrent à pénétrer le véritable caractère de la monnaie (Voir chapitre précédent).

Les marchandises doivent être vendues pour de la monnaie ; c'est dire qu'il existe une *demande forcée de numéraire*, et que cette demande est *exactement aussi grande que la réserve totale des marchandises existantes*. De sorte que l'emploi de l'argent est aussi nécessaire à tous que la division du travail est avantageuse à chacun. Plus la division du travail offre d'avantages, plus la monnaie est indispensable. A l'exception du petit fermier, qui consomme lui-même presque tout ce qu'il produit, toute la population sans exception connaît cette *contrainte économique*, cette nécessité de vendre sa production pour de l'argent. La monnaie devient le complément indispensable de la division du travail dès que celle-ci est poussée au point d'exclure le troc.

Mais en quoi consiste exactement cette contrainte ? Ceux qui veulent appliquer la division du travail, contre quoi doivent-ils échanger leurs produits, — contre de l'or, contre du métal argent, ou contre de la monnaie ? Jadis la monnaie était faite d'argent ; toutes les marchandises devaient se vendre pour des *thalers*. Ensuite on sépara la monnaie de ce métal. La division du travail n'en subsista pas moins, de même que l'échange des produits. Ce n'était donc pas du métal argent que dépendait la division du travail. La demande de moyens d'échange créée par les produits ne visait donc pas la matière constituant le moyen d'échange. Ce n'était pas une demande de métal argent. Il n'était donc pas indispensable que l'argent fût d'argent, c'est-à-dire que la monnaie fût de métal argent. Cela, l'expérience l'a prouvé une fois pour toutes.

L'instrument d'échange doit-il donc être d'*or* ? A-t-il besoin d'*or*, le paysan qui a cultivé des choux, et qui veut les vendre pour avoir de quoi payer son dentiste ? Pour le peu de temps qu'il gardera cette monnaie, que lui importe de quoi elle est faite. Bien souvent il n'a pas le temps de s'en rendre compte. Pourquoi ne pas profiter de la circonstance pour faire la monnaie avec de la cellulose, avec du papier ? La nécessité d'échanger contre du numéraire les produits de la division du travail ne continuerait-elle pas d'exister si nous remplacions l'or par la cellulose dans la fabrication de la monnaie ? Une telle substitution provoquerait-elle l'abandon de la division du travail, et les gens préféreraient-ils mourir de faim plutôt que de reconnaître comme moyen d'échange la monnaie de cellulose ?

Selon la théorie de l'étalon-or, pour convenir comme moyen d'échange, la monnaie doit avoir une « valeur intrinsèque », car la monnaie ne peut servir à échanger qu'une « valeur » égale à la sienne propre

(par comparaison avec les poids, qui ne se soulèvent qu'à l'aide d'autres poids) ; comme la monnaie de cellulose n'a pas de valeur intrinsèque, il lui est impossible de servir à échanger les marchandises qui ont de la valeur ; il est impossible de comparer zéro à un ; la monnaie de cellulose n'a aucun rapport avec la marchandise, car il lui manque la « valeur » ; par conséquent la monnaie de cellulose est une impossibilité.

Les théoriciens de l'étalon-or ne démordent pas de ce syllogisme ; pendant ce temps, la monnaie de cellulose conquiert silencieusement le monde. Il est vrai qu'on nie ce fait, et qu'on parle de « forces transmises ». Si la monnaie de papier est en usage dans tous les pays, ce n'est, paraît-il, que parce qu'elle plonge ses racines dans l'or. S'il n'existait plus nulle part de monnaie métallique dans le monde, partout la monnaie de papier s'effondrerait, comme un nid de moineaux dans un château qu'on démolit. Au porteur de la monnaie de papier, on a promis de l'or ; cette promesse a insufflé au papier la vie. La « valeur » de l'or a été transmise au papier par le fait (ou par la promesse) de payer en or. Il faudrait donc regarder le billet de banque comme une lettre de voiture, que l'on peut négocier mais qui perd toute signification si la marchandise vient à périr. Que l'on supprime l'or ou la promesse de payer, et les billets de banque ne seront plus que des chiffons de papier. Ce qui soutient la monnaie de papier, c'est donc uniquement une « valeur transmise ».

Voilà tout le procès de la monnaie de papier. Et ce jugement passe pour tellement décisif, que quiconque prétend s'y connaître, tient définitivement la monnaie de cellulose pour une utopie, pour une monnaie « fictive ».

(La question n'est pas de savoir si dans la vie courante la monnaie de cellulose a par rapport à la monnaie métallique des avantages ou des inconvénients. Il faut d'abord savoir s'il est possible de faire avec la cellulose une monnaie viable, viable sans l'intervention d'une marchandise quelconque telle que l'or ou l'argent, c'est-à-dire capable d'assumer les fonctions de moyen d'échange.)

La monnaie ne pourrait donc jamais payer ou échanger qu'une valeur égale à sa valeur intrinsèque propre.

Mais qu'est-ce donc que cette valeur dont on parle, cette fameuse valeur qui nous empêche de concevoir la monnaie de cellulose et qui fait passer la monnaie de papier pour une chimère ? Car enfin, la monnaie de papier existe ; elle circule dans maint pays et parfois même sans l'appui de la monnaie métallique. Et partout où elle est, elle prouve son existence par les millions qu'elle rapporte à l'Etat. Si, comme l'affirme la théorie de la valeur, la monnaie de papier est une chimère, les millions que rapporte cette chimère représentent eux aussi, pour cette même théorie, une chimère. Les millions que l'Etat gagne à l'émission des billets de banque, et les dividendes que les actionnaires de la Reichs-

bank encaissent, seraient donc des chimères ? Ou les rôles ne seraient-ils pas renversés ? La chimère, ne serait-ce pas la *théorie de la valeur* ?

3. La prétendue valeur.

« La monnaie d'or allemande a *pleine valeur* (ist vollwertig), c'est-à-dire que sa valeur monétaire est entièrement couverte par sa valeur matérielle. L'argent fin n'a que la moitié de la valeur du thaler monnayé ; il en est de même de notre monnaie d'argent allemande ; elle n'a pas pleine valeur (es ist unterwertig) ; sa valeur matérielle est inférieure à sa valeur monétaire »

(Karl Helfferich : *Die Währungsfrage*, p. 11.)

« Les nations saines ont toujours attribué une grande valeur à une monnaie dont la valeur intrinsèque et la constance de valeur ne pouvaient être mises en doute par personne. »

(Ibid., p. 46.)

« L'or et l'argent étant universellement appréciés, on amassait ces métaux pour se réserver du pouvoir d'achat ; ils servaient donc de réserves de valeur. Bientôt les *monnaies* ne furent plus de simples *instruments d'échange* : l'usage se répandit de mesurer la valeur de tous les produits à celle de la monnaie. La monnaie devint une mesure de valeur. Nous estimons toutes les valeurs, en monnaie. Toutes les variations de valeur, nous les percevons comme des changements par rapport à la valeur de la monnaie. La valeur de la monnaie semble servir, pour tout, de commune mesure. »

(Otto Arendt : *Leitfaden der Wahrungsfrage.*)

Ces passages, empruntés à deux polémistes, partisans, l'un de l'étalon-or, l'autre du bimétallisme, attachent la même importance fondamentale à la « valeur ». On ne se querelle pas à propos de la question : « Qu'est-ce que la valeur ? », ni à propos de la question posée par Gottl dans sa critique de la valeur : « Le mot valeur désigne-t-il un objet, une force, une substance ? ». Pour les deux adversaires, il est hors de doute qu'il existe quelque chose qu'on appelle la valeur. Sur ce point fondamental, il n'y a pas, entre les deux antagonistes, la moindre divergence d'opinions. Tous les deux emploient le mot « valeur » et ses dérivés avec une ingénuité qui ferait croire qu'aucun des deux n'a jamais entendu parler d'un « problème de la valeur », d'une « enquête sur la valeur », ni même d'une « théorie de la valeur ». Tous les deux considèrent comme

sans ambiguité, des termes tels que : substance de valeur (*Wertstoff*), valeur matérielle, valeur intrinsèque, constance de valeur, conserve de valeur, réserve de valeur, moyen de transport pour la valeur, etc. Tous les deux présument que la grande masse comprendra avec la précision qui s'impose des termes apparemment aussi fondamentaux.

Du point de vue scientifique, que signifie le mot « valeur » ?

Ceux que la question intéresse liront l'ouvrage de Gottl : « L'idée de valeur, un dogme voilé de l'économie politique » (1). Par déférence pour ses collègues, le professeur s'abstient de dire tout de go ce que son livre démontre d'ailleurs clairement : la valeur est une chimère, un pur produit de l'imagination.

Marx, dont les vues économiques s'inspirent d'une théorie de la valeur, dit : « La valeur est un fantôme ». Il n'en essaye pas moins de capter le fantôme pour le relier en trois gros volume. « Que l'on retranche mentalement, dit Marx aux matières travaillées (2), toutes leurs propriétés matérielles, et il ne leur restera plus qu'une propriété : la valeur. »

Ces mots figurent tout au début du « Capital ». Quiconque les laisse passer sans avoir rien trouvé de suspect, peut poursuivre en paix la lecture. On ne le corrompra pas davantage. Mais celui qui se demande : « Qu'est-ce qu'une propriété, isolée de la matière ? », celui qui essaye de saisir, de concevoir en matérialiste cette proposition fondamentale du « capital », celui-là restera perplexe, ou il déclarera cette proposition erronée, et un tel point de départ fantomatique.

Comment un cerveau fait de matière prétendrait-il saisir une aussi complète abstraction, l'enregistrer, la classifier, l'utiliser ? Où trouver les points de repère, les analogies, les transitions nécessaires à la compréhension ? Comprendre quelque chose, signifie la tenir par quelque côté matériel (comprendre = prendre), comprendre signifie avoir trouvé dans les réserves de son cerveau un objet comparable, pouvant servir de point d'appui au nouvel objet ; ce qui est dépourvu de toute matière et de toute énergie est aussi insaisissable que la pomme de Tantale.

L'abstraction de Marx ne se verse pas au creuset. Elle échappe à la matière, elle échappe à l'esprit. Cette complète abstraction (c'est étrange) possède pourtant une « propriété » : son origine, origine qu'elle puise dans le travail humain (3). Voilà certes une étrange « propriété ». Elle a de quoi métamorphoser la langue en jargon. Si l'on en croit cette théorie, la monnaie allemande aurait des propriétés différentes,

(1) Der Wertgedanke, ein verhülltes Dogma der Nationalökonomie, Fischer, Iena.

(2) « Produits du travail » : tels sont les termes de *Marx*, mais l'expression est de nature à induire en erreur. Ce qui reste, quand on a fait cette abstraction, n'est pas une « propriété », mais uniquement l'histoire de l'objet, la notion que la main de l'homme l'a façonné.

(3) *Marx* : Le Capital, tome I, p. 4. « Si l'on fait abstraction de la valeur d'emploi des biens, il leur reste encore une *propriété*, celle d'être des produits du travail ».

selon que sa substance provient du trésor des Huns, des milliards couverts de sang français, ou du poing de l'honnête ouvrier mineur. *L'origine d'un produit appartient à son histoire ; elle n'appartient pas aux propriétés de ce produit.* Sans quoi il faudrait admettre l'opinion (d'ailleurs très répandue) que la rareté de l'or est une de ses propriétés — ce qui est un non-sens flagrant.

Si Marx confondait l'histoire des produits et leurs propriétés, on ne s'étonnera plus des visions étranges que devait lui réserver la suite de ses investigations, ni de son épouvante devant le « fantôme ».

Je cite Marx ; mais les autres investigateurs de la valeur ne furent guère plus heureux. Aucun d'eux ne parvint à isoler l'« élément valeur » ou à unir la « propriété de valeur » à n'importe quel corps, de façon à nous la faire apparaître. La valeur plane toujours au-dessus de la matière, insaisissable et farouche, comme le Roi des elfes entre les saules.

Ces investigateurs sont unanimes à déclarer que, comme dit Knies : « La théorie de la valeur est d'une importance fondamentale en économie politique ». Si la théorie de la valeur est indispensable dans les sciences économiques, elle doit être encore plus indispensable dans la vie courante. Mais alors, comment se fait-il que l'économie publique et l'économie privée ignorent absolument toute « théorie de la valeur » ? La question étant aussi fondamentale, ne devrait-on pas lire dans le grand livre de tout commerçant allemand, en première page, sous la devise « Mit Gott », la « théorie de la valeur » adoptée par le patron, le credo devant servir de ligne de conduite à la gestion des affaires ?

Et ne devrait-on pas attribuer la ruine d'une entreprise à ses mauvais principes, c'est-à-dire à l'insuffisance sinon à la fausseté de sa « théorie de la valeur ? »

Tandis que la théorie de la valeur constitue la pierre philosophale de l'économie politique, le commerce, c'est surprenant, ignore jusqu'à l'existence de cette valeur. Dans toutes les autres sphères de l'activité humaine, la science et la vie vont la main dans la main ; *il n'y a que le commerce qui fasse exception : il ignore du tout au tout la théorie fondamentale de sa science.* En commerce on ne connaît que des prix, des prix déterminés par l'offre et la demande ; le commerçant qui *parle de la valeur d'un objet, entend par là le prix que le propriétaire pourrait en obtenir, dans les circonstances de lieu et de temps existantes. La valeur est donc une estimation qui, le marché conclu, devient le prix d'une quantité déterminée de produits d'échange. Le prix, on peut le mesurer exactement ; la valeur ne peut que s'évaluer.* Toute la différence est là. *Une théorie du prix doit donc pouvoir s'appliquer au prix et à la valeur.* Une théorie spéciale de la « valeur » est superflue.

Les expressions employées sans définition par les deux théoriciens cités en tête de ce chapitre, signifient en langage courant, à peu près

ce qui suit : l'or a une « propriété » appelée valeur; cette propriété est comme le poids de l'or, inhérente à cette matière : c'est la valeur matérielle (*Stoffwert*). Cette « propriété » est, comme le poids et les affinités chimiques de l'or, inséparable de l'or (valeur intrinsèque), immuable et indestructible (constance de valeur). De même qu'on ne peut se représenter l'or sans poids, on ne peut le concevoir sans valeur ; le poids et la valeur caractérisent la matière. Un kilogramme d'or est égal à un kilogramme de valeur. Valeur matérielle = matière de valeur (Stoffwert = Wertstoff). La présence de la valeur se détermine à l'aide de la pesée : pleine valeur. On ignore jusqu'à présent s'il existe d'autres moyens de déceler la valeur. La valeur ne fait pas virer le papier de tournesol ; elle ne fait pas dévier l'aiguille magnétique, elle résiste aux plus hautes températures connues. Bref, nos connaissances relatives à la substance de valeur sont plutôt maigres. C'est navrant quand on pense à l'«importance fondamentale» de la valeur pour la science et la vie. Nos connaissances en ce domaine se sont, heureusement, enrichies grâce aux travaux du Dr Helfferich : celui-ci a découvert que pour quelques matières de valeur, la valeur n'est pas proportionnée à la matière. Valeur matérielle $>$ ou $<$ matière de valeur. Ce savant a découvert que dans le cas de l'argent (du métal argent) la valeur de la monnaie argent est le double de celle de l'argent de cette monnaie, autrement dit, que la monnaie d'argent possède de la valeur à *double concentration* et est donc un véritable extrait de valeur. Cette importante découverte ouvre sur la nature de la valeur des horizons entièrement nouveaux. Car s'il est possible d'extraire la valeur, de la concentrer et de la séparer en quelque sorte de la matière, tous les espoirs sont permis. La science pourrait, dans un proche avenir, livrer la valeur *chimiquement pure*. Mais ceci est en contradiction avec la théorie, car après tant de détours nous en reviendrions à la théorie de la monnaie de papier, qui ne s'occupe que de prix, sans se soucier de la doctrine de la valeur.

La valeur est donc pure chimère (1). C'est ce qui explique cette phrase de Zuckerkandl : «Dans la théorie de la valeur, à peu près tout est encore sujet à controverse, à commencer par la terminologie» (2).

C'est ce qui explique aussi ces mots de Boehm-Bawerk : « En dépit d'innombrables efforts, la théorie de la valeur était et reste une des parties les plus obscures, les plus confuses et les plus controversées de la science ».

Les chimères sont gratuites. Considérées en elles-mêmes, elles peuvent former un système fermé et cohérent, au point de séduire l'in-

(1) Dans le commerce, la valeur, c'est l'estimation du prix qu'on pourrait obtenir d'un produit. La valeur d'un produit, c'est son prix probable, compte tenu de l'état du marché. L'inventaire du commerçant, par exemple, s'établit entièrement sur la «valeur» entendue ainsi. Plus tard, le prix de vente indique si l'estimation était correcte.

(2) Vu l'« importance fondamentale » de la question, *Zuckerkandl* aurait pu se donner la peine de nous dire ce qu'il excepte en disant «à peu près ». Ou cet «à peu près » concerne-t-il l'A B C servant à coucher cette théorie sur le papier ?

telligence. Comme le miracle, elles sont au-dessus de la nature ; elles croissent et s'épanouissent librement dans les cerveaux, mais le choc est rude quand elles se heurtent à la réalité. Il n'y a pas, dans le monde réel, de place pour les chimères ; elles s'y volatilisent. Et rien n'est plus réel que l'activité économique, celle de l'individu comme celle de l'Etat. Elle est énergie et matière ; tout ce qui s'en écarte constitue un vain produit de l'imagination. C'est le cas de la valeur. La science bâtie sur le mirage de la valeur n'engendrera que des illusions ; elle est vouée à la stérilité. Dans tous les autres domaines, la science améliore la pratique et la guide comme une étoile ; la vie économique, elle, en est toujours réduite à se baser sur sa propre expérience ; sa science n'est même pas encore capable de s'exprimer, puisque, «à commencer par la terminologie, tout en est encore au stade de la discussion». La science échafaudée sur la théorie de la valeur n'a pas encore de théorie de l'intérêt, pas de théorie du salaire, pas de théorie de la rente, pas de théorie des crises, pas de théorie monétaire. Ce ne sont pourtant pas les essais qui ont fait défaut. Elle ne peut fournir l'explication scientifique du moindre fait quotidien, ni prédire aucun phénomène ; elle est incapable de prévoir les conséquences d'aucune mesure économique, comme l'incidence de l'impôt foncier et des droits d'entrée sur les blés.

Aucun commerçant, aucun boursier, aucun chef d'entreprise, aucun banquier, aucun journaliste, aucun député, aucun homme politique ne peut utiliser cette science comme arme ou comme bouclier ; aucune entreprise commerciale allemande, même pas la Reichsbank, n'est gérée scientifiquement. Dans les parlements, la science qui a pris pour fondement la valeur passe inaperçue : aucune de ses théories ne peut se prévaloir d'avoir inspiré la législation. Pas une seule ! *Ce qui caractérise cette science, c'est sa complète stérilité.*

Si cette stérilité ne présentait pas d'autre inconvénient, on se rassurerait facilement. Des milliers et des milliers de nos meilleurs penseurs n'ont-ils pas perdu un temps précieux en spéculations théologiques ? Que quelques douzaines d'hommes, maintenant, ne puissent se délivrer de l'obsession des spéculations sur la valeur, c'est peut-être regrettable ; mais pour un peuple comptant des millions d'hommes, la perte est minime. Malheureusement le culte de la valeur nous coûte plus que la perte de ces précieux collaborateurs. Malgré la stérilité de cette doctrine, beaucoup en attendent encore quelque chose ; sans cette vaine expectative, ils auraient apporté aux recherches une utile contribution. La doctrine de la valeur nuit donc par sa seule existence.

Nous avons en Allemagne bien des commerçants intelligents et possédant l'érudition nécessaire à l'étude du problème, mais qui redoutent toute discussion sur les questions scientifiques relatives à leur profession (car tel est bien le rôle de l'économie politique vis-à-vis du commerçant). Ces hommes subissent les premiers les méfaits de toute erreur législative et en payent les frais (ou du moins les avancent) ; ils servent véritablement de tampon entre la législation et les réalités

économiques, et risquent constamment d'être écrasés par la première crise économique venue. Ils n'osent pas intervenir dans les discussions relatives à ces problèmes. Pourquoi ? Pour deux raisons. D'abord, parce que, élevés dans la discipline allemande, ils ne sont pas parvenus à dépouiller leur culte de l'autorité, et sont d'avis que la science est en sûreté, entre les mains de nos professeurs d'université (1). En second lieu, parce que leur esprit clair et objectif n'a rien compris aux leçons des professeurs sur la théorie de la valeur, parce qu'ils en ignorent toujours l'objet et qu'ils craignent de trahir en public cette lacune culturelle. Ces gens au regard sceptique, parmi lesquels tant d'agioteurs juifs à l'esprit pénétrant de leur race, se laissent servir des phrases creuses, dont la sottise crève les yeux.La crainte du ridicule les empêche de déclarer ouvertement qu'ils n'aperçoivent même pas l'objet de la fameuse théorie, qu'ils ne voient rien, avec la lanterne du singe.

Et voilà tout le service que rend la théorie de la valeur. Le tort fait à la science et à la vie est immense. Cette science fantôme a lentement amené le peuple à douter de sa raison, et a empêché l'étude des phénomènes économiques de se vulgariser.

Une administration monétaire basée sur une théorie de la valeur est vouée à l'inaction et à la stérilité. Car que prétendrait-on administrer dans la «valeur intrinsèque» de l'or ? L'hallucination de la valeur empêche tout progrès en matière monétaire. Faut-il encore chercher pourquoi nous avons toujours le système monétaire d'il y a 4.000 ans ? Pourquoi nous l'avons toujours, du moins en théorie. En fait nous avons passé à la monnaie de papier, avec son étalon propre ; mais nous y avons passé sans bruit. Nul ne devait le savoir ; car si nos professeurs l'avaient appris, leur cri d'alarme aurait causé d'énormes dégâts. De la monnaie de papier, de l'argent sans valeur intrinsèque, mais c'est pour eux une impossibilité. Et une chose impossible ne tient pas.

(1) L'extrait suivant permettra de juger du fondement de cette opinion. On lit dans le journal *Bund der Landwirte* du 7 août 1915 : « Dès le début, *Ruhland* eut l'idée de fournir les théories scientifiques qui permettraient à une politique économique active de favoriser le développement sain de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Il commençait donc par rejeter les vues de *Roscher* et celles de *Schmoller* sur le rôle des sciences économiques : « Les sciences économiques ont pour objet ce qui existe et ce qui a existé, et non ce qui devrait exister » (Roscher). « La tâche de la science n'est pas d'intervenir directement dans les décisions quotidiennes. C'est là le rôle de l'homme d'Etat » (Schmoller) ».

Schmoller et *Roscher* reconnaissent de la sorte qu'il n'existe pas encore de science économique, mais qu'il n'existe qu'une économie d'Etat, celle d'un Etat basé sur les classes ; ils reconnaissent que l'étude anatomique de cet Etat n'est pas l'affaire de l'université. Malheureusement, ils n'ont pas voulu aller jusqu'au bout de leurs conclusions : ils auraient dû en déduire que la doctrine économique d'un Etat basé sur les classes ne convient pas à l'université, et qu'il faut bannir de celle-ci une doctrine dont on n'ose pas dévoiler l'objet. Quel poison cet enseignement constitue pour les universités, le professeur *Brantano* nous le dira : « Dans l'enseignement de l'économie politique, une doctrine, si bonne soit-elle, n'est jamais admise que quand elle défend les intérêts d'un parti puissant, et aussi longtemps que ce parti reste puissant ; si un autre parti devient plus influent, les doctrines les plus erronées seront réhabilitées si elles semblent servir ces nouveaux intérêts » (Le Chef d'Entreprise, p. 6).

4. Pourquoi on peut faire la monnaie avec du papier.

a) *Le fait.*

Une monnaie de papier, déclare-t-on, est une chose irréalisable, puisque la monnaie ne pourra jamais offrir en échange que sa propre « valeur », sa valeur intrinsèque, matérielle, et que la monnaie de papier ne contient aucune « matière de valeur ».

Cette affirmation est en flagrante contradiction avec les faits. Dans le monde entier, les échanges si considérables des temps actuels s'effectuent presque exclusivement avec de la monnaie de papier, ou à l'aide de billets couverts en partie seulement par de l'or. On peut faire le tour du monde sous n'importe quel degré de latitude, sans donner ni recevoir d'autre argent que la monnaie de papier ou des billets de banque. Actuellement, l'Allemagne, l'Angleterre et la Turquie sont, que je sache, les seuls pays où la circulation métallique soit prépondérante. Ailleurs, les pièces d'or ne se rencontrent qu'exceptionnellement (1). Presque dans le monde entier, le commerce se pratique ordinairement avec de la monnaie de papier ou des billets de banque, et de la monnaie dite divisionnaire. Quiconque veut de l'or doit se déplacer, se rendre dans la capitale pour retirer le métal jaune aux guichets de la banque d'émission; bien souvent l'or ne lui sera délivré qu'en lingots et moyennant payement d'une prime. Dans le commerce, personne n'exige de payement en or. Bien des pays, comme l'Argentine, l'Uruguay, le Mexique, l'Inde n'ont même pas de pièces d'or dans leur système monétaire. Si nous achetons en Allemagne, avec de l'or monnayé, des lettres de change sur un de ces pays, ces traites nous seront régulièrement payées en billets de banque, ou, si nous ne faisons pas d'objection, avec un sac de pièces d'argent, lesquelles peuvent perdre d'un seul coup de marteau, la moitié de leur « matière de valeur », comme dirait Helfferich.

L'inscription que portent les billets de banque promet au porteur une certaine quantité d'or ; c'est ce qui fait croire qu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, de monnaie de papier. Mais cela n'explique pas pourquoi, pour un rouble, une roupie, un dollar or, il existe trois roubles, trois roupies, trois dollars de papier, sinon davantage. Les deux tiers des billets en circulation n'ont aucune « couverture », ne sont pas gagés par de l'or : deux tiers des billets doivent donc leur existence et leurs propriétés à autre chose que la convertibilité en or. Il existe certainement dans le commerce, à la Bourse, partout, des forces qui empêchent le porteur des billets de convertir ce papier en or. Sans quoi, il est impossible d'expliquer que les créanciers de la banque

(1) Ces lignes datent de 1907. Depuis, les dernières pièces d'or ont disparu de la circulation.

d'émission (les porteurs de billets) n'aient pas fait valoir leurs droits depuis dix, vingt, voire depuis cent ans. Il doit exister des forces capables d'éloigner pendant des siècles les monnaies du creuset.

Nous découvrirons bientôt l'origine de ces forces. En attendant, il suffit d'établir qu'elles existent, pour préparer le lecteur à m'entendre affirmer que dans tous les pays, en dépit de l'inscription que portent les billets de banque, cette monnaie est de papier et non de métal.

Quand l'Etat écrit sur un bout de papier :

« Ceci est dix grammes d'or »,

tout le monde le croit. Et durant des années ce bout de papier circulera au pair avec l'or monnayé. Il lui arrivera même de bénéficier de l'agio (1).

Si ce même Etat fournissait, sur un bout de papier semblable, l'engagement de livrer une vache laitière, le lendemain tous les porteurs de ces billets se présenteraient, un licou à la main, pour emmener l'animal.

Si, pendant des dizaines d'années et pour une suite interminable de gens placés dans les situations économiques les plus diverses, un bout de papier peut remplacer complètement une certaine quantité d'or, et si ce même papier ne peut remplacer pendant 24 heures une vache ou n'importe quel autre objet d'utilité, cela prouve que, aux yeux de tous, le papier et les pièces d'or représentent la même chose quant aux propriétés entrant en ligne de compte, et sont interchangeables. Cela prouve aussi que, de l'avis de chacun, les disques d'or et le papier monnayé rendent les mêmes services. De plus, si la promesse de payer en or était vraiment la garantie qui maintient les billets en circulation, si les billets de banque constituaient de simples reconnaissance de dettes, si l'émetteur du billet était le débiteur, et le porteur le créancier (comme pour les lettres de change), les banques d'émission devraient payer des intérêts aux créanciers; c'est-à-dire aux porteurs de billets : c'est le cas pour toutes les reconnaissances de dette, quelles qu'elles soient. Or, pour les billets de banque, les rôles sont renversés : ici c'est le débiteur, la banque émettrice, qui touche les intérêts, et le créancier, c'est-à-dire le porteur, qui les paye. Les banques d'émission peuvent considérer leurs dettes (les billets de banque qu'elles émettent en vertu d'un privilège d'émission) comme leur capital le plus précieux ; pour réaliser un tel miracle, pour bouleverser à ce point le rapport entre créanciers et débiteurs, les billets de banque

(1) En Suède, en 1916, on payait 100 couronnes de monnaie de papier pour 105 couronnes de monnaie d'or. La monnaie suisse offre le même exemple ; quoique inconvertible et « couverte » aux trois quarts seulement par de l'or, de 1918 à 1922 elle fut cotée beaucoup plus haut que l'or, à montant nominal égal. Les produits de guerre étaient plus chers et moins bons ; ces ersatz étaient bien amers. L'ersatz de l'or, la monnaie de papier, était le seul succédané qui ne fît pas désirer le retour de la paix.

doivent posséder une vertu extraordinaire, les élevant au-dessus de la classe des reconnaissances de dette.

Ensuite, si l'on considère les billets de banque comme des emprunts d'Etat, il est impossible d'expliquer pourquoi ces emprunts, quoiqu'ils ne rapportent pas d'intérêts, qu'ils ne soient couverts que pour un tiers et ne soient pas remboursables, ont généralement un cours plus élevé que les emprunts d'Etat ordinaires, qui rapportent, eux, de l'intérêt au porteur et sont garantis par l'autorité de l'Etat et par ses revenus. Exemple : 100 marks en billets de banque allemands, dont les intérêts sont à la charge du porteur, valent actuellement 117 marks de l'Emprunt impérial, lesquels rapportent du 3 % au porteur (1911).

Voila pourquoi nous contestons que ce soit à leur convertibilité que les billets de banque et la monnaie de papier ordinaire doivent la vie. Nous affirmons qu'il doit exister ailleurs dans le commerce des forces qui jouent le rôle attribué généralement à la couverture métallique ou à la promesse de payer ; nous prétendons que ces forces, que nous n'avons pas encore décelées, mais qui, comme nous l'avons vu, *changent en capital une reconnaissance de dette et force le créancier à payer l'intérêt au débiteur*, nous prétendons que ces forces sont assez puissantes pour assurer seules le fonctionnement de la monnaie sur le marché. Nous basant sur les faits susmentionnés, nous affirmons clair et net qu'il est possible de faire avec la cellulose une monnaie qui, sans promesse de paiement d'aucune sorte, sans l'appui d'aucune marchandise déterminée — d'or par exemple — porterait l'inscription que voici :

« *Un thaler* » (un mark, un shilling ou un franc),

ou, moins lapidaire :

« *Ce seul bout de papier constitue un thaler* »,

ou bien :

« Dans le commerce, dans les caisses de l'Etat et en Justice, ce billet est un thaler » ;

ou bien, pour expliquer la chose, sinon plus clairement, du moins de façon plus énergique :

« Quiconque présentera ce billet à la Banque d'émission pour se faire payer recevra à vue :

100 *Coups de bâton* (Promesse négative de payement).

Par contre, sur les marchés et dans les boutiques du pays, le porteur obtiendra autant de marchandises que l'offre et la demande lui en assigneront ; bref, le porteur aura droit à ce que le marchandage lui rapportera en échange de ce billet. »

J'espère m'être exprimé assez clairement et n'avoir laissé aucun doute sur ce qu'il faut entendre par monnaie de papier.

Examinons ces forces qui font que les gens s'arrachent des billets portant une des inscriptions susdites ; qu'on s'efforce de gagner de pareils billets à la sueur de son front ; qu'on donne pour ces bouts de papier ses marchandises, avec toute leur valeur matérielle et leur matière de valeur ; qu'on accepte des reconnaissances de dette, des lettres de change, des hypothèques payables en pareils billets, et qu'on les garde en guise de «réserves de valeur» ; qu'on passe des nuits à pleurer dans son lit, en se demandant comment on se procurera ces «chiffons de papier» pour payer la traite échue ; voyons comment on peut même connaître la faillite, la saisie et le déshonneur, rien que pour n'avoir pas pu tenir l'engagement de fournir à tel endroit et à telle heure, des billets portant l'inscription susdite, et comment enfin, on peut même sans entamer sa fortune, mener grand train toute l'année, quand on a placé ces billets comme capital. Examinons la source mystérieuse où ces bouts de papier, où le papier-monnaie et la monnaie-papier, les billets des John Law et autres flibustiers, où ces papiers multicolores, terreur des économistes et des gens à courte vue, puisent la force leur permettant de faire ce qu'ils font.

b) *L'explication.*

Quand un homme a besoin d'une chose, et constate qu'elle se trouve entre les mains d'une autre personne et qu'elle ne peut s'obtenir ailleurs, il se verra généralement forcé d'offrir un objet en sa possession, pour pour engager le détenteur de la chose qu'il cherche à la lui céder. C'est-à-dire qu'il offrira de troquer. Il devra le faire, même si la chose qu'il désire est sans utilité pour celui qui la détient : il suffit que le propriétaire sache que sa chose est utile ou indispensable à l'autre pour qu'il refuse de la lui céder gratis. Il arrive même fréquemment qu'on garde ou qu'on se procure un objet parce que l'on sait que quelqu'un d'autre viendra, qui pourra l'employer. Et plus le nouveau venu aura besoin de cet objet, plus le propriétaire élèvera ses prétentions.

Tout cela semble aujourd'hui tellement naturel et tellement évident, que beaucoup jugeront qu'il était inutile de le dire ; c'est même, à ma connaissance, la première fois que cette proposition est énoncée dans un traité d'économie politique. Il s'agit pourtant de la loi fondamentale de l'économie politique, du commerce, des relations économiques entre citoyens et entre citoyens et Etat.

Cette découverte «sensationnelle», ni moins simple ni moins évidente que celle de la gravitation, n'a pas moins d'importance en économie politique, que la découverte de Newton, en physique.

Acquérir un objet sans utilité pour nous-mêmes, mais que nous savons nécessaire à d'autres, n'a pour nous qu'on seul but : les embarrasser et exploiter leur embarras. Ce but est l'usure, car susciter au prochain des difficultés et les exploiter, c'est pratiquer l'usure.

Le fait que l'exploitation est mutuelle constitue peut-être une circonstance atténuante. Il n'en reste pas moins que l'exploitation mutuelle de l'embarras du prochain (1), que le pillage réciproque dans toutes les règles du mercantilisme constitue le fondement de notre vie politique, la base des échanges, la loi fondamentale déterminant la proportion dans laquelle s'échangent les produits, la seule loi déterminante des prix. La suppression de cette base entraînerait l'effondrement de notre vie économique ; il ne resterait, pour échanger les biens, d'autre moyen que de les donner, selon le principe chrétien, socialiste, communiste, fraternel.

Faut-il illustrer ceci d'exemples ?

Pourquoi le port des lettres est-il beaucoup plus élevé que celui des imprimés, alors que les deux services exigent de la poste le même travail ? Simplement parce que l'auteur d'une lettre a un besoin urgent de l'envoyer, tandis qu'on renoncerait le plus souvent à l'emploi d'imprimés si le tarif était plus élevé. La correspondance répond à un besoin bien plus pressant que l'envoi d'imprimés ; c'est la seule raison pour laquelle les lettres payent un port tellement élevé par rapport à celui des imprimés.

Pourquoi, en Allemagne, des pharmacies dont les stocks sont estimés à 10.000 marks se cèdent-elles pour un demi million ? Parce que le privilège des pharmacies permet d'exiger pour les médicaments des prix qu'ils n'atteindraient pas si la vente en était libre. L'explication tient, même en admettant que ce privilège correspond aux exigences de l'Etat quant à la formation scientifique des pharmaciens.

Pourquoi, bien souvent, le prix des céréales hausse-t-il en dépit de l'abondance de récoltes ? Parce que les droits d'entrée excluent la concurrence étrangère et que le paysan sait que le pays sera contraint d'acheter ses produits.

Evidemment, on explique que ce sont les « circonstances économiques » qui font varier les prix. C'est chercher à mettre hors de cause le facteur humain, c'est charger de l'usure un bouc émissaire, que dire que les prix sont déterminés par l'offre et la demande. Que seraient donc ces « circonstances économiques », cette « conjoncture », que seraient l'offre et la demande, sans l'action des hommes ? C'est l'action humaine qui engendre les fluctuations des prix ; les circonstances économiques ne constituent que le moyen. Ces hommes qui agissent, c'est nous, nous tous, la population. Quiconque apporte quelque chose au marché est animé du même esprit, de la même intention d'exiger le prix le plus élevé suivant l'état du marché. Et chacun s'excuse en accusant les circonstances économiques, d'un procédé d'ailleurs pardonnable parce que réciproque.

(1) Il est d'autres cas que celui du mendiant tremblant de froid. Le multimillionnaire *Rockfeller* est dans l'« embarras » chaque fois que des succédanés gênent la vente du pétrole. *Krupp* est aussi dans l'« embarras » quand il lui faut le champ d'un paysan pour agrandir ses usines.

Bien entendu, celui qui prétend, avec Karl Marx, que les marchandises s'échangent d'elles-mêmes, et ce en proportion de leur valeur, n'a pas besoin de pratiquer l'usure ni d'exploiter la misère : si ses débiteurs sont pressurés, ses ouvriers, affamés, il n'a pas de reproches à se faire. La cause de l'usure, en effet, ce n'est pas lui, ce sont les choses qui lui appartiennent. Ce n'est pas lui qui échange, c'est son cirage qui s'échange contre la soie, le froment, le cuir (1). C'est la marchandise qui, grâce à sa valeur, se charge de traiter les affaires.

Mais celui qui ne saisit pas cette propriété fantomatique des marchandises, cette mystérieuse «valeur», celui qui considère l'échange des produits comme une action humaine, et les marchandises ainsi que l'état du marché, comme l'instrument de cette action, celui-là ne trouvera aucun autre mobile à cet acte, que le désir de donner le moins possible et de prendre le plus que l'on pourra. A chaque négociation — qu'il s'agisse de salaire ou de Bourse — nous observons que les intéressés s'informent de l'allure du marché. Le vendeur s'enquiert si l'acheteur a un besoin urgent de son produit. Il prend bien soin de ne pas manifester le besoin urgent qu'il a lui-même de vendre. Bref, nous ne tardons pas à nous convaincre que les fondements de l'usure sont identiques à ceux du commerce en général ; entre les deux, il n'y a qu'une différence de *mesure*, mais non de *nature*. Le possesseur de marchandises, l'ouvrier, le boursier, nourrissent le même désir d'exploiter la situation du marché, c'est-à-dire d'exploiter le public. L'usurier de profession concentrera son attaque sur une proie unique et bien déterminée ; c'est peut-être la seule différence entre le commerce et l'usure.

C'est pourquoi nous répétons : l'effort en vue *d'obtenir en échange d'un service aussi minime que possible, un service aussi grand qu'il se pourra, voilà la force qui conduit l'échange des biens et le domine.*

Il est nécessaire d'établir ce fait de la façon la plus nette, car la notion en est indispensable pour comprendre la possibilité de l'existence de la monnaie de papier

Supposons maintenant que Dupont soit entré d'une façon quelconque en possession d'un bout de papier peint dépourvu de tout intérêt matériel ou intellectuel pour lui. Supposons d'autre part que Durant, pouvant se servir d'une manière ou d'une autre de ce bout de papier, demande à Dupont de le lui céder. D'après ce que nous avons vu plus haut, il est clair que Dupont ne va pas le lui donner gratis.

L'impossibilité de se le procurer gratuitement suffirait pour faire du papier d'un billet, de la monnaie de papier, puisque, pour le moment, tout ce que nous attendons de la monnaie de papier, c'est qu'elle puisse coûter plus cher que le papier du billet. Il faut qu'elle ne soit pas gra-

(1) Le Capital, livre I, p. 3.

tuite, vu que la monnaie remplit ses fonctions par le fait qu'il y a toujours quelqu'un qui la recherche et se voit forcé de donner quelque chose en échange (1).

Pour démontrer la possibilité qu'a le papier d'un billet de devenir de la monnaie de papier, il nous reste à prouver que Durant peut effectivement, à un moment donné, avoir besoin du bout de papier que détient Dupont.

Les produits de la division du travail (2), les marchandises, sont essentiellement destinés à l'échange. Autrement dit, ils sont pour leur producteur ce que la monnaie est pour tous : ce sont des *objets d'échange.* Seule la perspective de pouvoir échanger ses produits, ses marchandises contre d'autres, incite le producteur à abandonner l'économie primitive et à adopter la division du travail.

Mais pour échanger les produits, il faut l'outil des échanges qu'on appelle la monnaie ; sans ce moyen d'échange, nous en serions réduits au troc, que nous savons tout bonnement impraticable dés que la division du travail atteint un certain développement

La monnaie, instrument des échanges, constitue le complément indispensable du développement de la division du travail, de la production des marchandises. *Pour la division du travail, un moyen d'échange est indispensable.*

De par sa nature même, un moyen d'échange exclut toute liberté industrielle dans sa production. Si chacun était libre de fabriquer de la monnaie, et que chacun pût la faire à sa façon, la multiformité du moyen d'échange l'empêcherait de rendre les services qu'on en attend. Chacun prendrait pour monnaie ses propres produits. Ce qui nous ramènerait au troc.

L'unicité s'impose dans tout système monétaire : en son temps, le bimétallisme apparut déjà comme un excès ; il fallut renoncer à l'étalon double. Et que se serait-il produit si, après l'adoption de l'étalon-or unique, on avait néanmoins octroyé à chacun la liberté de battre

(1) Les théories orthodoxes et socialistes nient cette non-gratuité. Elles doivent la nier ; sans quoi elles devraient reconnaître que la monnaie de papier mérite de s'échanger ; l'échange présuppose, en effet, pour employer leur terminologie, l'existence d'une valeur matérielle ou d'une matière de valeur, et nous supposons précisément ce bout de papier dépourvu de toute valeur — valeur d'échange, valeur matérielle ou matière de valeur —, que ces mots permettent ou non de se représenter quelque chose. D'après la théorie de la valeur, credo des conservateurs et des socialistes, une marchandise ne peut s'échanger que pour sa valeur propre, sa valeur intrinsèque. Comme le bout de papier de monnaie en question n'a pas de valeur d'échange, tout échange, toute non-gratuité sont exclus. En vue de l'échange, on ne dispose d'aucune « mesure de valeur » permettant d'établir la « contre-valeur » ; on ne dispose d'aucune « unité de valeur » pour le calcul de l'équivalent. Papier de monnaie et marchandises sont des grandeurs impossibles à comparer.

(2) Il faut entendre ici par *division du travail* le mode de travail qui fournit des marchandises, des produits destinés à l'échange, par opposition à l'économie primitive, qui vise à satisfaire les besoins du producteur même. La division industrielle du travail, consistant à diviser la production de chaque marchandise, constitue la division technique, à ne pas confondre avec la division sociale, économique, du travail.

monnaie, de telle sorte qu'on eût rencontré des monnaies de tous titres et de tous poids ? (Cette unification constitue un acte essentiellement national. En effet, tout ce en quoi l'unification est atteinte fournit un des matériaux avec lesquels s'édifie l'Etat.)

De quelque matière qu'on soit parvenu à exclure la libre production des monnaies ; que cette exclusion résulte de l'interdiction par la loi, ou d'un obstacle naturel rencontré dans la production de la matière première (or, coquillages, etc.); qu'on y soit parvenu consciemment ou inconsciemment ; que le peuple en ait décidé ainsi en une assemblée solennelle ou qu'il ait simplement cédé devant le progrès économique, peu importe : il s'agit toujours là d'un acte du peuple. Le moyen d'échange a donc toujours le caractère d'une institution publique. C'est aussi vrai pour le métal monnayé que pour les coquillages et pour le billet de banque. Dès l'instant où le peuple en est venu — et peu importe comment — à reconnaître comme moyen d'échange un objet déterminé, celui-ci porte le sceau d'une institution d'Etat.

La monnaie sera nationale, ou elle ne sera pas. La liberté industrielle dans la production de la monnaie est totalement impossible. C'est trop évident pour y insister (1).

Actuellement, il est vrai, la production de la matière servant à la fabrication de la monnaie est libre ; par surcroît, la libre frappe fait pratiquement de cette matière une monnaie. Mais cela ne contredit en rien la proposition susdite, parce que, en dépit de ce droit de frappe, la matière servant au monnayage ne constitue pas en soi une monnaie : l'histoire du thaler en a fourni la preuve. Ce libre droit de frappe a été accordé par décret ; il n'est donc pas inhérent à l'or, et peut être retiré par décret du jour au lendemain. (Rappelons l'abolition du monnayage du métal argent.)

D'ailleurs la libre production de la matière à monnayer (de l'or) n'existe que de nom, les difficultés qu'offre la production de l'or la réduisant à néant.

Cette proposition n'est pas non plus infirmée par le fait que jadis plusieurs pays neufs, comme l'Amérique du Nord durant la période de colonisation, ont utilisé comme moyen d'échange la poudre, le sel, le thé, les fourrures, etc. Il s'agit là de troc. Il n'est pas question de monnaie. Le thé, le sel que les pionniers recevaient en échange de leurs propres produits étaient destinés à l'usage domestique ; ils ne se transmettaient pas. Ces produits ne restaient pas en circulation; ils ne revenaient jamais à leur point de départ (le port) ; on les achetait pour leurs propriétés matérielles et on les consommait. Il fallait constamment les renouveler. Ce qui caractérise une monnaie, c'est qu'on

(1) Là où des produits naturels servent de monnaie, la production libre est éliminée par le choix d'une substance (or, coquillages) impossible à produire sur place, ou que l'on ne peut produire qu'en quantité limitée.

ne l'acquiert pas pour sa substance, mais pour sa propriété de moyen d'échange, c'est qu'on ne la *consomme* pas, mais qu'on l'utilise comme instrument d'échange. La monnaie parcourt un circuit, qu'elle boucle continuellement ; elle retourne à son point de départ. Pour pouvoir se comparer à une monnaie, le paquet de thé venu de Chine aurait dû, après des pérégrinations de plusieurs années à travers les colonies de l'Amérique du Nord, retourner en Chine, à l'instar du dollar d'argent qui, parti du Colorado pour un long voyage en Chine et rapatrié par le hasard des échanges, peut redescendre, un jour de paye, dans les mines d'argent du Colorado, et retourner dans les mains de l'ouvrier qui l'a produit. Le paquet de thé coûterait d'ailleurs toujours davantage à mesure qu'il s'éloigne du port ; le fret, les bénéfices et les intérêts grèveraient son prix, alors que le dollar pourrait faire vingt fois le tour du monde sans coûter plus cher à l'ouvrier mineur. On rencontre dans presque tous les pays des pièces vieilles de plus de cent ans et qui ont peut-être changé de propriétaires plus de cent mille fois, sans qu'il soit venu à l'idée d'aucun de ces multiples propriétaires, de les consommer, c'est-à-dire de les fondre pour en utiliser l'or ou l'argent. Durant cent ans elles ont servi de moyen d'échange. Pour cent mille propriétaires, elles furent, non de l'or, mais de la monnaie, et aucun d'entre eux n'eut besoin du métal. On reconnaît toujours la monnaie au fait que sa composition n'a pour le propriétaire aucune importance. C'est cette complète indifférence qui seule explique que des pièces de cuivre couvertes d'un dangereux vert-de-gris, des monnaies d'argent élimées, de belles pièces d'or et des feuilles de papier multicolore circulent ensemble, et au pair.

Le cas des coquillages diffère de celui du thé. Ce moyen d'échange utilisé en Afrique centrale offre plus de ressemblance avec la monnaie. On ne consomme pas les cauris ; l'acquéreur leur accorde moins d'intérêt que dans le cas du thé ou de la poudre. Ils circulent ; il n'est pas nécessaire de les remplacer continuellement ; il arrive même qu'ils repassent par leur lieu d'origine : la côte. Il peut se produire que quelque négresse les ravisse à la circulation pour s'en faire une parure, mais cet emploi ne leur confère pas d'importance du point de vue économique. A moins d'être détrônés par quelque autre moyen de paiement, les cauris resteraient moyens d'échange s'ils venaient à passer de mode pour la parure. Ils constitueraient alors un pur moyen d'échange, une véritable monnaie, comme nos pièces de cuivre, de nickel et d'or, et comme nos billets, qui, eux aussi, n'offrent d'autre utilité que celle de moyen d'échange. Et nous pourrions les qualifier, comme notre numéraire, de monnaie nationale, en accordant à ces mots le sens qu'ils prennent dans des conditions aussi primitives. Le monopole d'Etat de la production des monnaies serait ici, exactement comme sous l'étalon-or, protégé par l'impossibilité de produire des cauris à volonté, ceux-ci ne pouvant se récolter que sur les côtes, à des milliers de kilomètres de là. (Le coquillage ne peut s'obte-

nir, tout comme l'or pour l'Européen, que par la voie du commerce, par les échanges.)

Mais si, dans la division du travail, un moyen d'échange est indispensable, et si cet instrument ne se conçoit que sous la forme d'une monnaie d'Etat, c'est-à-dire d'une monnaie contrôlée par l'Etat et réglée par des décrets spéciaux, on se demande ce que le producteur fera de sa marchandise, s'il ne rencontre pas sur le marché d'autre monnaie que celle de papier, si l'Etat *décide de ne plus produire d'autre monnaie que de la monnaie en papier*. Si le producteur refuse cette monnaie (ne fût-ce que parce qu'elle est en contradiction avec la doctrine orthodoxe et socialiste de la valeur), il devra renoncer à la vente de ses produits, et ramener chez lui ses pommes de terre, ses journaux, ses balais. Le métier, la division du travail, il devra y renoncer. Car comment acheter quoi que ce soit, s'il ne vend plus rien lui-même, s'il refuse la monnaie mise en circulation par l'Etat ? Généralement, il ne fera pas grève plus de vingt-quatre heures. Il ne persévérera pas plus d'un jour dans ses opinions sur la valeur et dans ses fulminations contre la duperie de la monnaie de papier, La faim, la soif et le froid le désarmeront, et le forceront à offrir ses produits en échange de la monnaie de papier, que l'Etat aura dotée, par exemple, de l'inscription que voici :

« Quiconque présentera ce billet à la banque d'émission recevra
100 coups de bâton.

Cependant, sur le marché, il obtiendra autant de marchandises que lui en attribueront l'offre et la demande. »

La faim, la soif, le froid — ainsi que le receveur des contributions — persuaderont tous ceux qui ne pourront pas retourner à l'économie primitive : dans un Etat moderne, c'est le cas de tous sans exception. Tous ceux qui voudront maintenir la division du travail, qui entendront continuer à exercer leur profession, devront offrir leurs produits en échange de la monnaie de papier émise par l'Etat. C'est-à-dire qu'ils créeront, avec leurs marchandises, une demande continuelle de monnaie de papier. Cette même demande incitera tous ceux à qui cette monnaie de papier échoit, à ne pas la lâcher pour rien, et à exiger, en échange, le maximum que les circonstances économiques leur permettront d'obtenir.

Le « papier de monnaie » est devenu « monnaie de papier » :

1. Parce que la division du travail offre de grands avantages ;

2. Parce que la division du travail crée des marchandises, autrement dit, des biens qui ne sont, pour leur producteur, que des objets destinés à être échangés ;

3. Parce que, à partir d'un certain développement de la division du travail, l'échange des marchandises devient impossible sans moyen d'échange ;

4. Parce que le moyen d'échange ne se conçoit, de par sa nature même, que sous la forme d'une monnaie nationale, d'Etat;

5. Parce que, dans notre hypothèse, l'Etat n'émet pas d'autre monnaie que celle de papier ;

6. Parce que les détenteurs de marchandises n'ont eu d'autre choix que d'accepter la monnaie de papier en échange de leurs produits, ou d'abandonner la division du travail, et enfin :

7. Parce que les détenteurs de ce papier ont refusé de le céder gratis, dés qu'ils ont vu que les possesseurs de marchandises, dans l'embarras où ils se trouvaient, offraient leurs produits pour ces billets.

La preuve qu'il est possible de faire de la monnaie avec de la cellulose est maintenant complète. Nous pourrions déjà passer à la question suivante, qui est celle -ci : « Combien un bout de papier rapportera-t-il, ou bien doit-il rapporter ? » Mais l'importance de la question me force à m'arrêter aux préjugés qui s'opposent à l'idée de la monnaie de papier, et de prouver l'absurdité des plus importants d'entre eux. Mon but est de gagner la confiance de ceux d'entre les lecteurs qui, tout en reconnaissant la rigueur de ce raisonnement, craindraient que l'hypothèse ne soit incomplète et n'omette quelque circonstance pouvant invalider la démonstration. Les prochains développements (1) manqueraient de base si le lecteur n'était convaincu de la possibilité absolue de fabriquer de la monnaie de cellulose, monnaie sans valeur matérielle et sans matière de valeur, portant n'importe laquelle des inscriptions indiquées plus haut. C'est à cette seule condition que le lecteur admettra la suite. Si cette possibilité n'était pas aussi certaine que la mort de Marley (2) tout ce qui suit serait réduit à néant.

J'aurais pu, comme tant de ceux qui se sont escrimés à résoudre l'énigme de la monnaie de papier, me faciliter la tâche en disant que l'Etat pourrait exiger le payement des impôts, des amendes, en monnaie de papier. Si l'Etat exige, notamment, que l'on paie avec sa monnaie de papier les timbres poste, les coupons de chemin de fer, les droits de douanes, l'enseignement, le bois provenant des forêts de l'Etat, le sel des mines de l'Etat, chacun considérera ce papier comme précieux, et refusera de le céder gratuitement. Dans ce cas l'Etat promettrait au porteur, non de l'or, mais des services. Ce qui reviendrait à dire que ce sont ces services qui donnent la vie à la monnaie de papier.

Mais cette explication ne nous mènerait pas loin. Nous le verrons plus tard. Comme tous les réformateurs à « monnaie papier » et à

(1) Il est prudent de rappeler qu'il s'agit ici uniquement de savoir s'il est possible de faire, à partir du papier d'un billet, de la monnaie de papier. La question des avantages que pareille monnaie peut avoir sur la monnaie métallique, reste entièrement à l'écart. Nous l'examinerons ultérieurement.

(2) Dans les « Contes de Noël » de Dickens.

« papier monnaie », nous finirions par nous heurter à des problèmes insolubles. Sans admettre le fondement véritable de la monnaie de papier, c'est-à-dire les 7 points susmentionnés, il est impossible de découvrir la cause profonde d'aucun phénomène économique.

Parmi les « preuves » de l'impossibilité de réaliser la monnaie de papier, brille au tout premier plan l'affirmation des partisans du métal. Cet argument constitue, pourrions-nous dire, leur chef-d'œuvre : « La marchandise ne peut s'échanger que contre de la marchandise, parce que personne ne consentira à donner un objet utile pour un objet inutile (tel qu'un bout de papier) ».

L'argument a quelque chose de tellement évident, de si convaincant, que tous les théoriciens de la monnaie de papier ont prudemment évité de l'affronter ; je n'en connais pas un seul qui ait vu le sophisme. Cet argument a toujours suffi pour rejeter à priori la monnaie de papier, et pour éloigner du problème tous les esprits scientifiques.

Donc, la marchandise ne peut s'échanger que pour de la marchandise. Sans aucun doute. Mais qu'est-ce qu'une marchandise ? C'est le produit de la division du travail ; et les produits de la division du travail ne sont utiles à leur *producteur* que comme moyen d'échange ; ils n'ont pour leur producteur *aucune utilité* directe, immédiate, ainsi que nous l'avons déjà démontré. Que peut faire un fermier de ses mille tonnes de pommes de terre ? Que ferait le propriétaire d'une filature utilisant un million de fuseaux, de tout le fil qu'il produit, sinon vendre ces marchandises, c'est-à-dire les utiliser comme moyen d'échange ?

D'après cette définition, la proposition : « La marchandise ne peut s'échanger que contre de la marchandise » requiert une interprétation toute différente. Utilisant le mot « marchandise », elle suppose que l'objet offert à l'échange est *sans utilité* pour son producteur ou pour son détenteur. Elle suppose aussi que ce que l'on reçoit en échange de la marchandise, est également *inutile* pour le cédant. *Mais n'est-ce pas là précisément le cas du billet de banque* ? Ce bout de papier n'est-il pas, abstraction faite de son caractère monétaire, un objet complètement inutile ?

Il en résulte que la proposition : « La marchandise ne peut s'échanger que contre de la marchandise » confirme la théorie de la monnaie de papier au lieu de l'infirmer ; qu'elle témoigne, non en faveur, mais à charge de la monnaie métallique.

Et que dire de l'explication : « Parce que personne ne consent à donner un objet utile pour un objet inutile » ! Elle détruit la première proposition : « La marchandise ne peut s'échanger que contre de la marchandise ». L'affirmation concernait la marchandise, laquelle constitue toujours une chose inutile pour son propriétaire. Dans l'explication, il n'est plus question de marchandises, mais de choses utiles, de biens de consommation.

Appliqué à l'exemple cité plus haut, cet argument revient à dire : Les pommes de terre peuvent s'échanger contre du fil, parce que les

pommes de terre sont des choses utiles au fermier et le fil, un objet utile au filateur. Et voilà une erreur flagrante. Répétons-le : que pourrait faire l'industriel de tout le fil qu'il produit ?

Si les raisons sont fausses, l'affirmation même n'en reste pas moins vraie : la marchandise ne peut s'échanger que contre de la marchandise. Pour que cette assertion puisse s'appliquer à la monnaie de papier, il nous faut prouver que le papier des billets constitue tout autant une marchandise que les marchandises qu'il doit aider à échanger. Mais il convient d'éviter tout malentendu : il s'agit du bout de papier, du billet multicolore portant cette inscription extravagante :

« 100 coups de bâton
payables à vue par la banque d'émission, au porteur de la présente. Cependant, sur le marché, le porteur obtiendra en échange de la présente, autant que le marchandage lui permettra d'obtenir. »

Ce papier-là, prétendons-nous, possède en soi toutes les propriétés d'une marchandise, et même celles de la marchandise la plus importante de toutes. Nous n'admettrons pour la monnaie de papier aucune propriété empruntée, volée ou transmise. Surtout, nous n'invoquerons pas, pour faire reconnaître le billet comme marchandise, le prétexte que l'Etat promet au porteur quelque service sans connexion avec la fonction de monnaie. Au contraire, nous voulons persuader le lecteur d'admettre le paradoxe suivant :

« *La monnaie de papier constitue de la marchandise pure.* Elle constitue même le seul objet qui nous soit utile en tant que marchandise ».

Quelles conditions un objet doit-il réunir pour être considéré comme une marchandise ?

1. Il doit exister une demande de cet objet, c'est-à-dire qu'il doit toujours y avoir quelqu'un qui désire cet objet, ou qui soit contraint de se le procurer, et qui soit par conséquent disposé à offrir une autre marchandise en échange.

2. Pour que cet objet soit demandé, il faut naturellement qu'il offre de l'utilité à l'acquéreur, sans quoi on ne le rechercherait ni ne le payerait pas. Les puces, la mauvaise herbe et la puanteur ne sont pas des marchandises ; non plus que les objets qui n'ont pas de propriétaire. Si l'objet est utile (utile, bien entendu, à l'acheteur, non au propriétaire) et que l'on ne puisse pas se le procurer gratuitement, toutes les conditions seront remplies, qui font d'une chose une marchandise.

Le papier des billets remplit la condition n° 1 ; nous l'avons déjà prouvé, en montrant que la *monnaie d'Etat est indispensable lorsque la division du travail atteint un certain développement, et que les propriétaires des marchandises seraient contraints, par la nature même de leur bien, d'offrir leurs denrées pour des billets, c'est-à-dire de créer une*

demande continuelle de ce papier, si l'Etat n'émettait pas d'autre monnaie. Si l'Allemagne démonétisait l'or comme elle démonétisa l'argent, et si au métal jaune elle substituait le papier, les propriétaires et les producteurs de marchandises devraient se courber sous le joug de la monnaie de papier. Tous sans exception contribueraient à créer, avec leurs produits, une demande de ce papier. On peut même dire que la demande de ce papier serait exactement aussi grande que l'offre de marchandises, laquelle correspond elle-même à la production.

Le papier des billets remplit donc entièrement la condition nº 1. Le pétrole, le froment, le coton, le fer ont eux aussi le caractère très net de marchandises. Ces produits de base comptent même parmi les plus importants du marché. Néanmoins, la demande de ces articles est encore loin d'être aussi inconditionnée que la demande de monnaie de papier. Quiconque fabrique des marchandises, quiconque exerce un métier, c'est-à-dire a abandonné l'économie primitive en faveur de la division du travail, crée avec ses produits une demande de moyens d'échange. Toutes les marchandises indistinctement matérialisent la demande de monnaie, c'est-à-dire de monnaie de papier quand l'Etat n'en émet pas d'autre. Mais tous les propriétaires de marchandises n'achètent pas du fer, du pétrole ou du froment, avec l'argent qu'ils ont obtenu pour leurs produits. Il existe d'ailleurs pour le fer, le pétrole et le froment pas mal de succédanés, alors que la monnaie n'a pour remplaçants que l'économie primitive ou le troc. Ceux-ci ne mériteraient d'être pris en considération que lorsque 90 % de la population actuelle, c'est-à-dire tous ceux qui doivent l'existence à la division du travail, seraient morts et enterrés.

La demande de billets prend donc naissance du fait que tous les produits de la division du travail constituent des marchandises. La division du travail, mère des marchandises, est une source intarissable de demande de monnaie. La demande de toutes les autres marchandises est beaucoup moins pressante.

L'origine de la demande ne peut évidemment s'expliquer que par le fait que l'objet demandé, la monnaie de papier en l'occurrence, est de quelque utilité à l'acquéreur, non au cédant. (Condition nº 2.)

Mais ce rectangle de papier peint, élevé au rang de monnaie, seul instrument d'échange reconnu par l'Etat, et par conséquent unique moyen possible, ne constitue-t-il pas un objet utile ?

N'est-il donc pas utile, ce bout de papier qui permet à l'ouvrier, au médecin, au maître de danse, au roi et au curé d'échanger leurs produits, entièrement inutiles à eux-mêmes, contre des biens qu'ils puissent utiliser ?

Ici, nous devons évidemment considérer, non, comme on le fait d'habitude, l'aspect matériel de la monnaie, le bout de papier, mais le tout : le papier avec son privilège de moyen d'échange, de monnaie.

Nous devons concevoir la monnaie comme un produit fabriqué, et même comme un produit protégé par la loi et monopolisé par l'Etat.

Bien entendu, si nous faisons abstraction de la propriété essentielle de la monnaie de papier, de sa qualité de seul instrument d'échange reconnu par la loi et de seul moyen pratiquement utilisable, elle ne représente qu'un chiffon. *N'en est-il pas exactement de même de la plupart des choses, lorsqu'on fait abstraction de leur destination, pour ne considérer que leur substance ?* Râclez la peinture d'une toile ; assénez un coup de marteau sur une pièce de monnaie, sur un encrier ou sur une soupière : que restera-t-il, sinon du rebut ? Si nous considérons une maison comme un tas de briques, la couronne royale comme du métal, un livre comme du papier, bref, si nous ne considérons jamais que la substance, la plupart des choses n'auront jamais pour nous plus d'importance qu'un chiffon de papier.

On n'utilise pas un piano comme bois à brûler, une locomotive comme fer de fonte, ni les billets de banque comme papier à tapisser. Alors pourquoi, quand il s'agit des billets, ne parler toujours que du papier ? Pourquoi ne pas parler du moyen d'échange ?

Tous les autres objets, nous les considérons quant à leur destination. Si nous en faisions autant pour la monnaie de papier, nous verrions qu'il ne s'agit pas d'un bout de papier, mais d'un produit indispensable, de l'*objet fabriqué* le plus important, le plus utile qui soit.

Cet objet n'exige pratiquement aucuns frais de fabrication. Qu'importe ? Dans les autres choses que nous achetons, ce n'est pas non plus le sang ni la sueur des travailleurs que nous visons. Le terrain sur lequel est bâti Berlin, et dont le prix est estimé à plusieurs milliards, n'a pas coûté un centime de production.

Pour comprendre la monnaie de papier, il nous faut donc faire abstraction de la cellulose, et nous habituer à considérer cette monnaie comme un produit indispensable, et par surcroît protégé par l'Etat. Dès lors nous reconnaîtrons sans difficulté dans la monnaie de papier un objet ayant toutes les caractéristiques d'une marchandise. La *monnaie de papier* confirmera, au lieu de la réfuter, la proposition selon laquelle les marchandises ne s'échangent que contre des marchandises.

En fouillant les traités d'économie politique, on constate que la monnaie n'y est jamais considérée comme un objet fabriqué pour un usage bien déterminé — comme un instrument d'échange — mais comme une matière première destinée à l'industrie (à l'orfèvrerie) et ne servant que subsidiairement et transitoirement de monnaie. Cela n'empêche que, dans bien des pays, on voit circuler des monnaies vieilles de cent ou de deux cents ans : il n'y a pas longtemps, on en rencontrait encore en Allemagne, alors que les marchandises vieilles

d'un an constituent des rossignols, et cessent de figurer dans l'inventaire des commerçants.

Si la monnaie ne représentait qu'une matière première pour l'industrie, nul ne l'achèterait qu'à la condition de pouvoir faire d'elle ce que l'on fait de toute marchandise que l'on achète : la recéder moyennant intérêts et profit. Le dollar dont nous avons parlé, ce dollar revenant dans sa mine natale du Colorado, après un voyage de dix ou vingt ans à travers la Chine, quelle paye ne devrait-il pas représenter pour ce même ouvrier qui l'a extrait jadis, si, au cours de son long voyage, il ne s'était jamais transmis que grevé de nouveaux intérêts, de nouveaux frais de transport et de nouveaux bénéfices ? Et pourtant, ces charges se seraient nécessairement accumulées, si personne n'avait jamais acheté le dollar que pour son métal, pour l'argent qu'il contenait, si personne ne lui avait trouvé d'autre utilité, si nul n'avait vu dans ce dollar le moyen d'échanger ses propres produits contre des biens à consommer.

La monnaie, et surtout celle de papier, est le type le plus pur de la marchandise, parce qu'elle ne s'utilise que comme marchandise : comme marchandise d'échange. On n'achète pas la monnaie pour l'utiliser — comme c'est le cas pour les autres marchandises — à l'usine ou dans la cuisine, c'est-à-dire loin du marché.

La monnaie est et demeure une marchandise. Son utilité réside uniquement dans son rôle de marchandise d'échange. Les autres marchandises ne s'achètent qu'en vue de la consommation (excepté chez les commerçants, pour qui marchandise et argent restent toujours de la marchandise). On produit les marchandises en vue de la vente, mais on les achète en vue de la consommation. On *vend* des marchandises. On *achète* des biens à consommer. L'argent seul reste une marchandise pour tous ceux qui l'acquièrent. La monnaie est la seule marchandise qui constitue pour son propriétaire un bien directement utilisable, car il est l'outil des échanges. Voilà pourquoi l'argent, surtout la monnaie de papier, constitue absolument

la seule marchandise utile.

Les partisans de l'étalon métallique considèrent communément la monnaie métallique comme de la matière première pour l'orfèvrerie. Pour eux, elle ne constitue rien de plus. Un mark, dit le bimétalliste Arendt, est la 1392e partie d'une livre d'or. Les avocats de l'étalon-or n'avaient naturellement aucune raison d'attaquer une opinion qui désarmait si bien les défenseurs de la partie adverse (1).

De ces inventions, les champions de la monnaie de papier auraient dû ne faire qu'une bouchée. Ils tournent toujours autour du pot,

(1) M. Chevalier, La Monnaie, Paris 1866, p. 36 : « Je crois devoir m'en tenir à cette idée fondamentale, que je considère à bon droit comme une autre définition de la monnaie : les monnaies ne sont que des lingots dont le poids et le titre sont garantis. »

comme le chat devant la pâtée trop chaude. Manifestement, ils ne distinguent pas encore dans la monnaie, abstraction faite de sa composition, le produit en soi, l'objet utile en lui-même, l'objet indispensable. C'est pourquoi, dans la rédaction du billet de banque, tous ont cru devoir *promettre au porteur une ou l'autre chose n'ayant aucun rapport avec la fonction de monnaie*, comme de l'or, des intérêts, du froment, du travail, des terres, etc. *L'échange des marchandises, que seule la monnaie rend possible, ne leur paraît pas un service suffisant pour garantir à la monnaie de papier, des acheteurs.*

La seule exception que je connaisse est l'inscription figurant sur les billets émis par la Province de Buenos-Ayres en 1869. C'est, que je sache, la première inscription déclarant que le billet, le simple rectangle de papier multicolore, est en soi une monnaie, et ne promettant au porteur aucun payement.

La Provincia de Buenos-Ayres
reconose este Billete por
un peso
moneda corriente. 10 Enero de 1869.

(La Province de Buenos-Ayres reconnaît ce billet comme étant un peso de monnaie nationale.)

Je ne suis jamais parvenu à savoir si cette inscription doit être prise à la lettre ou si elle résulte d'un embarras, comme cette autre inscription, qu'on lit sur les billets actuels d'Argentine, et qui promet au porteur tant de pesos en *monnaie de papier :* « La Nacion pagará al portador y á la vista y por medio del Banco de la Nacion 100 Pesos moneda nacional. » Non-sens évident, le peso, monnaie nationale, n'étant rien d'autre que le même peso papier. La banque promet donc de remettre, en payement de ce billet, le même billet.

Une proposition formulée fréquemment, et qu'on entend encore aujourd'hui, est la suivante : L'Etat devrait imprimer assez de billets pour acheter toute la propriété foncière du pays, de manière à résoudre du même coup le problème social le plus important : le retour de la rente foncière au peuple. Dans ce système, la propriété foncière sert donc de couverture à la monnaie de papier ; mais conformément au but que l'on vise, elle n'est pas exigible par le porteur. Celui-ci doit se contenter de cette garantie, comme il se contente (du moins, on le suppose) de savoir les billets gagés avec de l'or (ce qui n'est absolument pas le cas : le porteur se contente du service que les billets lui rendent comme moyen d'échange. S'il en était autrement, il ne tarderait pas à aller réclamer l'or, comme le fait l'orfèvre en quête de matière première). Les auteurs de cette proposition, qui n'a aucun sens du point de vue de la technique monétaire, ne voient pas que la fonction de moyen d'échange est un service suffisant de la part de la monnaie de papier, et que, si ce service est garanti (il suffit pour

cela de n'émettre aucune autre forme de monnaie), tout autre service est superflu.

Ce qui rend la notion « monnaie » abstruse, c'est que le service que nous attendons de la monnaie n'a rien à voir avec la matière qui la compose. La monnaie n'a vraiment besoin de cette matière que pour être palpable et visible, pour que nous percevions sa présence, et que nous puissions la transmettre, et non pour ce que nous attendons de son aspect matériel. Autrement, comment une pièce de monnaie resterait-elle en circulation durant un, dix ou cent ans ? Comment un billet de banque circulerait-il vingt-quatre heures ? Ce qui seul importe pour la monnaie, c'est la quantité existante, parce que de celle-ci dépend en partie la grandeur de l'offre d'argent et la quantité de marchandises que nous obtiendrons en échange de notre argent. La monnaie, considérée comme matière, n'a pas de propriétés ; du moins, pas de propriétés efficaces au point de vue technique, et si les propriétés matérielles venaient à manquer totalement, personne ne le regretterait. En Allemagne, n'a-t-on pas préféré l'or au métal argent, simplement parce qu'on obtenait, en échange d'un kilo d'or, seize fois plus de marchandises que pour un kilo d'argent ? Il fallait seize fois moins de matière : c'est pour cette raison qu'on préféra l'or à l'argent.

Pour n'importe quel bien de consommation, l'acheteur dit : « le plus sera le mieux » ; pour la monnaie, par contre, « le moins sera le mieux ». Pour la monnaie, il suffit qu'on puisse la compter ; le reste n'est que lest et encombrement.

On achète le miel pour son goût, la bière, parce qu'elle grise, le lest pour son poids, le mètre, pour sa longueur bien déterminée, le litre pour sa capacité. Quant à la monnaie, nous ne lui demandons ni saveur, ni poids, ni volume, ni rien de matériel, rien qui vise à satisfaire quelque besoin personnel et immédiat. Nous achetons la monnaie comme une marchandise, dans l'intention de la revendre comme marchandise.

Une preuve de l'indifférence générale quant aux propriétés physiques de la monnaie, est que pas une personne sur mille n'est capable de dire à combien de grammes d'or fin un mark lui donne droit. Si vous ne le croyez pas, faites-en l'expérience.

C'est pour cette raison bien simple, que l'on demande à la monnaie d'avoir le moins possible de propriétés physiques. Et c'est ainsi que, sans s'en rendre compte, on a progressivement porté le choix de la matière sur la substance naturelle la plus déshéritée d'entre toutes : l'or. Combien l'or est pauvre de propriétés, à côté de n'importe quelle autre marchandise — d'un marteau, d'un livre, d'un canari !

Ce n'est pas à cause de sa couleur, qu'on a choisi l'or pour monnaie, ni pour sa densité, ni pour le son, ni pour le goût, ni pour ses affinités chimiques. L'or ne rouille ni ne se corrompt, il ne croît ni ne se détruit,

il ne démange, ne brûle, ne coupe pas, il est sans vie, c'est l'image de la mort.

Pour la monnaie, nous recherchons des matières ayant des propriétés négatives. Le moins possible de propriétés physiques, voilà tout l'aspect matériel que les gens demandent à la monnaie.

Chacun est aussi indifférent vis-à-vis de la composition de la monnaie, que le commerçant à l'égard de sa marchandise. Si l'ombre de l'or suffit, on la préfère : témoin l'existence des billets de banque, et leur popularité.

Plus les propriétés d'une substance sont négatives, plus ses avantages sont positifs en tant que matière à monnayer. Voilà tout le secret de la monnaie-papier.

On dit que la prédilection universelle pour les métaux précieux a conduit à les adopter comme monnaie. Nous croyons au contraire que c'est l'*indifférence* générale des producteurs de marchandises à l'égard des métaux nobles qui a permis aux gens de s'accorder sur ce choix. Il est plus aisé de s'entendre à propos d'un objet indifférent et neutre, qu'au sujet d'une chose produisant sur chacun un effet variant avec le caractère. De tous les produits naturels, l'or a le moins de propriétés, le moins d'emplois dans l'industrie et l'agriculture. Il n'est pas de substance qui nous soit plus indifférente que l'or ; voilà pourquoi il a été si aisé d'adopter comme monnaie le métal jaune.

L'industrie utilise l'or pour les bijoux ; mais ceux qui utilisent l'or comme *moyen d'échange*, les producteurs de marchandises, les ouvriers, les paysans, les artisans, les commerçants, l'Etat et les tribunaux n'ont pas besoin de bijoux. Les jeunes filles ont pour l'or une certaine prédilection, due bien souvent au caractère monétaire de l'or. Mais ne produisant pas de marchandises, les jeunes filles n'ont pas besoin de moyen d'échange et ne créent donc aucune demande de monnaie. La monnaie, instrument de loin le plus important des relations économiques, complément indispensable de la division du travail, doit avoir d'autres bases que les désirs des citoyens les plus négligeables du point de vue économique, d'autres bases que la coquetterie des jeunes filles.

Le rôle que joue la matière composant une monnaie peut aisément se comparer à celui que le cuir d'un football tient aux yeux des joueurs. Ceux-ci ne se soucient pas de la composition du ballon, ni de son origine. Qu'il soit déchiré, sale, vieux ou neuf, peu importe. Si le football est visible et saisissable, la partie peut commencer. Pour la monnaie, ce n'est pas plus compliqué. Avoir, ou ne pas avoir. On lutte sans relâche pour posséder la monnaie, non que l'on ait besoin du ballon lui-même — je veux dire de la monnaie — ni de sa matière première, mais parce que l'on sait que d'autres s'efforcent de l'atteindre à leur tour, et sont disposés à faire des sacrifices dans ce but. Pour le football, les sacrifices consistent en coups de pied. Pour la monnaie, ils consistent en marchandises. Toute la différence est là. Voici peut-

être de quoi divertir les amateurs d'épigrammes : *La monnaie est le football de la vie économique.*

5. La garantie et la couverture de la monnaie de papier.

L'idée jeune et neuve que, dans le chapitre précédent, nous avons vu germer parmi les glèbes du préjugé, doit être protégée contre le vent glacial du doute, jusqu'à ce qu'elle soit devenue un arbuste vigoureux, aux épines protectrices. Il ne faut pas que l'idée de la monnaie de papier donne au petit bourgeois la chair de poule. Il faut au contraire qu'elle lui donne une sensation de complète sécurité. Le paysan allemand, qui, pour son bas de laine, persiste à préférer à l'or la dure pièce blanche, doit en venir à aimer encore mieux la monnaie de papier que la monnaie en argent. Il faut qu'après mûre réflexion, la dure tête de Michel finisse par admettre que la monnaie de papier offre plus de sécurité que l'or ou le métal blanc.

La question est de montrer que la monnaie de papier est non seulement possible, mais qu'elle est « couverte » et sûre. Mon dessein est de prouver que, tandis que la monnaie métallique peut, sans infraction à la loi, être anéantie par l'Etat qui l'a émise, la monnaie de papier ne peut tomber qu'avec l'Etat lui-même.

« Notre mark n'est que le nom de la 1392e partie d'une livre d'or. » Cette affirmation de Otto Arendt est irréfutable, si l'on se base sur la législation monétaire allemande actuelle. Aucune loi ne protège le propriétaire d'or, monnayé ou non, d'une semblable interprétation juridique du mot « monnaie ». L'ancienne inscription des monnaies : « XXX ein Pfund Fein » (c'est-à-dire 30 de ces pièces font une livre d'argent fin), comme l'actuel libellé des billets et des bons du Trésor : « La Banque (ou l'Etat) s'engage à payer au porteur », etc., prouvent que leurs auteurs partageaient les vues de Arendt sur la nature des monnaies. On peut donc sans peine imaginer la situation suivante. Supposons que, pour une ou l'autre raison, l'Etat retire à l'or le monopole de la monnaie, comme il l'a jadis supprimé à l'argent ; mais supposons qu'au lieu de donner de nouvelles pièces en échange de celles qui rentrent, il efface d'un coup de marteau l'inscription des pièces d'or, et rende le métal au porteur, en déclarant : « Vous voilà en possession de tout ce que vous revendiquiez : un lingot d'or d'un poids déterminé. Désormais, cet or ne constitue plus une monnaie. A partir d'aujourd'hui, l'Etat émet une nouvelle forme de numéraire, il n'accepte plus l'or, et n'échange plus la nouvelle monnaie contre le métal jaune. Les pièces d'or étaient, pour employer vos propres termes, et selon vos propres explications sur la nature de la monnaie, garanties par le métal. Maintenant, vous voilà en possession de ce métal. A vous de savoir ce que vous ferez de ces lingots. C'est votre affaire. Vous aviez

livré à l'Etat des lingots ; il les avait monnayés, sans frais pour vous, mais à grands frais pour lui. Aujourd'hui, l'Etat rend à chacun ce que chacun lui a donné : un lingot. Vous n'avez droit à rien de plus, n'ayant pas donné davantage. »

Actuellement, aucune loi ne garantit le citoyen contre l'éventualité d'une telle politique. Au contraire, cette politique est conforme à l'opinion publique et à l'inscription des monnaies.

Cette politique constituerait néanmoins une escroquerie de la pire espèce aux dépens de tous les porteurs de monnaie, de lettres de change et d'obligations, au détriment des créanciers hypothécaires et autres, des pensionnés, etc., qui perdraient ainsi le plus clair de leur avoir. En effet, les hypothèques, les emprunts nationaux et communaux, les reconnaissances de dette, les pensions, les traites, constituent simplement des engagements de payer tant de grammes d'or (1). Si l'or venait à perdre son emploi principal, son rôle de matière des monnaies, il est évident que ce métal deviendrait meilleur marché. Les pièces écrasées sous le marteau, désormais simples lingots, afflueraient, en quête d'emploi, chez l'orfèvre. Une offre aussi abondante ferait évidemment baisser le prix de l'or.

Quand le métal argent fut démonétisé, le rapport dans lequel il s'échangeait avec l'or tomba de 16 à 30 et même à 35. Pour une tonne d'or, on avait donné, durant des siècles, 16 tonnes d'argent. Après la démonétisation du métal blanc, on en donna 30 tonnes. La chute du prix aurait été encore bien plus considérable, si l'on avait démonétisé l'argent simultanément dans tous les pays (2). Inversement, après l'adoption du nickel pour la fabrication des monnaies, son prix, vil jusqu'alors, haussa de façon vertigineuse.

La suppression de la libre frappe de l'or, que nous considérons ici comme une hypothèse, s'est d'ailleurs déjà vue. En 1865, les découvertes d'or en Californie déterminaient une hausse générale des prix telle, que les porteurs de créances se jugèrent lésés, au profit des débiteurs. Ils exercèrent une pression en vue de supprimer la libre frappe de l'or. On vit la Hollande adopter cette mesure. Si les découvertes d'or en Californie n'avaient pas cessé aussi vite, il est hors de doute que c'en était fait du métal jaune (3).

(1) Si l'Etat cesse de monnayer l'or et en interdit le monnayage privé, il est clair qu'on ne pourra plus exiger d'aucun débiteur qu'il s'acquitte en or *monnayé*. Nul ne peut être contraint de fournir une chose faisant l'objet d'un monopole.

(2) Il est probable que si, de nos jours, une nation importante du point de vue commercial démonétisait l'or, les autres pays suivraient immédiatement l'exemple. Ils devraient le faire pour enrayer l'afflux de cet or exilé et pour s'épargner des pertes semblables à celles que l'Union latine essuya, pour avoir trop longtemps hésité à vendre son métal blanc.

(3) J'attire encore l'attention sur le fait que ce traité constitue la réédition d'un ouvrage datant de 1911, c'est-à-dire d'avant la guerre. Celle-ci a fourni bien des preuves en faveur de la présente théorie. Je ne les invoquerai pas, *n'attendant rien de la guerre, pas même un enseignement.*

Que serait l'or aujourd'hui, sans son privilège monétaire ? Que deviendrait ce métal, si chaque citoyen, si chacun de ceux qui, pour adopter une profession, ont abandonné l'économie primitive en faveur de la division du travail, bref, si chaque détenteur ou producteur de marchandises cessait de créer, avec celles-ci, une *demande d'or ?* Qu'adviendrait-il de l'or, s'il ne constituait plus une monnaie ? Il n'aurait pas plus d'importance économique que n'en a le métal argent depuis sa déchéance. L'or constituerait une matière première pour la moins importante de toutes les industries. Qui donc parle encore, aujourd'hui, du métal blanc ? A qui viendrait-il à l'idée d'acheter des lingots d'argent pour les thésauriser ? Qui s'inquiète encore, lorsque le métal blanc monte à 200 ou quand il baisse jusqu'à 60 ? Qui perd, qui gagne encore, qui suspend ses payements lorsque le prix de ce métal, la proportion selon laquelle il s'échange contre les autres marchandises, vient à varier ? Tout au plus quelques négociants en métaux précieux peuvent s'en inquiéter ; les autres redoutent autant les fluctuations du prix de ce métal qu'une statue de marbre, la rage de dents. Jadis, la proportion où l'argent (1) s'échangeait contre les autres marchandises n'avait qu'à varier quelque peu, pour que l'on vît tous les rouages s'arrêter : la crise éclatait, meurtrière et dévastatrice. C'était la suspension des payements, le chômage, la famine, les insurrections.

Du prix du métal blanc, c'est-à-dire du rapport d'échange entre ce métal et les marchandises, dépendait la quantité de monnaie qu'on recevait pour ses produits, voire même la possibilité de faire parvenir ces produits à leur destinataire. Jadis, demander le prix d'une marchandise, revenait à s'enquérir du prix du métal argent. C'était, en effet, s'informer du prix de ce métal, que demander ce que coûtait tel ou tel objet.

Maintenant ce n'est plus vrai. D'un trait de plume, l'Etat a séparé la monnaie du métal blanc. Pour ôter à l'argent son privilège séculaire, il n'a pas fallu de révolution. « La grande forme monétaire » fut l'œuvre de quelques phraseurs, qui eurent à vaincre l'opposition d'une douzaine d'autres bavards. La « grande réforme » n'a coûté ni sang, ni sueur. A lire les discours, on croirait qu'elle fut menée par des Huns. Des phrases vides, des théories non mûries, des affirmations gratuites, des citations. Voilà tout le débat sur la question monétaire. Et depuis, tous ceux qui se sont succédé à la tribune ont trahi la même myopie, le même niveau déplorablement bas. Il n'a jamais été question du moyen d'échange, des besoins des marchandises, ni de la division du travail. Toujours comme si le mark n'était que la 1392e partie d'une livre d'or.

Tout ce qu'on racontait à propos de l'étalon-or était parole d'Evangile. On ne contrôlait rien. Aujourd'hui, après tant d'expé-

(1) En français, le nom de ce métal est synonyme de monnaie. En espagnol également : plata (Auf französisch und spanisch heisst Silber soviel wie Geld).

riences lamentables, nous ne possédons pas encore pour le mot « monnaie », de définition juridique, et pouvant, en cas de litige, servir de base d'interprétation à la législation monétaire.

C'est un fait : non seulement les campagnards, mais aussi les citadins cultivés ont, sur la nature de la monnaie, des idées puériles. « Beaucoup d'économistes, même des plus réputés, ne possèdent pas de théorie vraiment logique et approfondie de la monnaie » (*Knut Wichsel :* L'Intérêt et les Prix).

Devant cette situation, on se demande où est la couverture de la monnaie allemande, et quelle garantie offre le mark. Cette garantie ne vient pas du métal. Le métal argent en a fourni la preuve : lié à la monnaie plus intimement que l'or, il en fut séparé du jour au lendemain, sans autre forme de procès.

Cette garantie n'est pas non plus fournie par la loi, attendu qu'il n'existe aucune définition juridique du mark allemand. C'est tellement vrai, que quand on demande ce qu'est, d'après la loi, un mark allemand, on obtient toujours, quel que soit celui à qui l'on s'adresse, la même réponse intelligente : « Un mark, c'est cent pfennigs. »

L'éducation, en matière monétaire, d'un nombre d'hommes suffisant, pourrait fournir au mark une sorte de garde du corps, destinée à le protéger, sur le terrain des lois, contre les tripoteurs et les charlatans. Mais l'indifférence du public, de la presse, du commerce et de la science à l'égard des questions monétaires est telle, que l'on trouverait difficilement, parmi les millions de sujets de l'Empire allemand, une douzaine d'hommes capables de discuter la question.

Alors, où est la sûreté du mark allemand ? Par qui, par quoi le mark est-il garanti contre les manipulations maladroites ou malintentionnées ? Par les brochures de la Ligue pour la protection de l'étalon-or allemand ? Les défenseurs de cet étalon ne sont-ils pas, tout comme les assaillants, des imposteurs ? Une lecture attentive de ces brochures montre que leurs auteurs ne se rendent pas très bien compte de la fonction que doit remplir la monnaie. Ces brochures ne disent nulle part que la monnaie est un moyen d'échange, qu'elle doit rendre l'échange des marchandises plus rapide, plus sûr, et meilleur marché ; qu'on juge une monnaie, non d'après son titre et son poids, mais d'après son comportement sur le *marché*. Dans ces brochures, c'est le point de vue le plus bas qui prévaut, celui du banquier et de l'orfèvre. Tout cela n'a pas empêché la Ligue de remporter la victoire. Quels héros devaient être ses adversaires !

L'histoire du métal argent prouve que le métal dont le mark est formé n'offre ni couverture, ni garantie, ni sécurité ; les faits sont éloquents ; ils démentent l'affirmation qui fait passer le mark pour la 1.392e partie d'une livre d'or. Le mark n'est pas garanti par son titre.

Il est d'ailleurs bien établi que, en vertu du jeu des forces connu

sous le nom de loi de Gresham (1), l'or peut être chassé du pays par l'émission de monnaie d'argent ou de papier, et ce aussi souvent qu'il le plaira au gouvernement. Que l'Etat émette plus de monnaie d'argent, que la banque d'émission imprime plus de billets, et avant peu les pièces d'or gagneront la frontière. Quelle sécurité, quelle couverture l'or offre-t-il donc, s'il suffit d'un décret pour qu'il soit supplanté par n'importe quelle autre monnaie ? C'était de la monnaie d'or et d'argent qui circulait en France, au moment où John Law entreprit d'essayer son papier-monnaie. La monnaie métallique française s'avéra « de tout repos » : bientôt, en effet, elle ne circula plus du tout. Le papier l'avait complètement remplacée dans la circulation. Plus tard, l'expérience des assignats donna les mêmes résultats. Et quand il fallut livrer aux Allemands le trésor de Huns qu'ils exigeaient en guise d'indemnité de guerre, la monnaie d'or fut de nouveau supplantée sur le marché par le papier. Trois fois, la France a tenté l'expérience, et chaque fois avec le même résultat. Trois fois, la garantie du métal jaune s'est avérée illusoire. Et qu'a-t-on observé en Ecosse, en Angleterre, en Autriche, en Russie, en Espagne, en Italie, aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, aux Indes ? Dans chacun de ces pays, le métal (l'or ou l'argent) s'est vu supplanté par le papier, chaque fois que l'ont voulu les gouvernants, autocrates ou parlementaires. Le métal n'a jamais résisté au papier. Devant les gâcheurs et les escrocs, aucune monnaie n'a été mieux défendue par le métal jaune, que la monnaie allemande par le métal blanc du thaler.

L'idée que l'or protège une monnaie contre les charlatans et les voleurs trahit une ignorance complète de l'histoire monétaire.

(1) *Loi de Gresham* : Lorsque, dans un pays, la quantité de monnaie dépasse le besoin réel de moyens d'échange, et que cette pléthore provoque une hausse des prix, la hausse vient gêner l'exportation, favoriser l'importation, et créer un déficit dans le commerce extérieur. Le moyen le plus simple de combler ce déficit est d'exporter de l'or. Exemple : Durant les années 1872-1874, l'Allemagne, qui regorgeait des milliards versés par la France, importa beaucoup plus qu'elle n'exportait. Les importations dépassèrent les exportations de 3646 millions — soit d'un montant sensiblement égal à l'indemnité de guerre — alors qu'avant les hostilités, les exportations dépassaient les importations.

L'exportation d'or, qui signifie une réduction du stock monétaire, fait baisser les prix jusqu'à leur véritable niveau, et rétablit automatiquement l'équilibre entre l'importation et l'exportation. Mais si l'Etat, négligeant l'avertissement que représente l'exode de l'or, continue à augmenter la quantité de monnaie par l'émission de billets, l'or continue à sortir du pays jusqu'au moment où les exportateurs éprouvent des difficultés à se procurer de l'or (ou des lettres de change étrangères) pour payer leurs importations. Ces difficultés se traduisent immédiatement par l'apparition de l'agio. C'est cette prime qui dès lors agit comme régulateur du commerce extérieur : elle grève l'importation et favorise l'exportation. En même temps, l'agio vient gêner la circulation de l'or, à l'intérieur du pays, étant donné que les caisses de l'Etat et les tribunaux n'acceptent que les billets, et que l'agio toujours changeant apparaît comme un compagnon importun de l'or, au point que le public n'accepte plus le métal jaune que contre son gré. L'agio crée tellement de complications partout, que l'or devient inutilisable dans les affaires. L'or, devenant superflu, s'accumule dans les banques, et y reste sans emploi, jusqu'au moment où ses propriétaires, en quête d'intérêts, l'expatrient. Il en résulte que lorsque, dans un pays, l'or et le papier sont en conflit, c'est toujours l'or qui doit céder. Le papier chasse toujours l'or au delà des frontières. Cette loi, dite de Gresham, porte le nom de celui qui l'a formulée.

D'ailleurs, sans même tenir compte de la loi de Gresham, quels étaient les bénéficiaires de la garantie offerte par le bon aloi des monnaies ? Evidemment, seuls ceux qui possédaient ces pièces — les détenteurs des quatre ou cinq milliards en pièces d'or, qui circulaient jadis en Allemagne. Mais que signifie cette quantité relativement minime d'or en face des 1.000 milliards représentés par les emprunts d'Etat, les traites, les hypothèques, les baux, etc. ? Ces 1.000 milliards étaient-ils également couverts par la teneur en métal fin des 5 milliards consistant en pièces de monnaie ? Ces milliards-là ne sont protégés que par la loi. C'est la loi et non la teneur en métal fin qui définit le mark des hypothèques, les obligations d'Etat, etc. Il y a quarante ans, toutes les hypothèques, toutes les traites, tous les emprunts d'Etat allemands étaient payables en métal argent ; la loi, néanmoins, obligea les débiteurs à payer leurs dettes avec de l'or !

De ce point de vue également, la garantie attribuée au métal se réduit à un mythe.

Les pièces en circulation ne sont que bagatelle (1) à côté de l'argent non monnayé que constituent les contrats de payement. La couverture métallique de la monnaie se révèle illusoire. On n'en parle même plus du tout dès que la loi de Gresham se met à jouer.

Dans tous les pays énumérés plus haut, quand la monnaie d'or et d'argent fut chassée par la monnaie de papier et les pièces de cuivre, toutes les créances — emprunts d'Etat, hypothèques, traites — partagèrent le sort de la monnaie de papier ; et dans les pays où la monnaie de papier dégénéra en papier à monnaie, les créances devinrent, elles aussi, des quantités aussi négligeables que le papier sur lequel elles étaient écrites.

Encore une fois, qu'était devenue cette monnaie métallique de tout repos ?

La monnaie a besoin de l'Etat ; sans Etat, on n'imagine pas de monnaie. On peut même dire que l'Etat se fonde dès l'introduction de la monnaie. La monnaie est le ciment naturel et le lien le plus fort des nations. L'Empire Romain dut sa cohésion bien plus à la monnaie de Rome qu'à ses légions. Lorsque les mines d'or et d'argent furent épuisées et que la production des monnaies tarit, l'Empire s'effondra.

L'indispensabilité de la monnaie, jointe à l'*indispensabilité du contrôle de la monnaie par l'Etat*, donne à l'Etat un pouvoir absolu sur la monnaie ; et devant ce pouvoir absolu, la garantie métallique de la monnaie est une paille dans le vent.

La monnaie n'est pas plus garantie contre les abus de l'Etat, par la matière qui la compose, que la constitution ne l'est contre les coups d'Etat, par le parchemin sur lequel elle est écrite.

Seul l'Etat, seule la volonté du gouvernement — qu'il soit autori-

(1) Jadis, en Allemagne, à côté des 5 milliards en pièces d'or, circulaient 143 milliards d'obligations foncières, 40 milliards de lettres de change, etc.

taire ou représentatif — peut protéger la monnaie contre les gâcheurs, les dupeurs, les voleurs, en supposant, bien entendu, que les gouvernements sachent user de leur pouvoir, ce qui malheureusement n'a jamais été le cas jusqu'ici.

Ce que nous avons dit de la monnaie de métal s'applique naturellement aussi à la monnaie de papier. La matière constituant cette dernière n'offre aucune garantie ni au détenteur de la monnaie elle-même, ni au porteur de créances (traites, emprunts d'Etat, pensions, loyers, fermages, assurances sur la vie, hypothèques, obligations).

Sous ce rapport, la monnaie de papier est un peu moins sûre que celle de métal. La différence est d'ailleurs minime. En revanche, la loi protège plus fermement la monnaie de papier.

Nous avons vu que, sans violer la loi, et en invoquant les théories monétaires courantes, l'Etat peut, d'un coup de marteau, réduire les pièces à ce qu'elles étaient à l'origine; qu'il peut retirer aux pièces d'or leur privilège monétaire; que la perte de ce privilège entraînerait, pour les pièces d'or, une chute de prix ; qu'il n'existe aucune loi obligeant l'Etat à dédommager de ce préjudice les détenteurs de pièces d'or, et que, si l'Etat accordait un dédommagement, il agirait, non pour se conformer à la loi, mais uniquement par souci d'équité. La probité se définit d'ailleurs différemment, selon la classe sociale qui l'invoque (1).

La monnaie de papier se trouve, vis-à-vis de la loi, dans une position toute différente. L'Etat ne peut pas ôter aux billets leur privilège de monnaie, sans dédommager les détenteurs. L'Etat a reçu quelque chose en échange de la monnaie-papier qu'il a émise ; et ce « quelque chose », il le doit au porteur : la restitution s'impose ; c'est incontestable, à quelque point de vue qu'on se place. La meilleure preuve de cette obligation est qu'on ne pourrait trouver d'autre argument que l'évidence même de ce devoir.

Lors de la démonétisation de l'argent, l'Etat dédommagea (2) les propriétaires de thalers ; il reprit ces pièces, en échange desquelles il délivra de la monnaie nouvelle. Le droit à compensation n'avait aucun fondement juridique ; mais on trouva en dehors de la loi assez de raisons pour agir de la sorte. L'Etat n'avait-il pas, en levant les impôts, obligé les citoyens à se pourvoir de thalers ? Pour être en mesure de payer ses contributions, le paysan avait dû échanger sa vache contre des thalers. Le paysan avait acquis le métal blanc, non qu'il en eût besoin lui-même, mais parce que l'Etat en exigeait. L'Etat s'était chargé d'écouler ces thalers. Un dédommagement s'imposait.

(1) Les gros propriétaires allemands demandèrent à l'Etat de renchérir la nourriture du peuple, en élevant des barrières douanières. Ils obtinrent satisfaction. La classe ouvrière demanda de faire baisser le coût de la vie en supprimant les tarifs douaniers. Elle essuya un refus catégorique.

(2) Il était, et il demeure contraire à la théorie de la monnaie métallique, que les propriétaires pussent essuyer un dommage quelconque du fait de la démonétisation du métal blanc.

Ces raisons méritent d'être entendues. Mais les écouterait-on toujours ? On sait qu'il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre. Plaider son droit, n'est-ce pas précisément reconnaître sa faiblesse ? Quand il était question d'adopter l'étalon-or, si les agrariens avaient su que la démonétisation de l'argent allait provoquer une dépréciation de ce métal suffisante pour les libérer de la moitié de leurs dettes hypothécaires, libellées en thalers d'argent, sait-on quelle position ils auraient prise dans la question du dédommagement ? L'attitude qu'ils adoptèrent ultérieurement, quand ils comprirent (mais un peu tard), permet de croire que le parti agrarien aurait fait sienne la théorie de la monnaie de métal, selon laquelle un thaler était la XXX^{e} partie d'une livre d'argent. Les grands propriétaires fonciers en auraient profité pour payer les thalers qu'ils devaient, avec du métal blanc non monnayé, sur la base d'un trentième de livre par thaler. Ils auraient réalisé ainsi une opération aussi lucrative (et plus honnête) que l'augmentation de leurs revenus fonciers grâce aux droits de douane.

La monnaie de papier ne crée pas de situations pareilles. Ici, pas de partis, de théories, de décrets, d'interprétation des lois, pas de raison non plus de plaider le droit au dédommagement. Ce droit est évident. La sécurité de la monnaie de papier ne fait qu'y gagner. La monnaie de papier est garantie par les idées et les intérêts qui fondent le peuple en une nation. La monnaie de papier ne peut s'effondrer qu'avec l'Etat lui-même.

A côté de la garantie imaginaire de la monnaie contre le pouvoir absolu de l'Etat, on réclame encore pour la monnaie une « couverture », c'est-à-dire une sécurité économique. En supposant, dit-on, que l'Etat fasse de son pouvoir l'usage le meilleur selon lui, et qu'il n'abuse pas de son autorité, rien ne garantit que la monnaie permettra toujours de récupérer ses frais d'acquisition. La monnaie métallique porte en elle-même la matière nécessaire pour couvrir entièrement ces frais : elle a sa « valeur intrinsèque » (peu importe ce qu'on entend par là), sa « valeur matérielle », alors que la monnaie de papier est vide, sous ce rapport, et doit chercher sa « couverture » ailleurs, en dehors de la matière qui la compose.

Cet argument est creux. Il trahit la confusion des idées. Nous nous en sommes déjà rendu compte dans le chapitre intitulé « La prétendue valeur » et dans l'étude de la garantie de la monnaie. Le seul fait que les détenteurs de pièces d'argent démonétisées ont tous fait valoir leur droit à l'indemnité, ce seul fait nous montre clairement que le métal d'une monnaie ne garantit pas au détenteur le recouvrement intégral des frais d'acquisition. Sans quoi, pourquoi chacun n'aurait-il pas tout bonnement conservé son métal ?

En réponse à cet argument, nous ne pouvons raisonnablement ajouter que ce qui suit, qui risque d'être superflu.

Une marchandise est couverte aussi longtemps qu'il se trouve

quelqu'un qui soit disposé à donner, en échange de cette marchandise, la quantité habituelle d'autres marchandises ou de monnaie, en d'autres termes, aussi longtemps que la demande ne fléchit pas. Mais aucune marchandise ne peut être couverte par elle-même. Il découle de la définition de la division du travail, et de la définition de la marchandise, que le produit du travail est absolument sans utilité pour son producteur. Répétons-le : que feraient de leurs produits les cordonniers, les pharmaciens, que pourraient faire de l'or de leurs pièces les paysans, si personne ne s'offrait pour leur acheter ces produits ou cet or ?

En parlant de la couverture de la monnaie, on fait allusion à l'utilité que les détenteurs de *biens* à employer tirent de l'emploi de ces biens (provisions, outillage, etc.). C'est cet avantage qu'on voudrait garantir au détenteur de monnaie, à l'aide de la matière dont la monnaie est faite. On voudrait faire de la monnaie à la fois une marchandise et un objet d'utilité privée. On voudrait réunir dans la monnaie des conditions incompatibles (1). Le jour où la substance constituant la monnaie deviendrait utile à tous les détenteurs, la monnaie cesserait d'exister. L'utilité de cette matière mènerait la monnaie au creuset. La monnaie étant indispensable, il ne faut pas qu'on la consomme.

Aussi longtemps qu'existera la division du travail, aussi longtemps que nous produirons des marchandises, des choses sans utilité pour nous-mêmes, il nous faudra un moyen d'échange, c'est-à-dire une monnaie. Le besoin de numéraire est continuel et inéluctable, il est basé sur la division du travail, condition même de notre existence. Pourquoi, dès lors, chacun devrait-il être en mesure de consommer la monnaie, de l'anéantir ? Ne serait-ce pas, au contraire, un danger pour les échanges et pour le maintien de la division du travail, que la possibilité de consommer, de détruire l'outil des échanges ?

Une couverture de la monnaie, telle que la plaide l'objection susmentionnée, n'existe pas, et ne peut exister.

Ce n'est pas la matière, c'est la fonction de moyen d'échange qui constitue la couverture de la monnaie. C'est cette fonction qui fait qu'on en a besoin, et qui en assure la demande. En dernière analyse, la monnaie a pour couverture les trésors inépuisables fournis à l'humanité par la division du travail.

En dehors de la division du travail, il n'existe pas de couverture pour la monnaie. La division du travail engendre un courant ininterrompu de marchandises, lequel crée à son tour une demande continue de moyens d'échange, de numéraire, quelle que soit la composition de celui-ci. Que le numéraire soit en or, en argent ou en papier, cela n'a aucune influence sur l'offre de marchandises, sur la couverture de la monnaie. La composition du numéraire n'a, en effet, aucune influence

(1) « Généralement, quand un Allemand veut quelque chose, il veut en même temps le contraire. » (Bismarck.)

sur le besoin inéluctable qu'ont les produits de la division du travail, de s'échanger contre la monnaie. *Que le paysan obtienne, en échange de ses pommes de terre, de l'or ou des billets, cette question n'a aucune influence sur la quantité de pommes de terre qu'il apporte au marché.* Dans un cas comme dans l'autre, il apportera tout ce dont il peut se passer. Que les caves de la banque nationale contiennent 10 ou 100 tonnes d'or, cela n'a aucune influence sur l'offre de marchandises, sur la demande de moyens d'échange. Et comme cette *demande* est la vraie couverture de la monnaie (comme de toute marchandise), la couverture de la monnaie est indépendante de sa composition.

Marchandise, besoins monétaires et couverture de la monnaie sont trois expressions d'une seule et même chose. Quelle est la couverture d'une action des chemins de fer ? Consisterait-elle par hasard en rails ou en remblais ? Chacun sait bien que cette couverture, c'est la masse des biens à expédier quotidiennement. La division du travail est la couverture de l'action des chemins de fer.

Il en est exactement de même des certificats de participation aux privilèges monétaires, c'est-à-dire de l'argent. Que les chemins de fer n'aient plus rien à transporter, et les actions ne seront plus que des chiffons de papier ; que la division du travail et l'offre de marchandises cessent, et l'argent sera un objet sans utilité. La monnaie de papier sera bonne pour la corbeille, et celle de métal constituera une matière première pour la plus négligeable d'entre les industries.

Résumons ce chapitre :

1. La matière dont est faite la monnaie n'offre aucune garantie contre les abus de pouvoir de l'Etat en matière monétaire.

2. Cette matière peut tout au plus (si l'on fait abstraction de la loi de Gresham) garantir les avoirs monnayés, le numéraire, et ce, dans des proportions très limitées. (En dernier lieu, les thalers n'étaient plus couverts que pour 40 % par le métal argent.) La somme mille fois plus grande constituée par les créances (hypothèques, emprunts d'Etat) reste entièrement sans couverture.

3. L'obligation pour l'Etat, de fournir un dédommagement quand il retire à une monnaie ses privilèges, cette obligation n'est évidente que dans le cas de la monnaie de papier ; dans le cas de la monnaie métallique cette obligation doit être démontrée et défendue contre l'opposition de la partie importante du pays à laquelle cette novation porte préjudice. Il en résulte que la sécurité de la monnaie de papier est plus grande que celle de la monnaie métallique.

4. La composition de la monnaie ne peut influencer la demande de monnaie. Il s'ensuit qu'on ne peut, en aucune façon, considérer la substance d'une monnaie comme sa couverture. La matière dont est faite la monnaie ne peut ni provoquer, ni influencer, ni régler la demande de numéraire.

5. La monnaie, quelle que soit la substance qui la compose, n'est jamais couverte que par la division du travail.

6. La monnaie ne peut offrir de sécurité que si le peuple et le gouvernement ont tous deux une conception saine de la politique monétaire.

6. Quel doit être le prix de la monnaie ?

Nous avons démontré, aussi amplement que le mérite une question d'une telle importance, qu'on peut faire la monnaie avec du papier, ou, en d'autres termes, qu'on peut obtenir, de la monnaie de papier, un prix plus élevé que d'un bout de papier ordinaire de la même grandeur.

On se demandera dès lors quel niveau le prix de la monnaie de papier doit atteindre. De combien ce prix dépassera-t-il celui du papier dont la monnaie est faite ? Dans quel rapport le numéraire en papier et les produits du travail s'échangeront-ils entre eux ?

C'est une question très importante. Elle est du plus haut intérêt pour les producteurs de marchandises. Peu leur importe de quelle matière le numéraire est formé, cette matière ne constituant jamais à leurs yeux qu'un lest inutile. Ce qui les intéresse, ce sont des questions comme celles-ci : Combien demandes-tu pour me céder ta vache ? ou bien : Qu'offres-tu de mes outils ? De la réponse dépend en effet le résultat de tout un processus de production.

Si le rapport d'échange entre la monnaie et les marchandises vient à se modifier, chacun obtiendra, en vendant ses produits, plus de numéraire, ou moins, et en vendant son numéraire, moins de marchandises ou davantage. De ce point de vue, les variations du prix de la monnaie n'ont guère d'importance.

Mais il arrive que l'on n'échange pas immédiatement contre de la marchandise l'argent que l'on a touché. Pour ceux qui sont dans ce cas, il n'est pas du tout indifférent que les prix changent entre le moment où ils ont vendu et celui où ils achèteront. Les fluctuations des prix sont encore moins indifférentes pour les créanciers et les débiteurs ; pour eux, il est une question vitale : Combien devrai-je vendre de produits, pour pouvoir payer les intérêts et l'amortissement de ma dette ? ou bien : Combien de marchandises puis-je obtenir, avec les intérêts que je touche et avec les remboursements échelonnés de ma créance ? Nous verrons également que la question des prix, considérée uniquement du point de vue commercial, est vitale pour les échanges et partant, pour la division du travail, fondement de notre économie.

Pour montrer l'importance du rôle des prix, nous nous contenterons ici d'examiner leur influence sur les rapports entre créancier et débiteur.

L' « avoir » du débiteur (d'hypothèque, d'obligations, de traites, de fermages, de loyers, de primes d'assurance, de contributions, etc., etc.) consiste généralement en marchandises, en machines, en terres, en bétail, tandis que son « doit » consiste exclusivement en une somme d'argent déterminée. Le numéraire qu'il lui faut pour faire face à ses obligations, le débiteur ne peut se le procurer qu'en vendant une part de son avoir, généralement, les produits de son travail.

Si le rapport d'échange entre les marchandises et le numéraire vient à changer, le rapport entre le débit et le crédit changera également. Supposons par exemple qu'au moment où le froment se vend 250 marks la tonne (après l'adoption des droits sur le froment), un fermier doive consacrer le *quart* de ses récoltes au payement des intérêts et de l'amortissement de sa dette foncière, aux impôts, aux assurances, etc. ; si les droits sur le froment viennent à être abolis, il devra consacrer à ces mêmes charges le *tiers* de ses récoltes. En certains cas, cet accroissement engloutira tout le bénéfice de l'entreprise et ruinera le débiteur.

C'est évidemment le contraire quand les prix haussent. Et dans les deux cas, la situation du créancier représente l'inverse de celle du débiteur. Le créancier gagne aux changements des prix tout ce que le débiteur y perd, et il y perd tout ce que le débiteur y gagne.

A notre époque, le crédit a pris un développement prodigieux. En Allemagne, il atteint peut-être de 300 à 400 milliards de marks. La plupart du temps, les intérêts et les amortissements de ces dettes proviennent de la vente des produits du travail. Une faible variation des prix suffit pour frapper une classe de la population d'un impôt de plusieurs milliards au bénéfice de l'autre classe.

Une diminution du prix des marchandises, d'un pour cent en moyenne, ce qui n'est rien sous le régime tant vanté de l'étalon-or, représente pour les débiteurs allemands plus que les 5 milliards de l'indemnité de guerre de 1870 ne représentaient pour les citoyens français.

Supposons que le contribuable débourse annuellement 100 marks de contributions directes et indirectes pour le payement des intérêts de la dette publique et pour son amortissement. C'est le rapport d'échange entre l'argent et les marchandises qui déterminera s'il devra consacrer au service de cette dette, dix, vingt ou cinquante jours par an.

Dès lors, vers quel but doit tendre notre politique monétaire ? Doit-elle viser à faire hausser les prix, pour détrousser les créanciers au profit des débiteurs ? Ou doit-elle tendre à faire baisser les prix, pour enrichir les créanciers ? Faut-il laisser trancher la question par les premiers ou par les seconds ? Devons-nous donc pratiquer une politique de filous ? Non : il ne faut duper personne ; les intérêts privés ne doivent pas entrer en ligne de compte dans la gestion des

finances, qui doit sauvegarder l'économie nationale, et non servir des intérêts économiques particuliers.

Il faut que la monnaie ait toujours et partout le prix qu'elle a *aujourd'hui*. Ce que l'on a payé en marchandises, pour obtenir une somme, il faut que toujours on puisse l'obtenir en échange de cette même somme, que ce soit demain, dans un an ou dans dix. Dans ces conditions, le débiteur remboursera ce qu'il a reçu et le créancier recevra ce qu'il a prêté. Rien de plus, rien de moins.

Cela va de soi et se passe de démonstration.

7. La mesure précise du prix de la monnaie.

Si le prix du numéraire (1) doit rester constant, il faut être en mesure de prouver qu'il n'a pas varié. Sans cette preuve, les intéressés ne seraient jamais satisfaits. Les créanciers réclameraient sans cesse la baisse des prix, les débiteurs, la hausse. Le seul moyen de réduire au silence les deux parties est de prouver noir sur blanc que le prix de la monnaie est resté immuable.

La querelle entre partisans de l'étalon-or et bimétallistes tournait toujours autour de la question de savoir si le prix de la monnaie avait changé. Dans l'examen du problème, on se basait de part et d'autre sur une illusion — celle de la valeur. On parlait de valeur intrinsèque, de valeur matérielle, de réserves de valeur, etc. C'est précisément ce qui rendait la question insoluble. De ce point de vue absurde, les meilleures preuves, les arguments les plus sensés des bimétallistes apparaissaient comme des non-sens. Si les bimétallistes démontraient, à l'aide de statistiques patiemment accumulées, que les prix des marchandises avaient baissé de 10, 20 ou 50 % depuis l'adoption de l'étalon or, les défenseurs de ce dernier déclaraient que cela n'avait aucune signification. L'important n'était pas le prix d'une marchandise, mais sa « valeur ». Ce point, les bimétallistes l'admettaient. Le prix des marchandises avait baissé, parce que le progrès technique avait réduit les frais de production et de transport. Seuls des adversaires convaincus et irréductibles de la théorie de la valeur auraient pu prouver que l'étalon-or était une erreur à la faveur de laquelle les créanciers détroussaient les débiteurs, parmi lesquels l'Etat. Les bimétallistes auraient remporté la victoire, et même aisément, s'ils s'étaient cantonnés sur le terrain du prix de la monnaie. Dans le bourbier de la valeur, ils perdirent pied.

(1) Il faut entendre par le prix du numéraire, la quantité de marchandises que l'on doit donner en échange d'une somme déterminée.

Le prix de la monnaie ne peut s'exprimer qu'en marchandises. Le prix des marchandises, si l'on fait abstraction du troc, n'a qu'*une seule* expression : une quantité de monnaie. Le prix de la monnaie a autant d'expressions qu'il existe de sortes et de qualités de marchandises, de délais de livraison et de marchés pour ces marchandises. Ce n'est qu'en consultant toutes les mercuriales et tous les tarifs d'un pays qu'on peut savoir ce que coûte, à ce moment-là, la monnaie.

Mais quand on veut savoir si le prix de cette monnaie a varié, une simple comparaison avec les prix que les marchandises coûtaient hier ne suffira pas. Car si des millions d'articles ont haussé, des millions d'autres ont peut-être baissé.

De plus, il n'est pas indifférent que ce soit la houille, le blé, le fer qui aient changé de prix, ou les aiguilles, les canaris et les boutons.

Voici un exemple :

	1906	1907
Quelqu'un a payé pour 1 pipe	M. 1,00	M. 1,10 +
1 boîte de cirage ..	0,50	0,60 +
1 douz. de plumes..	0,50	0,80 +
1 chapeau	3,00	2,50 —
1 paire de chaussures	4,00	3,00 —
1 pantalon	11,00	10,00
Totaux....	20,00	18,00

On voit que, malgré la hausse du prix de la moitié de ces articles, la baisse des autres prix a provoqué une chute du « prix moyen » de 2 marks sur 20, c'est-à-dire de 10 %. Si l'on se base sur ces marchandises pour mesurer le prix de la monnaie, l'acheteur profitera d'une hausse du numéraire égale à 11 % ; il obtiendra pour son argent 11 % de marchandises de plus que naguère.

Pour rétablir l'équilibre entre la nouvelle situation et l'ancienne, il n'est pas nécessaire de rétablir le rapport d'échange de chaque marchandise prise isolément ; il suffit de réduire le prix de la monnaie. Les marchandises doivent simplement hausser de 11 %. La monnaie n'a pas d'influence sur le rapport existant entre les prix des marchandises. Quand simultanément, le prix du cirage augmente, et celui des pantalons diminue, ceci provient, en règle générale, d'un nouvel état de choses dans la production ou sur le marché. Ce n'est que quand on obtient en moyenne plus de marchandises, ou moins (à qualité égale), que l'on peut dire que la proportion selon laquelle le numéraire s'échange contre les marchandises s'est modifiée. Pour rétablir l'ancien rapport d'échange entre l'argent et les marchandises, il faut une majoration

de 11 % sur chaque article, quel qu'ait été le prix antérieur de chaque produit :

1 pipe	M. 1,10		M. 1,22
1 boîte de cirage	0,60		0,67
1 douzaine de plumes	0,80	+ 11 %	0,89
1 chapeau	2,50		2,78
1 paire de chaussures	3,00		3,33
1 pantalon	10,00		11,11
	18,00		20,00

Cette majoration générale et proportionnelle ne peut provenir que d'une cause agissant sur tous les articles, et non de changements dans les divers coûts de production. *Seule la monnaie peut agir uniformément sur le prix de toutes les marchandises* (1). Il suffira d'augmenter la quantité de monnaie en circulation, jusqu'à ce que les prix aient haussé de 11 %.

Pour calculer les fluctuations du prix de la monnaie, il nous faut donc trouver le prix moyen des marchandises, et le comparer au prix moyen d'une date antérieure. C'est ce qui se pratique de nos jours par le calcul de l'indice des prix, que l'on a adopté dans tous les pays civilisés, et qui se perfectionne tous les jours.

Des milliards sont en jeu. Du prix du numéraire dépendent la prospérité ou la ruine des créanciers et des débiteurs. Ce calcul exige donc beaucoup de soins. La méthode employée doit exclure l'influence des intérêts privés, et fournir des résultats scientifiques incontestables. Sans quoi débiteurs et créanciers ne cesseront jamais de récriminer.

En admettant même que les résultats ne soient pas tout à fait exacts, serait-ce une raison pour renoncer à toute mesure du prix de la monnaie ? Le pain ne se mesure pas à l'aide du mètre-étalon de Paris. Le tailleur n'emploie pas non plus le mètre en platine iridié. Les clients se contentent du mètre en bois. Une bonne approximation dans la mesure du prix du numéraire ne serait-elle pas préférable aux affirmations, aux vantardises du président de la Reichsbank ? Que savait-on du prix de la monnaie, avant l'adoption de l'indice des prix ? Rien, en dehors de quelques observations personnelles et des affirmations, d'ailleurs gratuites, des intéressés.

En regard d'une ignorance aussi aveugle, la mesure, même peu serrée, des fluctuations du prix de la monnaie offre d'immenses avantages, tant théoriques que pratiques. Les surprises qu'elle réserve, et

(1) Les changements de prix affectent les relations entre débiteurs et créanciers, entre la classe des travailleurs et celle des rentiers. Par là, ces fluctuations affectent aussi la demande, et le prix des marchandises, dont le choix diffère beaucoup selon la classe sociale. L'étude de ces effets n'étant pas nécessaire à la compréhension, nous ne nous y arrêterons pas.

l'embarras dans lequel elle pourrait plonger les zélateurs de l'or, doivent-ils nous y faire renoncer ? Le juge évite-t-il donc à l'interrogatoire les questions de nature à confondre le larron ? Dans la nuit noire, une chandelle vaut mieux que rien du tout. Le doute de la science n'est-il pas préférable à la foi aveugle ?

Voilà quarante ans qu'on nous vante les résultats mirifiques de l'étalon monétaire allemand. Depuis quarante ans, nous attendons les preuves de ces affirmations.

Les statistiques des prix offraient une excellente base de vérification. Pourquoi n'a-t-on pas utilisé cette invention plus tôt ? Parce qu'elle devait jeter un jour trop cru sur l'œuvre de notre étalon. La routine hait la science.

C'est curieux à observer : les gens qui ne voient même pas les acrobaties de l'étalon-or deviennent on ne peut plus méticuleux, dès qu'on leur parle de l'étalon de la monnaie de papier, et du moyen de l'établir. Leurs scrupules alors dépassent tout ce que le bon sens permet d'exiger pratiquement. Vous reprochez à l'étalon-or de nous avoir donné, en un temps très bref, des hausses et des baisses de prix de 10, de 20, de 30 % ? Ils vous répondent que la nouvelle méthode de mesure n'est pas absolument rigoureuse, et que, ne décelant pas tous les mouvements, elle ne les exclura pas !

Pour déceler les erreurs imputées à la nouvelle méthode, ces mécontents auraient dû fournir eux-mêmes un procédé de mensuration Ils s'en sont bien gardés. Leurs arguments se seraient retournés contre eux. Ils préférèrent parler de l'impossibilité de mesurer : c'était éveiller chez les profanes la crainte de l'incontrôlable.

8. Les facteurs du prix de la monnaie.

Il est impossible d'appliquer à la monnaie de papier la théorie selon laquelle les marchandises s'échangent entre elles dans le rapport du travail nécessaire à leur production (dans le rapport de leur « valeur »). Le numéraire en papier a un prix, mais il n'a pas de « valeur », puisqu'il n'a guère coûté de travail. La monnaie de papier n'a pas de « valeur matérielle », elle n'a aucune valeur « intrinsèque » ni « extrinsèque » ; elle ne peut servir ni de « réserve de valeur », ni de dépôt, ni de « moyen de transport » pour la valeur. Elle n'est jamais « de valeur inférieure à sa valeur nominale », ni « de valeur égale ». Le prix de la monnaie de papier ne peut pas « osciller de part et d'autre du centre d'équilibre que constitue sa valeur ». (Expressions empruntées à la doctrine de la valeur) (1).

(1) Il est permis de se demander pourquoi le prix doit osciller de part et d'autre de la « valeur », pourquoi les forces qui sont assez puissantes pour séparer le prix de la valeur ne seraient pas également assez puissantes pour établir une différence permanente entre le prix et la valeur.

La monnaie de papier suit sa propre voie. Elle est entièrement soumise aux forces qui déterminent le prix. Elle ne sert qu'*un* maître.

Les forces qui déterminent le prix se résument en ces mots : *l'offre et la demande.* Pour répondre de façon complète à la question de savoir comment se forme le prix de la monnaie de papier, il nous faudra expliquer ce que nous entendons par ces deux termes.

Qu'est-ce que la demande de numéraire ? Qui la crée ? Où règne-t-elle ? Actuellement, ces questions reçoivent les réponses les plus contradictoires. Généralement, on dit : La demande de numéraire se manifeste dans les banques, où les industriels et les commerçants escomptent leurs traites. Quand la demande de numéraire augmente, le taux d'intérêt monte ; de sorte que le taux de l'intérêt permet de mesurer le niveau de la demande d'argent. L'Etat, lui aussi, contracte des emprunts pour équilibrer le budget. Il participe à la demande de numéraire. Il y a aussi les mendiants.

Mais rien de tout cela ne constitue de la demande, telle qu'il faut l'entendre quand il s'agit d'un moyen d'échange. Le numéraire constitue avant tout un moyen d'échange. Apprenons donc à le considérer et à le traiter comme tel. Il suffit de remplacer le mot « numéraire » par « moyen d'échange » pour que l'ineptie des réponses que nous avons recueillies saute aux yeux.

Le commerçant qui demande de l'argent à la banque n'échange rien ; il ne fournit que l'engagement de restituer ce numéraire. Il emprunte : il n'échange pas. Il donne de l'argent pour de l'argent. Il ne s'agit ici ni de commerce, ni de prix. Il s'agit d'intérêts. L'Etat, lui non plus, ne crée, par ses emprunts, aucune demande de moyens d'échange. Il n'offre rien en échange. Il remplace l'argent « présent » par de l'argent « futur ».

Il n'y a là aucune demande de moyens d'échange. Cette « demande » de numéraire n'a aucun rapport avec le rôle véritable de la monnaie. Pour créer une demande d'argent qui soit une demande de moyens d'échange, il faut offrir à la place quelque chose de différent de l'argent. Le mot le dit.

Dès lors, où règne la demande de numéraire ?

Elle existe là où il faut des moyens d'échange, où la division du travail lance sur le marché des marchandises qui, pour s'échanger entre elles, ont besoin de moyens d'échange, c'est-à-dire d'argent.

Qui crée la demande de numéraire ? Le cultivateur apportant ses marchandises au marché, l'ouvrier qui offre ses services et demande de l'argent en échange du produit de son travail. *Où l'offre de marchandise est grande*, la demande de moyens d'échange est grande ; *où l'offre de marchandises augmente*, la demande de moyens d'échange, de numéraire, augmente. Supprimez les marchandises, et vous supprimerez la demande de numéraire.

Il y a une différence très nette entre le commerçant qui offre du coton au paysan venu dans sa boutique, et ce même commerçant se rendant une heure plus tard à la banque, pour y escompter une traite. Tandis qu'il déroulait la pièce de coton, il créait une « demande » de moyens d'échange, de numéraire. En présentant sa traite au guichet de la banque, le commerçant ne crée pas une demande de numéraire, puisqu'une lettre de change ne constitue pas de la marchandise. Ici, il est question du taux de l'intérêt. Il s'agit d'un simple *besoin* d'argent, et non de demande.

La *demande* de numéraire n'a rien de commun avec le *besoin* de numéraire. Le *besoin d'argent*, c'est la situation du mendiant, de l'Etat, du paysan dans les griffes de l'usurier, c'est celle du commerçant ou de l'industriel qui veut faire de l'argent de sa traite ; *la demande d'argent, par contre, émane uniquement de celui qui a des marchandises à vendre.* Le besoin de numéraire peut signifier bien des choses. La demande de numéraire n'en signifie qu'une. Le *besoin* d'argent émane d'une personne, la *demande* de numéraire est créée par une chose : la marchandise. Le mendiant désire une aumône, le commerçant tâche de développer ses affaires, le spéculateur cherche à priver ses concurrents de l'argent des banques, afin d'être seul acheteur sur le marché ; le paysan est tombé dans le piège que lui tendait l'usurier. Ils ont tous un besoin terrible de numéraire, sans pouvoir cependant engendrer de la *demande* de numéraire : celle-ci ne provient pas des soucis des hommes, mais des réserves de marchandises. En ce sens, il est également faux de dire : les prix sont déterminés par l'offre et le besoin. Entre le besoin d'argent, que mesure le taux de l'intérêt, et la demande d'argent, qu'on mesure aux prix, il y a un abîme. Ces choses n'ont absolument rien de commun.

Celui qui, entendant parler de « demande de numéraire », ne pense pas tout de suite à la marchandise, celui qui, aux mots « grande demande de numéraire », ne se représente pas immédiatement une montagne de marchandises, un marché, un train de marchandises, un navire surchargé ou qui ne songe pas à la surproduction et au chômage qu'elle entraîne, celui-là ne comprend pas les expressions « demande de numéraire », « demande de moyens d'échange ». Il n'a pas compris que la division du travail produit des marchandises et que, celles-ci devant s'échanger, l'argent est aussi indispensable aux marchandises, que les wagons à la houille.

Celui qui, se basant sur la hausse du taux de l'intérêt, vous déclare que la demande de numéraire a augmenté, est manifestement incapable de s'exprimer en termes adéquats. S'il vous arrive jamais de rencontrer un économiste « distingué » qui confonde besoin d'argent et demande d'argent, il sera de votre devoir de lui faire observer que les questions scientifiques ne se discutent pas en jargon.

Distinguons donc la demande de numéraire, des besoins des

hommes, des conventions, des tractations, des projets, des tendances du marché, etc. ; dégageons-la du nuage de la valeur, et pour qu'elle soit visible à tous, autant que palpable et mesurable, plaçons-la sur son trône — sur la montagne de marchandises dont la division du travail gratifie le marché.

Distinguons la *demande de numéraire*, du *besoin de numéraire*. Sur une autre montagne — non de marchandises, celle-ci, mais de traites, d'hypothèques, de reconnaissances de dette, d'emprunts d'Etat, de polices d'assurance — écrivons en caractères visibles de très loin : *Besoin de numéraire*. Sur la première montagne écrivons : « Prix », sur la seconde « Taux d'intérêt ». Si au cours de notre étude, quelqu'un pense encore au besoin de numéraire quand nous parlerons de la demande de numéraire, qu'il ferme ce livre dangereux. *Cet ouvrage n'est pas écrit pour lui.*

L'offre et la demande déterminent les prix, c'est-à-dire le rapport dans lequel le numéraire et les marchandises s'échangent entre eux. Nous savons déjà ce qu'est la demande de numéraire. C'est de la matière. C'est le flot continu des marchandises jaillies de la division du travail.

Et l'offre de numéraire ? Ce concept lui aussi, doit prendre une forme et un contenu. Il doit, comme l'autre, cesser d'être nébuleux.

Le paysan qui a récolté des pommes de terre, le tailleur qui a confectionné des vêtements, doivent offrir ces produits, pour les échanger contre du numéraire. Mais que font-ils de ce numéraire ? Qu'ont fait du thaler les 100.000 paysans et artisans, de ce thaler qui, durant un siècle, a passé de main en main ? Chacun a offert ses thalers en échange de marchandise qui, une fois en sa possession, est devenue un bien à consommer, et a cessé d'exister pour le marché. Le thaler, lui, est resté sur le marché ; ou plutôt, il y est toujours revenu, et ce, durant un an, dix ans, cent ans ; peut-être, changeant d'effigie, y est-il resté mille, deux mille ou trois mille ans. A ceux entre les mains desquels il a passé, le thaler ne pouvait servir que de marchandise. Aucun de ces 100.000 hommes n'a pu l'utiliser autrement. L'inutilité du thaler les a tous forcés de le vendre, c'est-à-dire de l'offrir en échange d'autres marchandises.

Celui qui possédait beaucoup de numéraire devait en offrir beaucoup. Celui qui en possédait peu, devait offrir le peu qu'il avait. Et cette offre de monnaie s'appelait et s'appelle encore, à juste titre, la demande de *marchandises*. Où les marchandises sont nombreuses, la demande de numéraire est grande ; on peut dire de même : où les liquidités sont abondantes, la demande de marchandises est nécessairement plus grande que là où il n'y a que peu d'argent. (Nous ne tarderons pas à voir les restrictions à apporter à ceci.)

Existe-t-il encore une autre demande de marchandises que celle représentée par le numéraire ?

Ici s'impose une distinction entre la demande et le besoin de marchandises, distinction semblable à celle établie entre la demande et le besoin d'argent. Le *besoin* de marchandises, c'est le cas de tous ceux qui sont « dans le besoin ». La *demande* de marchandises n'émane que de ceux qui offrent de l'argent pour la marchandise. Le *besoin* de marchandises s'exprime en prières, en suppliques ; la *demande* fait sonner le thaler sur le comptoir. Quand on a *besoin* de marchandises, sans disposer de numéraire pour les payer, le commerçant se dérobe. Quel empressement, par contre, quand survient la *demande de marchandises*. Bref, la demande de marchandises, c'est l'offre de numéraire. Celui qui n'a pas d'argent ne crée pas de demande, et celui qui en a, *doit* engendrer la demande de marchandises. (Nous verrons plus tard *quand* il y est contraint.)

La demande de marchandises, appelée communément la demande, est donc toujours représentée par le numéraire, et exclusivement par celui-ci. Une montagne de pièces et de billets, représente une grande demande de marchandises. Pas toujours, il est vrai. Le trésor de guerre de 180 millions enfermé à Spandau l'a bien prouvé : pendant ses quarante ans de forteresse, il n'a pas acheté pour un mark de marchandises. Nous étudierons plus loin les exceptions de ce genre. La découverte d'une mine d'or signifie un accroissement dans la demande de marchandises ; et quand un Etat utilisant la monnaie de papier met en marche de nouvelles presses à billets, chacun sait que la demande et les prix vont monter. Si chacun avait le droit de couper en deux les billets de banque, les bons du trésor et les pièces d'or, et d'utiliser chaque moitié comme un tout, la demande, et aussi les prix, doubleraient.

Allant plus loin, pouvons-nous comparer l'offre de numéraire à l'offre de marchandises, et dire : Mesurer la quantité de monnaie existante, c'est mesurer la demande de marchandises ? En d'autres termes, la demande de marchandises s'identifie-t-elle avec les existences monétaires au point de ne dépendre aucunement de l'état d'esprit du détenteur d'argent ? L'offre de numéraire ne dépend-elle pas, en partie du moins, des caprices du marché, de la spéculation ? En un mot, l'offre de numéraire est-elle uniquement une matière (la monnaie elle-même) ; n'implique-t-elle aucune action humaine ?

La réponse est évidemment de la plus haute importance pour la solution du problème qui nous occupe.

La division du travail engendre un courant ininterrompu de marchandises : « c'est l'offre ». Le stock monétaire crée l'offre d'argent appelée « la demande ». Ce stock de numéraire constitue une quantité définie. Si l'offre de numéraire qu'il crée était ininterrompue, le prix — le rapport d'échange entre la monnaie et les marchandises — serait indépendant de toute action humaine. Le numéraire serait la matérialisation, l' « incarnation » de la demande, tout comme la marchan-

dise « incarne » l'offre, et permet de la peser, de la mesurer. Il suffirait de connaître le rapport entre le *stock* de monnaie et le *stock* de marchandises, pour savoir si les prix vont hausser ou baisser. C'est d'ailleurs ce qui se produit avec la monnaie franche, que nous décrirons dans la partie suivante de ce livre. La monnaie franche « incarne », matérialise la demande ; elle élimine de la demande le facteur psychologique. Le possesseur d'argent ne limite plus, à son gré, l'importance et la durée de la demande. La monnaie franche dicte à son détenteur les commandes de fournitures ; elle fait de l'achat une nécessité. La demande se mesure directement à la quantité de monnaie franche que l'Etat maintient en circulation, tout comme l'offre de pommes de terre se mesure à la récolte, et l'offre de journaux, à l'importance du tirage.

Ce n'est pas le cas de la monnaie actuelle. Nous le verrons. En attendant, impossible de répondre à la question que nous avons posée. Pour savoir comment se forme le prix de la monnaie de papier, de nouvelles recherches s'imposent.

9. Les facteurs de l'offre et de la demande.

La marchandise est faite pour le marché. Elle ne représente pour son producteur qu'un objet à échanger. C'est pourquoi l'offre est égale au stock des marchandises. L'offre est une *chose* ; c'est de la matière, ou tout au moins, un acte involontaire, accompli avec des marchandises. *Sans marchandises, il n'est pas possible d'accomplir l'acte que constitue l'offre* ; avec la marchandise, il faut l'accomplir. D'autre part, le seul moyen d'utiliser la marchandise est de l'offrir. *D'une manière générale, l'action que constitue l'offre et la matière qui fait l'objet de cette action se confondent à tel point que matière et action ne font qu'un.*

L'offre (c'est-à-dire la demande de numéraire) a donc pour couverture le stock des marchandises.

Ce stock, à son tour, dépend :

1. de l'afflux des marchandises, des produits de la division du travail ;

2. de leur écoulement, c'est-à-dire de leur élimination du marché.

Si l'afflux et l'élimination étaient toujours égaux, l'offre, c'est-à-dire la demande de numéraire, serait constante.

On sait que ce n'est pas le cas.

L'afflux augmente déjà du seul fait de l'accroissement continuel de la population. Cent ouvriers lancent plus de marchandises sur le marché que quatre-vingt-dix.

L'apport croît aussi par suite de l'extension continuelle de la division du travail.

Si le paysan se consacre exclusivement à l'élevage, s'il cesse de perdre son temps à confectionner lui-même certains objets d'usage privé, il devra se rendre bien plus souvent au marché. Jadis il ne vendait et n'achetait pas grand'chose. Aujourd'hui, il vend tout ce qu'il produit. Il accroît l'offre, c'est-à-dire la demande de numéraire, du montant intégral de sa production.

A la campagne et dans les petites villes, les artisans avaient coutume de n'exercer leur profession que par moment ; ils se livraient aussi à l'agriculture, au jardinage ; il leur arrivait de fabriquer eux-mêmes leurs outils, leurs meubles, leurs ustensiles de ménage, leurs vêtements, leurs chaussures ; ils se chargeaient au besoin, de l'instruction de leurs enfants. De nos jours, l'artisan n'a plus le temps de se livrer à ces occupations. Son métier l'occupe continuellement et le paye mieux. Toute sa production constitue de la marchandise et parvient au marché, où elle crée une demande d'argent, de moyens d'échange. La demande de numéraire a pris de ce fait un développement extraordinaire durant ces dernières dizaines d'années.

Bien plus considérable encore est l'accroissement de l'offre de marchandises, de la demande de moyens d'échange, provoquée par le perfectionnement des moyens de production. Quand le tisserand, travaillant à la main, se contentait de produire 10 aunes, la demande d'argent ne comportait que 10 aunes de tissu. Avec les moyens actuels, ce même artisan produit 500 aunes au lieu de 10. Il lance 50 fois plus de marchandise sur le marché ; il crée une demande de numéraire 50 fois plus grande (1). Ce progrès est général dans les arts et métiers. Pour écrire les livres sortant d'une seule de nos imprimeries modernes, les fils du Céleste-Empire devraient tous peindre des caractères du matin au soir et durant toute l'année. L'impression en couleur a fait le même progrès.

A travail égal, trente hommes, en Argentine, abattent plus de besogne avec leurs charrues à vapeur et leurs batteuses, que 3.000 petits fermiers allemands. Les cultivateurs d'Argentine créent de la sorte, une offre de marchandise 100 fois plus grande ; ils provoquent une demande cent fois plus grande de moyens d'échange.

(1) Les théoriciens de la valeur, qui ont réussi à mêler tous les phénomènes économiques en un fouillis inextricable, formuleront l'objection transcendante que voici. Le perfectionnement des moyens de production a réduit la « valeur » des 500 aunes, à celle des 10 aunes de jadis ; il s'ensuit que les 500 aunes n'engendrent pas plus de demande de numéraire que les 10 aunes du temps passé. Nous demanderons à ces économistes pourquoi le progrès des moyens de production devrait s'arrêter dans le domaine monétaire. Nous sommes donc en droit de répondre : Le progrès technique a réduit la valeur de 500 aunes à celle de 10 : la « valeur » de 500 aunes de « papier-monnaie » est donc bien tombée. Elle a rejoint celle des marchandises.

Le montant de l'offre se mesure non seulement à la quantité, mais aussi à la qualité des marchandises. Une tonne de blé de première qualité constitue une plus grande demande de numéraire qu'une tonne de seconde qualité.

La qualité des marchandises s'améliore tous les jours. On sélectionne les races, les semences. Les produits de la machine acquièrent sans cesse plus de fini. La chimie lance sur le marché des produits de plus en plus purs et d'un usage toujours plus étendu. Grâce au ciseau électrique et aux modèles émaciés que fournit le prolétariat, nos artistes fournissent, avec moins de peine, des œuvres splendides : la demande d'argent, de moyens d'échange croît de toute la différence entre la valeur de l'art moderne et la valeur de l'art antique.

L'apport de marchandises croît encore du fait que l'industrie découvre sans cesse de nouveaux emplois pour des produits qui passaient pour inutiles. Rien qu'en Allemagne, les fonderies fournissent à l'agriculture plus d'un million de wagons de scories de déphosphoration. Jadis ces scories constituaient pour l'usine des résidus encombrants. De nos jours, la vente de cet engrais chimique crée une demande de moyens d'échange s'élevant à des centaines de millions de marks (ce qui ne veut pas dire qu'on ait besoin d'ajouter autant de millions à la circulation). Il en est de même pour les sels de potasse et bien d'autres matières. Il faudrait en Allemagne bien moins de numéraire, si l'on n'avait pas découvert les propriétés des scories de déphosphoration et des sels potassiques.

La demande de numéraire, de moyens d'échange, dépend encore d'autres facteurs n'ayant rien de commun avec la production. La division de la propriété convertit en marchandise de nombreuses choses qui constituaient jadis des biens à utiliser.

Aujourd'hui, le sol est à vendre. Jadis la terre appartenait à la communauté. Elle était inaliénable. Les transactions immobilières mobilisent constamment des sommes très considérables. La demande d'argent a bien augmenté, depuis que le patrimoine national a été ravalé au rang de marchandise. Les intérêts hypothécaires et les fermages absorbent aussi de l'argent. Et beaucoup. Il faudrait bien moins de numéraire, si les paysans ne devaient pas immobiliser une part du revenu de leur travail pour payer le fermage et les intérêts hypothécaires, le jour de la Saint-Martin. Il faudrait bien moins d'argent si le sol était resté bien commun.

Il en est de même des loyers. Jadis les hommes habitaient dans leur propre caverne, dans leur propre chaumière, dans leur maison à eux. Très peu payaient un loyer. De nos jours, c'est le contraire. De chaque traitement, qu'il soit hebdomadaire ou mensuel, on réserve une partie destinée au payement du loyer à la fin du trimestre. Com-

bien de millions n'immobilise-t-on pas de la sorte pour des jours, des semaines et des mois (1) !

La distribution d'eau, de lumière, de force motrice, etc. par les services publics transforme en marchandises nombre de choses que jadis le consommateur produisait lui-même. D'où nouvel accroissement de la demande de numéraire.

Pour qu'un objet puisse devenir marchandise, il faut procurer à l'acheteur le moyen de l'atteindre. Que de biens restent inutilisés, faute de routes, de canaux, de voies ferrées. Une nouvelle ligne de chemin de fer, un tunnel, un pont de plus, un voyage de prospection, amènent au marché des montagnes de minerais, de bois, de viande, et augmentent d'autant la demande de moyens d'échange.

L'offre de marchandises, c'est-à-dire la demande d'argent, s'amplifie sans arrêt. Parfois, pourtant, cette demande peut décroître ; par suite, notamment, de la réduction générale des heures de travail. Les guerres, les mauvaises récoltes, les épidémies, peuvent réduire dans de grandes proportions la demande de moyens d'échange ; les grèves ont un effet semblable, de même que toute la politique salariale que mène, de nos jours, la classe laborieuse.

Ces exemples montrent la multiplicité des facteurs dont dépend l'apport des marchandises. *Mais l'offre des marchandises dépend aussi, nous l'avons déjà dit, de leur élimination du marché.* Aussi longtemps que la marchandise n'est pas parvenue entre les mains du consommateur, elle est offerte et constitue une demande de numéraire. *Chaque marchandise retirée du marché représente une diminution de la demande d'argent.*

L'offre de marchandises, la demande de numéraire, dépend donc de la vitesse avec laquelle les marchandises atteignent l'acheteur et perdent leur propriété de marchandise. Ici encore, une comparaison avec les moyens de transport permettra de mieux comprendre. Imaginons qu'il faille transporter une quantité déterminée de marchandises. Supposons par exemple, qu'il faille transporter chaque jour à la ville mille tonnes de briques. Le chemin à travers champs est malaisé, les ponts manquent ; à maints endroits, pour sortir de la boue, il faut décharger partiellement. Résultat : le charroi est lent, les chargements minimes. Il faut beaucoup de convoyeurs pour abattre la besogne. Supposons maintenant la route améliorée, les ponts bâtis, et les marais asséchés. Désormais, les chargements augmentent, et au lieu d'un voyage on en effectue deux par jour ; le nombre des charretiers est

(1) La demande d'argent dépend pour une bonne part, du mode de payement des loyers, des fermages et autres redevances périodiques. Ces échéances sont trimestrielles, mensuelles ou hebdomadaires. Si l'ouvrier immobilise dès la première semaine la partie de son salaire destinée au loyer du trimestre, cette somme restera sans emploi durant des mois. S'il paye son loyer chaque semaine, comme cela se pratique en Angleterre, l'argent retourne immédiatement dans la circulation, par l'entremise du propriétaire. Ce sont des coutumes de ce genre qui font que l'Angleterre se tire d'affaire avec une émission relativement beaucoup plus restreinte que celle de tout autre pays.

réduit de moitié. Les mille tonnes de briques créent une demande de charretiers désormais réduite de moitié. Qu'on installe une ligne de chemin de fer à travers champs, et voilà la demande de préposés réduite, pour le transport de ces milles tonnes de briques, au centième du chiffre initial.

C'est ainsi que nous devons nous représenter la demande de moyens d'échange engendrée par les stocks de marchandises.

Pour amener la marchandise du producteur au consommateur par la voie des échanges, il faut une série d'organisations commerciales. De l'existence et de l'efficacité de ces organismes dépend le rythme auquel les marchandises disparaîtront du marché. Supposons qu'il faille échanger par voie de troc un sac de café brésilien contre des couques d'Aix-la-Chapelle. Que de fois cette balle devrait être échangée, offerte ! combien de temps resterait-elle, comme marchandise, sur le marché ! Aujourd'hui, grâce à la monnaie, un sac de café brésilien n'a généralement besoin que de trois ou quatre changements de propriétaire pour atteindre le consommateur.

De nos jours, l'organisation commerciale a atteint un degré de perfectionnement relativement élevé (1) et chaque progrès contribue à accélérer la conversion de la marchandise en bien à consommer. Contentons-nous de rappeler les facilités qu'offrent aux commerçants l'organisation bancaire actuelle, le droit commercial, la poste, le télégraphe, les consulats, la publicité, l'imprimerie, les écoles de commerce, l'unification des systèmes de mesures et des systèmes monétaires, le téléphone, la machine à écrire, les appareils à polycopier, etc. Ajoutons-y l'organisation professionnelle et les unions d'achat.

Une firme traite de nos jours 10, 20, 100 fois plus d'affaires que jadis. Le rendement d'un commerçant moderne atteint cent fois celui de son grand-père.

La division du travail déverse sur le marché des torrents de marchandises. Grâce à l'organisation commerciale, les commerçants rejettent continuellement ces masses de marchandises, du marché entre les mains des consommateurs.

Si le commerce ne disposait pas de cette organisation, quelles dimensions les marchés, les dépôts, les magasins devraient-ils avoir pour contenir des masses de marchandises s'écoulant si lentement ? Un fleuve de montagne s'élargit lorsqu'il atteint la plaine, lorsque la pente diminue. La circulation des marchandises suit une voie semblable. Sans l'organisation commerciale actuelle, les stocks de marchandises seraient bien plus considérables et la demande d'argent infiniment plus grande. Parfois on assiste à l'arrêt de l'un ou de l'autre rouage de l'organisation commerciale, du crédit, par exemple. Cet arrêt permet d'observer combien l'écoulement des marchandises ralentit

(1) Seule la vertu que possède la monnaie, d'échanger les marchandises, rétrograde sans cesse. Nous le démontrerons.

et comme les stocks de marchandises s'enflent au point de submerger le marché. (C'est le phénomène qu'on qualifie de « surproduction ».) Sous le coup de cette demande croissante de moyens d'échange, les prix baissent, la crise éclate.

Imaginons une route ne suffisant plus au trafic, à cause de ses sinuosités et du mauvais pavé. On la rectifie et on l'aplanit, pour permettre une circulation plus rapide : en dépit d'un trafic beaucoup plus intense, la route paraît presque déserte. Si nous rétablissions alors les conditions antérieures, l'intensité du trafic provoquerait l'embouteillage. Il en est de même des institutions commerciales. Elles rectifient et aplanissent la voie des échanges, et ceux-ci s'accélèrent. Qu'une de ces organisations vienne à faillir, et immédiatement les réserves de marchandises s'amoncellent : la demande de moyens d'échange augmente.

Cet état de choses confère au crédit une influence énorme sur la demande de moyens d'échange. Examinons le crédit de plus près.

Nous avons dit que les marchandises constituent une demande de moyens d'échange exactement proportionnée à leur quantité et à leur qualité. S'il s'offrait un moyen d'échanger les marchandises sans employer de numéraire, la demande d'argent diminuerait d'une quantité égale à celle des marchandises échangées par cette voie.

C'est évident. Il suffit de nous rappeler comment nous concevons la demande de numéraire. Revenons à la comparaison avec les chemins de fer. La demande de wagons à marchandises est exactement égale à la quantité de marchandises à expédier. Mais si on creuse un canal le long de la voie ferrée, la demande de wagons va diminuer d'une quantité égale à celle des marchandises qui emprunteront le canal.

Dans les échanges, le crédit joue le rôle d'un canal parallèle à la voie qu'offre la monnaie. Si A de Königsberg, expédie un chargement de beurre à B, à Aix-la Chapelle, et que B paye la facture avec un chargement de vin, il n'aura pas fallu un pfennig pour cette opération. Si B n'avait pas de crédit chez A, ni A chez B, le beurre ne se livrerait que moyennant remise de numéraire ; il en serait de même du vin. La demande d'argent qu'auraient suscitée le vin et le beurre est éliminée par le crédit.

La demande de numéraire diminue exactement de la quantité de marchandises échangées par la voie du crédit. Quand le montant des ventes à crédit augmente, la demande d'argent diminue ; si le crédit décroît, la demande d'argent augmentera d'autant. L'influence des ventes à crédit sur la demande de numéraire n'est pas influencée par le fait que le prix du beurre et du vin s'exprime en monnaie, ou que cette somme est parfois représentée par des traites, des chèques ou d'autres instruments de crédit. La demande de numéraire est en effet évitée. Ces documents de crédit, quoique libellés en unités monétaires,

rendent le numéraire superflu dans toutes les opérations où ils interviennent : ce ne sont que des instruments de crédit, qui apparaissent avec le crédit et disparaissent avec lui. Ils ne remplacent le numéraire qu'aussi longtemps que fleurit le crédit.

La similitude avec le chemin de fer va plus loin. Si le canal qui fait concurrence à la voie ferrée gèle ou se dessèche, les marchandises qui empruntaient cette voie retournent au chemin de fer. Le dégel les ramène au canal. Un canal qui tantôt gèle, tantôt s'ensable, et sur lequel on ne peut donc pas compter, gênera le trafic ferroviaire, plutôt qu'il ne l'aidera. Le crédit a exactement le même effet sur la demande de numéraire.

Résumons ce chapitre :

La demande de numéraire est constituée par les marchandises que la division du travail déverse continuellement sur le marché. La demande d'argent croît donc avec la masse des marchandises produites par la division du travail, et décroît en même temps que cette masse. La demande d'argent n'est donc pas simplement couverte par la réserve de marchandises : les deux n'en font qu'un. En dehors du stock de marchandises, il n'existe pas de demande de numéraire. Lorsque nous parlons de marchandises, nous ne faisons abstraction d'aucune de leurs propriétés physiques. Quand nous parlons de marchandises, nous nous représentons du jambon, des tonneaux de bière, des cargaisons de tabac. Le jambon n'est pas imaginaire. C'est un jambon palpable et tangible ; nous l'avons bien vu ; nous pouvons même certifier que c'est un jambon de Westphalie. Quand nous parlons de la demande de numéraire, nous ne parlons pas de travail cristallisé ou momifié, de quintessence de travail, de substance sociale, de sang, de sueur, ni de temps de travail. Nous ne parlons pas d'un jambon dépouillé de toutes ses propriétés matérielles, d'un jambon sans os, sans maigre, sans couenne. La demande de numéraire émane de choses visibles et palpables, que nous achetons au mètre, au litre, au kilo, et que nous nous procurons sur le marché pour nous nourrir et nous vêtir. Dans la demande de numéraire sont inclus non seulement le poids et la longueur, mais également la qualité des marchandises.

La demande de numéraire dépend de l'afflux de marchandises, qu'engendrent la division du travail et la division de la propriété. L'importance de cet afflux dépend à son tour du nombre des ouvriers, de leur diligence, de leur habileté et de leur intelligence. Un tisserand anglais lance sur le marché 5 fois plus de tissu qu'un tisserand indien. Il détermine donc 5 fois plus de demande de moyens d'échange, de numéraire.

La demande de numéraire dépend de la vitesse à laquelle le commerce amène les marchandises au consommateur ; cette vitesse elle-

même croît à chaque perfectionnement de la technique commerciale. Si le rendement (1) commercial d'un jeune homme ayant fait de bonnes études dans une école supérieure de commerce est plus grand que celui d'un boutiquier ordinaire, la demande de numéraire devra baisser à chaque création d'une école semblable. Si le rendement commercial des élèves n'était pas supérieur, ces écoles n'auraient aucune raison d'exister.

La demande de numéraire est inversement proportionnelle à la rapidité avec laquelle les produits de la division du travail et de la division de la propriété perdent leur qualité de marchandise.

La demande de numéraire dépend aussi de l'extension et du rétrécissement du crédit, c'est-à-dire de la quantité toujours changeante des marchandises soustraites par les caprices du crédit, au marché et à la demande de numéraire.

La demande quotidienne de numéraire est donc égale à la quantité de marchandises amenées quotidiennement sur le marché, moins la quantité de marchandises cédées par la voie du crédit, ou du troc direct.

Bref, l'offre de marchandises, ou, en langage courant, l'offre tout court, l'offre telle qu'on l'entend dans la phrase : « L'offre et la demande déterminent les prix », constitue la demande de numéraire. L'offre de marchandises implique la demande de numéraire et vice versa. *L'offre a pour couverture l'ensemble des marchandises existantes.*

10. L'offre de numéraire.

La demande de marchandises, ou, simplement, la demande.

Ce qui caractérise les produits de la division du travail, c'est qu'ils doivent se vendre. Ce besoin leur est inhérent. Les marchandises sont produites en vue d'être vendues; et le type le plus pur de marchandise, c'est le numéraire. Nous l'avons montré dans un chapitre antérieur.

La marchandise ordinaire finit toujours tôt ou tard par quitter le marché, pour devenir un bien à consommer. Le numéraire, on ne l'achète que pour le revendre.

On ne peut vendre les marchandises que pour du numéraire ; de même on ne peut vendre le numéraire que pour de la marchandise. Tout comme la marchandise « incarne » la demande de numéraire, le numéraire matérialise la demande de marchandises. Quand les réserves monétaires augmentent, la demande de marchandises augmente. Celui qui ne dispose pas de numéraire ne peut créer aucune demande de marchandises. Le numéraire que la banque conserve dans ses caves

(1) Il faut entendre ici par « rendement » la quantité de marchandises que le travail du commerçant fait passer du lieu d'origine au consommateur.

peut à tout moment se jeter sur le marché et provoquer de la sorte une très forte demande de marchandises, alors que des milliers de chômeurs affamés peuvent couver des yeux les richesses du marché, sans qu'il leur soit possible de créer la moindre demande.

La demande de marchandises dépend en tout premier lieu de la réserve monétaire ; elle ne coïncide pas continuellement avec celle-ci (nous examinerons ce point délicat) ; néanmoins le numéraire constitue une marchandise et contraint donc son détenteur à l'offrir tôt ou tard.

On peut offrir moins de numéraire qu'on n'en a, mais jamais plus. Notre réserve monétaire représente la limite supérieure de l'offre que nous pouvons créer. Le numéraire ayant un caractère de marchandise prononcé, on offrira généralement plus d'argent où la réserve monétaire est grande que là où elle est faible.

Les 180 millions enfermés durant 40 ans à Spandau prouvent bien que la monnaie et l'offre de monnaie ne sont pas choses identiques, comme le sont les pommes de terre et l'offre de pommes de terre. Mais la monnaie n'en constitue pas moins, par destination, un objet à offrir.

Un véhicule ne sert que lorsqu'il se déplace. La monnaie, elle aussi, ne sert que lorsqu'elle change de propriétaire, lorsqu'on l'utilise comme moyen d'échange, lorsqu'elle circule. Le numéraire porte en lui-même la force qui le remet en circulation. La monnaie éprouve dans une certaine mesure, le besoin de circuler. (Pour la monnaie franche, ce besoin est absolu.)

Nous avons dit que le stock des marchandises diminue lorsque augmente la vitesse à laquelle le commerce fait parvenir les marchandises du marché au consommateur. Comme la monnaie n'a pas de consommateurs (on l'utilise : on ne le consomme pas), comme le numéraire conserve toujours sa qualité de marchandise, comme on ne l'achète que pour le revendre — les orfèvres constituent une exception négligeable — la rapidité avec laquelle l'organisation commerciale lui permet de changer de propriétaire, n'a pas le même effet que pour les marchandises. C'est même le contraire. Plus l'argent circule vite, plus vite il réapparaît à son point de départ, le marché, pour recommencer sa course. Chaque fois que la monnaie change de propriétaire, une certaine quantité de marchandise avance d'une étape vers la cave du consommateur. De même qu'un wagon parcourt, en un temps donné, d'autant plus de kilomètres que ses roues tournent plus rapidement, de même l'argent dépose sur sa route d'autant plus de marchandises qu'il « roule » plus vite. Un thaler neuf et luisant, un thaler du meilleur aloi, ne changera de propriétaire que 10 fois par semaine. Bien souvent le détenteur de cette pièce, fasciné par son éclat, hésitera à la lâcher. Si le thaler est usé, on lanternera moins. Et s'il est suspect, plus aucun scrupule. *Pour parcourir le même chemin,*

le thaler neuf mettra trois semaines; le thaler usé, deux; le douteux, une seule. Pour effectuer le même nombre de transactions commerciales il faut trois thalers neufs, deux vieux, ou un suspect. Le rendement commercial du numéraire, ses qualités techniques du point de vue des échanges sont en raison inverse de ses qualités du point de vue de la banque. Pour le commerce, un thaler douteux est trois fois plus utile qu'un thaler tout neuf. Ce détail vaut d'être noté.

L'offre est un fleuve qui, prenant sa source dans la division du travail, se déverse dans les maisons des consommateurs. La demande, elle, ne se prête pas à la même comparaison : c'est un objet qui parcourt une circonférence ; lorsque sa vitesse de rotation est suffisante, il ressemble à un anneau solide, à un volant.

L'offre consiste en marchandises toujours nouvelles, et ne parcourant le chemin qu'une seule fois, pour disparaître à jamais.

La demande consiste en un certain nombre de pièces de monnaie ayant parcouru mille fois le même chemin, et qui le parcourront encore autant de fois.

Cette comparaison montre que la demande n'obéit pas aux mêmes lois que l'offre. Le seul fait que les marchandises deviennent toujours plus chères à mesure qu'elles circulent, alors que la monnaie peut changer mille fois de propriétaire sans augmenter de prix, ce seul fait prouve qu'on ne peut pas toujours comparer la monnaie aux marchandises. (Cette dernière remarque ne signifie pas que la monnaie intervienne gratuitement dans l'échange des marchandises.)

Aucun des facteurs qui déterminent le niveau de l'offre de marchandises (voir chapitre précédent) ne s'applique à la demande, à l'offre de numéraire. L'un de ces facteurs, le progrès de la technique commerciale, raccourcit le chemin que les marchandises ont à parcourir pour atteindre le consommateur ; la technique commerciale *réduit* ainsi le stock de marchandises et l'offre de marchandises. Un progrès dans la circulation monétaire, un raccourcissement de la durée du circuit, fait que la monnaie se trouve plus vite en mesure de recommencer son travail. Chaque amélioration de la circulation monétaire *accroît* donc l'offre de numéraire. C'est pourquoi, en utilisant la monnaie franche, il est possible de susciter la demande actuelle avec trois fois moins de numéraire.

Le montant de l'offre de marchandises est déterminé surtout par les conditions de la production, les richesses naturelles, l'habileté des travailleurs, le degré de perfectionnement de l'outillage. Pour la demande tout cela est sans importance. L'or ne se fabrique pas ; on le trouve. Le stock d'or existant, le seul qui compte pour la génération présente, a été légué par les ancêtres. Quant à la monnaie de papier, elle a été arbitrairement « émise ». Les marchandises produites il y a un an n'ont plus d'influence sur l'offre actuelle ; la demande présente est influencée par l'or que Salomon faisait venir d'Ophir, et qui

entre certainement pour une part, si minime soit-elle, dans les monnaies actuelles. L'offre, nous la créons, nous la renouvelons chaque année ; la demande, nous en *héritons*. Les générations se transmettent le trésor de Salomon, le butin des Espagnols au Mexique et au Pérou, et l'or découvert, plus récemment, au Klondike et au Transvaal. Le niveau de l'offre dépend des producteurs d'aujourd'hui ; la demande est, en partie, l'œuvre d'humains dont les os sont depuis longtemps réduits en poussière. Des millions d'hommes s'occupent d'alimenter l'offre. La demande, elle, ne se nourrit que du travail de quelques aventuriers perdus dans l'Alaska et l'Afrique.

Dans la demande, la vitesse de la circulation monétaire entre également en ligne de compte. D'aucuns se demanderont s'il existe une limite à cette vitesse. Ils inclineront à croire que la demande — cette demande qui, avec l'offre, détermine le prix — est quelque chose de tout à fait indéfinissable.

Effectivement, on imagine difficilement pour la circulation monétaire une vitesse telle, qu'aucun progrès commercial ne puisse l'augmenter.

Supposons que nous ayons, à grand'peine, imaginé une vitesse limite de la circulation monétaire, et que quelqu'un propose alors d'imprégner les billets d'hydrogène sulfuré, pour que chacun s'empresse de les transmettre; nous nous apercevrons que la limite que nous imaginions n'était pas encore suffisante.

Mais, en pratique, il importe peu pour la demande d'aujourd'hui, qu'on puisse augmenter demain la vitesse de la circulation monétaire. Sur le marché, c'est « aujourd'hui » qui compte ; « demain » n'importe que dans la mesure où l'on sait de quoi il sera fait. Il est impossible d'imaginer, pour les trains, une vitesse telle que plus aucun progrès ne l'augmentera. Néanmoins, pour aujourd'hui, cette vitesse ne dépasse pas la limite fixée par ce qui existe en fait de locomotives, de remblais, de ponts, de courbes. Chacun sait bien qu'il y a une limite à la vitesse où l'on voyage aujourd'hui. Un moment de réflexion nous permettra de nous familiariser avec l'idée que le numéraire non plus, ne peut pas circuler de nos jours à n'importe quelle vitesse, *et que la technique commerciale actuelle fixe pour la circulation monétaire une limite absolument infranchissable pour le moment.*

Ceci ne veut pas dire que l'organisation commerciale actuelle soit imperfectible. Elle se perfectionne tous les jours. En substituant à la diversité chaotique des anciennes pièces un système monétaire unique, dispensant de vérifier chaque pièce, la réforme monétaire allemande a certainement permis au numéraire de circuler plus vite (1).

(1) On peut d'ailleurs attribuer à cette réforme un effet opposé. Mieux garantie contre les pertes au change et contre le faux monnayage, la nouvelle monnaie doit exercer sur les thésauriseurs plus d'attrait que les frustes groschens, thalers et florins. Thésauriser, c'est gêner la circulation de l'argent. Il est donc certain que, dans une certaine mesure, la réforme a freiné la circulation monétaire.

La bourse, les clearings, les traites, les chèques permettent à la monnaie de circuler plus rapidement (1).

Il convient aussi de tenir compte de la nouvelle forme qu'a prise l'épargne. Jadis les épargnants cachaient leur argent dans les matelas, dans des vases enfouis dans le sol, etc. ; de nos jours ils le rendent à la circulation par l'intermédiaire des caisses d'épargne. De ce fait, des sommes considérables viennent renforcer la demande.

Les grands magasins aussi contribuent à accélérer la circulation monétaire : en une matinée, l'acheteur peut y dépenser plus qu'il ne le pourrait en partageant ses emplettes entre des boutiques disséminées aux quatre coins de la ville.

Bref, la vitesse limite de la circulation monétaire peut croître constamment, c'est indéniable. Mais cette possibilité ne change rien au portrait que nous avons tracé de la demande.

La demande est déterminée par la quantité de monnaie émise et par la vitesse de la circulation monétaire. *La demande croît exactement en raison de l'accroissement du stock monétaire et de la vitesse de circulation monétaire.*

Voilà ce qu'il faut savoir en tout premier lieu, pour se faire une idée générale de la détermination des prix par l'offre et la demande. Nous n'avons pas encore appris grand'chose, il est vrai. Mais désormais ces mots désignent quelque chose de précis, de tangible, de mesurable. Ils ne représentent plus des abstractions. En parlant d'offre nous ne songeons plus aux affaires, à la spéculation, etc. Nous voyons des wagons entiers de bois, de paille, de chaux, de laine, de minerai. De quoi nous assurer à l'aide de tous nos sens que nous ne rêvons pas.

Quand nous parlons de demande, nous ne pensons pas à la mendicité, à quelque déficit, au taux de l'intérêt, etc. Nous nous représentons du numéraire — des pièces et des billets, de l'argent que l'on peut prendre et compter. Nous voyons cet argent, mû par une force qui lui est propre, parcourir un circuit fermé, et sa circulation s'accélérer grâce au progrès de la technique commerciale. Nous voyons la monnaie, chaque fois qu'elle boucle son circuit, transférer des marchandises, du marché chez le consommateur. En assistant à ce va-et-vient du numéraire, nous comprenons que la demande dépend en partie de la rapidité avec laquelle l'argent, après avoir déposé une marchandise, se hâte vers le marché pour en saisir une autre. Nous ne parlons plus comme des perroquets. Nous avons conscience de nous appuyer sur les fondements même de l'économie politique, lorsque nous disons : les prix sont déterminés de façon absolue par l'offre et la demande.

(1) Comme les marchands de bestiaux le font encore de nos jours, jadis tous les marchands en voyage portaient sur eux les espèces destinées à leurs achats. On dit que le fond de l'océan est jonché, tout le long de la route des Indes, d'une couche de monnaie accumulée peu à peu par les naufrages.

Voici un exemple chiffré de la formation des prix :

OFFRE	Tonnes	DEMANDE	Tonnes
Lorsque la technique commerciale actuelle agit sans entraves, la division du travail et de la propriété lance sur le marché une quantité de marchandises égale à	1.000	La quantité de monnaie métallique et de papier émise par l'Etat, engendre, à la vitesse de circulation actuelle, et aux prix d'hier, une demande de	1.000
Cette offre *augmente* du fait :		Cette demande *augmente* du fait :	
1. de l'accroissement de la production de marchandises provoquée par l'augmentation de la population, de 10 %	100	1. de l'augmentation de la quantité de numéraire, à la suite d'une découverte d'or, ou de l'émission de monnaie de papier, de 10 %	100
2. de l'extension de la division du travail, au détriment de l'économie primitive, de 5 %	50	2. de l'accélération de la circulation monétaire, à la suite d'améliorations dans les usages et les organisations commerciales, de 20 %	200
3. du progrès technique, de 20 %	200	3. du retour de l'argent des épargnants à la circulation par la voie des caisses d'épargne, de 10 %	100
4. de l'enseignement professionnel, qui améliore la qualité des produits, de 30 %	300		1.400
	1.650		
D'autre part, l'offre décroît du fait :		Mais cette demande n'est pas constante : elle n'apparaît pas régulièrement sur le marché. Nous le verrons plus loin.	
1. du progrès de la technique commerciale et de la disparition du commerce intermédiaire, ces conditions nouvelles accélérant l'écoulement des marchandises depuis le marché jusqu'au consommateur 100			
2. de l'amélioration de la législation relative à la lettre de change, et d'autres circonstances, qui font que les marchandises s'échangent par la voie du crédit au lieu de s'échanger contre du numéraire 300	400		
	1.250		

Explication : Comme tonne on peut adopter la tonne de n'importe quelle marchandise, de tourbe par exemple. Il suffit alors de savoir quelles sont, aux prix actuels, les quantités de pommes de terre, de lait de myrtilles, de sarrasin qui s'échangent comme une tonne de tourbe. Dès lors, 50 kilos de pommes de terre de première qualité, 100 litres de lait entier, 60 litres de myrtilles, etc., égalent respectivement 1 tonne d'offre.

Pour la demande, on s'y prend comme suit. On se base sur la quantité de numéraire qui peut être offerte quotidiennement, compte tenu de la quantité émise et de la vitesse actuelle de circulation. Aux prix actuels, combien peut-on acheter de marchandises avec cette somme ? Réponse : 1.000 tonnes. Comme l'offre et la demande déterminent les prix sur lesquels ces milles tonnes ont été établies, la demande exprimée en tonnes de numéraire offert doit toujours égaler l'offre exprimée en tonnes. Si ce n'est pas le cas, comme dans l'exemple ci-dessus, où une demande de 1.400 tonnes ne rencontre qu'une offre de 1250 tonnes, la concordance s'établira tôt ou tard par le changement des prix. Dans notre exemple, l'équilibre sera rétabli par une hausse des prix d'environ 10 %.

11. Les lois de la circulation de la monnaie actuelle.

Quand on reconnaît l'offre et la demande comme les seuls facteurs déterminants des prix, quand on voit que la doctrine de la valeur ne poursuit qu'une chimère, quand on se rend compte que la production oscille de part et d'autre du prix — son centre de gravité — et que ce n'est pas l'inverse qui est vrai, toute l'attention se concentre sur le prix et les facteurs qui le déterminent ; des faits qui semblaient insignifiants revêtent soudain une importance fondamentale.

Parmi ces faits, il en est un qui a totalement passé inaperçu jusqu'à ce jour : *Notre monnaie traditionnelle, telle qu'elle est, permet de différer la demande (l'offre de numéraire) d'un jour, d'une semaine et même d'un an, sans préjudice immédiat ; alors que l'offre (l'offre de marchandises) ne peut être différée même d'un jour, sans occasionner au propriétaire des frais de toutes sortes.*

La demande de 180 millions amassée dans la forteresse de Spandau n'a pas agi une seule fois en plus de quarante ans. Les seuls frais que ce prétendu trésor de guerre ait occasionnés à l'Etat, provenaient non de l'intérieur de la tour Julius, mais du dehors. Ni la quantité, ni la qualité de l'or n'ont changé. On n'a pas perdu pour un pfennig de matière. La sentinelle protégeait l'or, non des mites ou de la rouille, mais des voleurs. Elle savait qu'aussi longtemps que la tour resterait close, l'or demeurerait intact.

Quel contraste avec le vrai trésor de guerre conservé à Berne, et que l'on appelle le froment de la Confédération. Celui-ci coûte à la

Suisse, à côté des frais de magasinage et de garde, une perte annuelle de matière de 10 % (sans parler des intérêts, auxquels on renonce également à Spandau).

Les objets qui constituent l'offre s'altèrent ; ils perdent en poids et en qualité ; leur prix baisse continuellement par rapport à celui des produits frais.

Le bris, la rouille, la décomposition, l'humidité, la chaleur, le froid, le vent, la foudre, la poussière, les souris, les mites, les mouches les araignées, le feu, la grêle, les séismes, les épidémies, les accidents, l'inondation, le vol font continuellement la guerre aux marchandises, dont ils ne cessent de réduire la qualité et la quantité. Rares sont les produits qui, après quelques jours ou quelques mois, ne présentent pas des signes de dévastation. Ce sont précisément les produits de première nécessité, les aliments et les vêtements, qui opposent à l'ennemi le moins de résistance.

Comme tout ici-bas, la marchandise se transforme continuellement. Sous l'action du feu, la rouille se change en fer pur ; le fer pur subit à l'air une combustion lente qui le transforme de nouveau en rouille. La belle fourrure prend des ailes : métamorphosée en une nuée de mites, elle disparaît par la fenêtre. Le verre lui-même, qui résiste mieux que les autres substances aux outrages du temps, finit tôt ou tard par subir la fatale transformation : il se brise.

Chaque marchandise a son ennemi particulier. Pour les fourrures, ce sont les mites ; pour le verre, le bris ; pour le fer, la rouille ; pour les animaux, les maladies de toutes sortes. A ces ennemis particuliers se joignent les ennemis communs, qui s'attaquent à toutes les marchandises : l'eau, le feu, les voleurs et l'oxygène de l'air, qui consume tout, lentement, mais sûrement.

Pour assurer les marchandises contre tant de dégâts, quelle prime il faudrait payer ! Combien le boutiquier ne paye-t-il pas, rien que pour le local où il remise ses marchandises !

La marchandise vieillit et se démode. Qui donc achèterait encore un rouet ou un fusil à baguette ? Qui en voudrait, même au prix de la matière ? L'industrie présente sur le marché des modèles toujours nouveaux et meilleurs. A peine le Zeppelin s'est-il révélé, qu'il a été surpassé.

Comment le possesseur de marchandises peut-il se prémunir contre de semblables aléas, sinon en écoulant ses stocks au plus vite ? Pour vendre, il faut offrir. Le détenteur est forcé d'offrir ses marchandises : s'il résiste, il est puni ; c'est sa marchandise, sa propriété qui est frappée.

Il ne faut pas oublier non plus que de nouvelles quantités de marchandises affluent continuellement sur le marché, qu'il faut nourrir les vaches tous les jours, et que le prolétaire demande au travail son pain quotidien. Il en résulte que *plus l'écoulement ralentit, plus l'offre devient abondante et pressante. En règle générale, le moment*

le plus favorable pour la vente est celui où la marchandise quitte l'usine. Plus on ajourne la vente, et plus les conditions deviennent défavorables.

Le marchand de journaux crie et court. Dès l'édition suivante, son papier devient invendable. Le laitier a muni sa charrette d'une cloche : il lui faut vendre à l'heure dite. La verdurière se lève la toute première. Elle réveille le coq. Le boucher non plus ne doit pas se lever trop tard, ni fermer sa porte le jour de la Pentecôte, s'il ne veut pas voir sa viande se gâter. La boulangère ne vend bien son pain que s'il est frais. Tous sont affairés durant leur vie entière comme ces braves Zurichois qui chaque année apportent à Strasbourg leur bouillie de millet encore chaude. Et que fait le paysan, lorsque, ayant arraché ses pommes de terre, il redoute la gelée de la nuit ? Avec quelle hâte il les rassemble pour les conduire au marché ! Il faut profiter du beau temps, et s'épargner si possible la peine de charger et décharger trop souvent cette marchandise lourde et de bas prix.

Et l'armée des ouvriers, les 10.000 bataillons de travailleurs ? Ne sont-ils pas aussi pressés que le vendeur de journaux, la verdurière, le paysan ? Quand ils chôment, à chaque battement de la pendule se perd une part de leur avoir, de leur force de travail.

Ainsi la fragilité des marchandises réveille les gens dès l'aube, et les contraint de se rendre au marché à l'heure fixée. La marchandise ordonne à son détenteur de la conduire au marché ; s'il n'obéit pas, elle-même en pâtira. *L'offre des marchandises émane donc, non des possesseurs, mais des marchandises elles-mêmes.* Le libre arbitre du propriétaire n'intervient qu'exceptionnellement et pour une part minime. Par exemple, le grain étant battu, le paysan peut le laisser dans la grange, en attendant l'occasion de le vendre à bon prix. De par sa nature, le grain laisse au fermier plus de temps de réflexion que la salade, les œufs, le lait, la viande, la force de travail. Le fermier ne doit cependant pas réfléchir trop longtemps. Le grain perd en poids et en qualité ; il craint les souris, les vers, l'incendie et d'autres ennemis. Si le paysan confie son grain à un dépôt, le magasinage lui coûtera, pour six mois, une bonne partie de ses céréales, même en faisant abstraction de la perte d'intérêts. En tout cas, il faudra vendre le grain avant la prochaine récolte. Et depuis qu'on importe des céréales de l'autre hémisphère, les récoltes se suivent à six mois d'intervalle.

Mlle Zélie, du Théâtre-Lyrique de Paris (1860), ayant donné un concert dans l'île de Makea, dans le Pacifique, reçoit en payement de 860 billets d'entrée : 3 porcs, 23 dindes, 44 poules, 500 noix de coco, 1.200 amandes, 120 régimes de bananes, 120 citrouilles, 1.500 oranges. Aux prix du marché de Paris, elle évalue la recette à 4.000 frs. Mais comment convertir ces biens en numéraire ? Car il ne faut pas songer à les consommer. Il paraît qu'un commerçant de Manyca, l'île voisine, pourrait faire une offre en espèces. En attendant, pour maintenir en vie les porcs, il faudra leur donner les citrouilles. Les dindes se nourriront des oranges et des bananes. Il faudra sacrifier à la partie animale du capital, la fraction végétale. (*Wirth* : Das Geld, p. 7).

On peut affirmer, sans crainte de se contredire, que l'offre est soumise à une contrainte puissante, chaque jour plus forte, invincible, et inhérente à la nature même des choses. L'offre ne peut se réprimer. Sans égard pour la volonté du propriétaire des marchandises, elle paraît chaque jour sur le marché. Qu'il pleuve, qu'il neige ou que la chaleur soit torride, que des rumeurs politiques sèment en Bourse le désarroi, l'offre est toujours égale aux stocks. Même si les prix ne sont pas rémunérateurs. Que le vendeur y gagne ou y perde, il faut offrir les marchandises, et la plupart d'entre elles sur le champ.

On peut considérer comme une seule et même chose, l'offre de marchandises, c'est-à-dire la demande de numéraire, et les marchandises elles-mêmes : la volonté humaine n'a sur l'offre aucune influence. *L'offre constitue une chose : c'est de la matière, ce n'est pas une action.* L'offre est toujours égale à la réserve de marchandises.

La demande, par contre, ne subit pas la même contrainte

L'or dont elle est faite est un métal noble. Il occupe parmi les substances terrestres un rang tellement élevé, qu'il semble presque étranger à ce monde. L'or — la demande — résiste victorieusement à tous les assauts des forces destructrices de la nature.

L'or ne rouille ni ne se corrompt, il ne se brise ni ne meurt. Le froid, la chaleur, le soleil, la pluie, le feu n'ont sur lui aucune prise. Avec la monnaie d'or, on ne court aucun risque de perdre de la matière. La qualité non plus ne changera pas. Un trésor de métal jaune, enterré sans aucune enveloppe dans un marais, y séjournerait mille ans sans s'altérer.

La quantité d'or que l'on découvre ne représente rien à côté de la réserve amassée depuis la plus haute antiquité. La production de trois mois, de six ou même de douze n'enrichit pas ce stock d'un millième.

La monnaie d'or ne souffre pas des caprices de la mode. Le seul changement de mode en l'espace de 4.000 ans a consisté à passer du bimétallisme à l'étalon-or pur et simple.

L'or n'a qu'un danger à craindre : l'invention d'une monnaie de papier efficiente. Mais ici encore, celui qui possède de l'or est protégé : pour adopter la monnaie de papier, il faut la volonté du peuple. Un ennemi aussi lourd laissera le temps de fuir.

Le détenteur d'or se trouve à l'abri de toute perte, grâce aux propriétés toutes spéciales de cette substance. Le temps passe, l'or ne passe pas.

L'or n'oblige pas son détenteur à le vendre. Le propriétaire de métal jaune peut attendre. Sans doute, s'il attend, perd-il les intérêts. *Mais l'intérêt ne tire-t-il pas son origine précisément du fait que l'homme aux écus est en mesure d'attendre* ? D'ailleurs, pendant qu'il attend le client, le détenteur de marchandises lui aussi perd les intérêts. Il y

perd des intérêts et de la marchandise ; il paie les frais de magasinage et de surveillance, tandis que le propriétaire de métal jaune ne connaît qu'un manque à gagner.

Le détenteur d'or peut donc ajourner sa demande de marchandises, il agit à sa guise. Il lui faudra bien, il est vrai, offrir son or tôt ou tard : en soi cette substance n'a pour lui aucune utilité. *Mais il pourra choisir le moment.*

L'*offre* se mesure toujours au stock des marchandises. Ces deux grandeurs coïncident. La marchandise ordonne. Elle n'admet pas qu'on discute. La volonté du détenteur de marchandises est tellement impuissante qu'on peut pratiquement la négliger. Dans la *demande*, la volonté de celui qui détient le numéraire entre en ligne de compte. L'or est un serviteur docile. L'homme aux écus tient la demande en laisse; quand il la lâche, elle mord; on sait quelle est la proie. Pour parler la langue imagée de *Marx* : la demande paraît sur le marché, hautaine, comme sûre de la victoire ; l'offre courbe le front ; elle semble n'attendre rien, sinon des coups. *Ici, la contrainte, là, la liberté.* La liberté, d'une part, et d'autre part la servitude déterminent le prix.

Pourquoi cette différence ? Parce que l'un a de l'or à vendre, de l'or indestructible, et que l'autre n'offre que des biens périssables. Parce que l'un peut attendre, et l'autre non. L'un détient l'instrument des échanges. Il peut, sans subir de dommages, temporiser : l'outil est indestructible. L'autre craint tout retard, car il y perd, et le préjudice va sans cesse croissant. *Le propriétaire de marchandises est à la merci de celui qui possède le numéraire. Comme le dit très bien Proudhon : l'argent n'est pas la clef du marché, c'est le verrou.*

Qu'arrivera-t-il si, profitant de sa liberté, la demande évite le marché ? *Dans sa sujétion, l'offre ira au-devant de la demande, elle tentera de la décider et lui offrira quelque avantage.*

L'offre a besoin de la demande ; et tout de suite. La demande le sait. *Elle exploitera donc la faculté qu'elle a de déserter le marché.*

Pourquoi celui qui tient l'argent, celui qui « tient le bon bout », ne profiterait-il pas de la situation pour exiger un avantage ? N'avons-nous pas vu précédemment que toute la vie économique, la détermination des prix par l'offre et la demande, se base précisément sur l'exploitation des embarras d'autrui ?

Imaginons deux producteurs, nommés Forgeur et Meunier, séparés dans l'espace et dans le temps. Pour échanger leurs produits — de la farine et des clous — il leur faut du numéraire. Cet argent, c'est Meyer qui le détient. Meyer peut, à sa guise, permettre l'échange, l'ajourner, le traîner en longueur, l'interrompre ou l'interdire. Son argent lui laisse toute latitude. N'est-il pas évident que Meyer va se faire payer tribut ? Meunier et Forgeur devront lui céder une part des clous et de la farine qui leur reviennent. Il n'existe pas pour eux

d'autre issue. S'ils refusent, le numéraire quittera le marché. Forgeur et Meunier devront ramener chez eux, à grands frais, les produits invendus. Chacun d'eux pâtira en tant que producteur et que consommateur : comme producteur, parce que sa marchandise se détériore ; comme consommateur, faute d'avoir pu se procurer la marchandise qu'il voulait en échange de la sienne.

> Si Meyer avait pour moyen d'échange n'importe quelle autre marchandise, comme du thé, de la poudre, du sel, du bétail ou de la monnaie franche, il ne serait pas en mesure d'exiger un tribut, le caractère périssable de ces moyens d'échange ne lui permettant pas de freiner la demande.

On voit qu'en règle générale (c'est-à-dire dans le commerce) notre monnaie traditionnelle ne sert les échanges que moyennant tribut. *Si le marché constitue la voie par où s'échangent les marchandises, le numéraire oppose une barrière ; la barrière ne s'ouvre qu'après perception du péage.* Ce payement — qu'on l'appelle péage, tribut, profit, intérêt ou autrement — s'impose dans tous les échanges. Pas de tribut, pas d'échange.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas du bénéfice commercial du salaire auquel le commerçant a droit, et qu'il ne manque pas d'exiger pour son travail. Je parle ici du profit spécial que l'homme aux écus est en mesure de réaliser en menaçant les producteurs d'arrêter les échanges par la grève de l'argent. Ce profit n'a rien de commun avec le bénéfice commercial : il représente la part que l'argent s'arroge, fort de sa liberté, en face de la contrainte physique, du besoin de s'offrir, qui afflige les marchandises. Pour l'*offre*, la contrainte matérielle inhérente aux marchandises. Pour la *demande*, la liberté, le libre arbitre, l'indépendance en face du temps. *Il ne peut en résulter que le payement d'un tribut.* La marchandise payera la liberté de l'argent. Pas de numéraire, pas d'échanges. Quand les circonstances ne permettent pas de payer le tribut, les marchandises restent « en souffrance » : elles se gâtent, se détruisent. La crise sévit.

Si la demande n'agit que moyennant profit, il va sans dire qu'elle ne paraîtra pas sur le marché si des déboires l'y attendent. L'offre, d'une part, agit sans égard pour les chances de gain ou de perte ; la demande, d'autre part, se retranche derrière son indestructibilité, dès que les perspectives deviennent mauvaises. Elle attendra, pour effectuer une sortie, le moment favorable.

La demande, l'offre commerciale d'argent en échange de marchandises, n'existe qu'aussi longtemps que l'état du marché offre :

1. Une garantie suffisante contre toute perte;

2. Un tribut pour l'argent.

Mais comme ce tribut ne se lève que lors de la revente des marchandises, une condition s'impose : *le prix des marchandises ne peut pas*

baisser durant le temps qui sépare l'achat de la revente. Le prix de revente doit dépasser celui d'achat, parce que la différence contient le tribut. En période de prospérité, durant la « conjoncture ascendante », lorsque le prix moyen des marchandises augmente, l'attente des commerçants se réalise. La différence de prix, le bénéfice, couvre les frais commerciaux et le droit exigé par l'argent. Durant les périodes de conjoncture descendante, en temps de baisse, la levée de ce droit devient problématique, sinon impraticable. L'incertitude suffit. Le commerçant suspend ses achats. Quel commerçant, quel spéculateur, quel entrepreneur irait escompter une traite à la banque et payer des intérêts, pour payer des marchandises qui menacent de baisser de prix ? Ce serait s'exposer à ne pouvoir jamais récupérer ses frais.

La double condition à laquelle le numéraire subordonne son entremise, rend le commerce *mathématiquement impossible* en temps de baisse. Notons que ceux qui détiennent le numéraire sont les seuls à invoquer cette impossibilité. Pour les propriétaires de marchandises, les pertes les plus lourdes n'opposent à l'offre aucun obstacle; pour eux, il n'est jamais question d'impossibilité mathématique. La marchandise est toujours prête à l'échange, qu'il en résulte profit ou perte. L'argent, lui, se met en grève, dès que le tribut traditionnel n'est plus garanti, dès qu'une cause quelconque, rompant l'équilibre entre l'offre et la demande, fait baisser les prix.

Mais, dira-t-on, que faut-il entendre par là ? La demande se retirerait, la circulation monétaire serait mathématiquement impossible, dès que les prix baissent ? Mais les prix baissent précisément quand l'offre d'argent est insuffisante. La baisse des prix, conséquence d'une offre de numéraire déjà insuffisante, ferait baisser encore cette même offre d'argent ?

Absolument. Ni l'auteur ni l'imprimeur ne se sont trompés.

L'argent se retire bel et bien du marché, la circulation monétaire s'avère impossible, mathématiquement impossible, dès que l'offre de numéraire est insuffisante et qu'une baisse des prix s'amorce ou s'annonce.

Lorsque fut adopté l'étalon-or, la production de numéraire se réduisit du montant intégral de la production de métal argent. Les prix fléchirent. La circulation monétaire était devenue impossible. La monnaie s'accumulait dans les banques. Le taux de l'intérêt ne cessait de baisser. Les bimétallistes menèrent une campagne contre l'étalon-or. Ils accusèrent la pénurie de numéraire d'être la cause de cette crise économique interminable. *En réponse, les défenseurs de l'étalon-or, Bamberger et consorts, invoquèrent l'existence d'énormes dépôts en banque, la modicité du taux de l'intérêt.* C'était, d'après eux, la preuve éclatante « qu'il y avait encore beaucoup de numéraire ». Selon eux, la chute des prix provenait du progrès technique réalisé dans la production (dans celle de l'or aussi ?) ; il y avait « surproduction ».

Les bimétallistes, Laveleye en tête, ripostaient brillamment. Ils démontraient que *dans le commerce, la circulation monétaire devient impossible dès que l'argent cesse de s'offrir en quantité suffisante pour empêcher la baisse des prix.* Ces énormes réserves des banques et le taux réduit de l'intérêt constituaient la preuve flagrante qu'on n'offrait *pas assez* de numéraire.

Les philosophes de la valeur avaient malheureusement le cerveau trop obnubilé pour comprendre. Ils n'y comprennent d'ailleurs encore rien aujourd'hui. Mais les événements ont donné raison aux bimétallistes : chaque fois que le hasard fit découvrir de grosses quantités d'or, et que les prix subirent une hausse massive, on vit les réserves bancaires fondre, et le taux d'intérêt hausser plus que jamais. *C'est donc bien vrai : si les fonds s'accumulent dans les banques, si l'intérêt baisse, c'est que l'on n'offre pas assez de numéraire. Inversement, si les banques se vident et que le taux d'intérêt augmente, c'est que l'on offre trop de numéraire.*

Les prix baissent précisément parce que l'offre monétaire est insuffisante.

Il ne faut même pas que les prix baissent pour que la monnaie se réfugie dans ses retranchements. *Il suffit que le commerce croie que les prix vont baisser* (quelles que soient les raisons qu'on ait de le croire), *pour que la demande hésite, pour que l'offre de numéraire diminue, et que les prévisions, les craintes, se réalisent.*

N'est-ce point là une révélation ? Cette phrase nous montre mieux que des volumes entiers la nature des crises économiques. Elle explique comment, en l'espace d'une nuit, une crise peut éclater, qui sèmera la misère et le deuil.

La demande fuit *parce* qu'elle n'a pu rassurer les échanges à des prix aussi bas. L'offre était supérieure à la demande ; c'est pourquoi la demande disparaît complètement. Tel commerçant rédige une commande de coton. Apprenant que la production du coton s'est accrue, il déchire le bon de commande. N'est-ce pas burlesque ?

La production ne s'arrête pas. Elle lance sur le marché des quantités toujours nouvelles de marchandises. Faute d'écoulement, les stocks s'accumulent. Les écluses étant fermées, le niveau monte.

L'offre augmente donc et devient toujours plus pressante à mesure que la demande tarde. Et la demande se fait attendre uniquement parce que l'offre devient trop abondante.

Ceci non plus n'est pas une erreur de plume ni une faute d'impression. Un phénomène aussi ridicule que les crises économiques (aussi ridicule pour ceux qui n'en sont pas victimes) ne pouvait avoir qu'une cause ridicule elle aussi. *La demande se réduit parce qu'elle ne suffisait pas ; l'offre grandit parce qu'elle était trop grande.*

Qu'en pensent les membres de la Ligue pour la défense de l'étalon-or allemand ?

Mais la comédie tourne bientôt au tragique. L'offre et la demande déterminent le prix, c'est-à-dire la proportion selon laquelle le numéraire et les marchandises s'échangent entre eux. Plus on offre de marchandises, plus la demande de numéraire est grande. Or, les marchandises qui atteignent le consommateur par la voie du troc ou du crédit sont autant de perdu pour la demande d'argent. Les prix haussent donc quand la vente à crédit prend de l'extension. La quantité de marchandises offerte en échange de numéraire se réduit de la part enlevée par la vente à crédit. Rappelons que l'offre et la demande déterminent le prix, qui n'est autre que la proportion selon laquelle numéraire et marchandises s'échangent entre eux.

Inversement, les prix doivent baisser lorsque la vente à crédit perd de son ampleur : dans ce cas, en effet, les marchandises qui atteignaient le consommateur par la voie complémentaire du crédit viennent de nouveau renforcer la demande de numéraire.

L'offre de marchandises en échange de numéraire augmente donc à mesure que la vente à crédit se réduit.

La vente à crédit se réduit quand les prix baissent ; quand le prix de vente est inférieur au prix d'achat, quand le commerçant perd régulièrement sur ses stocks; quand, au moment du bilan, il pourrait acheter à 900 les pièces qu'il a payées 1.000, de sorte qu'il doit les faire figurer pour 900 dans son inventaire. La solvabilité du commerçant augmente et diminue en même temps que les prix. *Voilà pourquoi la vente à crédit tombe à la chute des prix, pour rebondir avec eux.*

Ce fait est bien connu. On le trouve banal. Il est pourtant extrêmement curieux.

Quand les prix montent, c'est-à-dire quand la demande est supérieure à l'offre, le crédit vient à la rescousse. Il prive le numéraire d'une partie des marchandises et fait hausser les prix davantage. Quand les prix baissent, le crédit disparaît. Les marchandises se rabattent sur le numéraire, et font tomber les prix encore plus bas.

Faut-il chercher plus loin l'explication des crises économiques (1) ?

Nous avons amélioré nos moyens de production. Nous avons fait preuve de zèle et d'ingéniosité. Le temps a été favorable. Les récoltes sont bonnes ; les fruits abondent. Nous avons particulièrement soigné la division du travail, source de tout progrès. L'offre de marchandises,

(1) D'après une déclaration au Reichstag, en 1907 le montant des lettres de change en circulation dans l'Empire atteignait 35 milliards. En supposant que ce chiffre représente le montant des lettres de change timbrées durant l'année, il se réduit à 9 milliards de traites renouvelées tous les trois mois. C'est encore considérable. Soumis aux moindres influences du marché, ce crédit constitue, on le voit, une concurrence dangereuse pour le numéraire et une menace latente pour la stabilité de la demande et des prix.

la demande d'argent s'est accrue. Mais comme nous n'avons pas répondu à cette demande croissante de numéraire, les prix ont fléchi.

Devant la chute des prix, la demande est suspendue. L'argent se terre. Les marchandises invendues s'accumulent comme les glaçons dans l'embâcle. Rompant tous les obstacles, l'offre inonde le marché. Les marchandises s'écoulent à n'importe quel prix. Comme la baisse est générale, aucun commerçant ne peut acheter. Ce qu'on lui offre à si bon compte aujourd'hui, demain ses concurrents l'achèteront à un prix encore plus bas. *Les marchandises sont invendables parce qu'elles sont trop bon marché et qu'elles menacent d'être encore meilleur marché demain.* La crise surgit.

La crise fait baisser l'actif des commerçants. Le passif augmente donc par rapport à l'actif. Impossible de faire face aux échéances (1), à cause de la baisse des prix (du réalisable). La suspension des paiements fait des échanges un jeu de hasard. Il en résulte que la vente à crédit se resserre et que la demande de numéraire grossit de tout le flux des marchandises échangées jusqu'alors par la voie du crédit. *Et ce, en un temps où l'argent est rare, et se cache parce qu'il est rare.*

Le feu crée le courant d'air qui ravive l'incendie ; l'obstruction de la circulation monétaire amplifie la demande de numéraire. Nulle manifestation de ces forces régulatrices, dont on parle tant. Aucune réaction. Au lieu de s'atténuer, le mal s'aggrave.

Ceux qui parlent d'autorégulation croient que la demande accrue d'argent (l'offre croissante de marchandises) est contrebalancée par l'accélération de la circulation monétaire. Ils supposent que l'appât du bas prix (2) ramènera le numéraire en masse sur le marché, mettant en branle toutes les réserves. C'est la *hausse* qui stimule le commerce, et non la baisse. La baisse des prix ne peut lui causer que du préjudice. La crainte de voir ce qui coûte si peu aujourd'hui, coûter encore moins demain, noue toutes les bourses. On ne voit d'escarcelles ouvertes qu'aussi longtemps que la hausse reste en perspective. Où sont ces fameuses réserves ? Dans les banques ? Celles-ci font rentrer tous leurs fonds dès que la circulation cesse d'offrir des garanties suffisantes, c'est-à-dire en temps de baisse générale des prix. On ne peut qualifier de réserves, des millions qui désertent le marché au moment où leur présence serait nécessaire. Après de mauvaises récoltes, si l'huissier saisit la vache du fermier, cette mesure n'augmentera pas le nombre des bestiaux. Les banques regorgent toujours d'argent quand les prix baissent, autrement dit, quand l'offre de numéraire s'avère insuffisante.

(1) Traites, promesses, obligations, loyers, fermages, polices d'assurance diverses, etc.

(2) Du point de vue commercial une marchandise n'est jamais bon marché en elle-même. Elle ne l'est jamais que par rapport à son prix de revente. Aussi longtemps que dure la baisse des prix, toutes les marchandises sont chères. Elles deviennent bon marché lorsque la hausse générale des prix fait monter le prix de revente au-dessus du prix d'achat.

Elles sont vides quand les prix haussent. Si c'était le contraire, on aurait le droit de parler de réserves. Ces accumulations de liquidités que l'on qualifie de réserves, il vaudrait mieux, dans l'intérêt des échanges, les résorber dès qu'elles se forment, leur existence ne pouvant qu'amplifier les fluctuations des prix. Accumuler des réserves, c'est soustraire le numéraire à la circulation, au marché, aux échanges ; c'est le détourner de sa destination. Belles réserves, que celles que l'on accumule précisément quand le numéraire fait défaut sur le marché, et alors seulement. Réserves ? Mieux vaudrait dire : poison !

Quand la demande ne suffit plus, elle disparaît.
Telle est sa loi.

Mais qu'arrive-t-il lorsque la demande est trop grande par rapport à l'offre, quand les prix des marchandises haussent ? cette éventualité est également à envisager : l'exemple de la page 167 le montre bien ; l'histoire économique de ces vingt dernières années le prouve aussi ; en dépit de l'accroissement prodigieux de la production, les prix ont subi depuis 1895 une hausse considérable. C'est un fait que nul ne conteste.

Comment le détenteur de numéraire agit-il lorsque les prix haussent ? Il sait, ou il prévoit que ce qu'il achète aujourd'hui se vendra plus cher demain ; *la hausse des prix rend tout bon marché* (voir note p. 177). Une fois l'argent converti en marchandise, on gagne tous les jours davantage. Le porteur de numéraire achète donc le plus possible, et il emprunte pour acheter. Les commerçants ne manquent d'ailleurs pas de crédit aussi longtemps que les prix haussent, aussi longtemps que le prix de revente dépasse le prix d'achat. Les bénéfices, toujours plus plantureux, sèment l'optimisme dans le commerce. L'acheteur est prompt à se décider. Il ne retourne plus ses billets vingt fois avant de les lâcher. Quand les prix haussent, l'argent circule plus vite. En temps de prospérité, la circulation monétaire atteint le maximum de vitesse correspondant à l'organisation commerciale existante.

Or la demande est égale à la quantité de numéraire émise, multipliée par la vitesse de circulation; et l'offre et la demande déterminent les prix.

Il en résulte que quand les prix haussent, la demande de marchandises augmente, à cause de l'accélération de la circulation monétaire, tandis que l'offre de marchandises — la quantité de marchandises offerte en échange de numéraire — décroît à cause de la vente à crédit. *La hausse engendre la hausse. La demande grandit parce qu'elle était trop grande.* Le commerçant achète bien au-delà de ses besoins immédiats; il cherche à se couvrir, précisément parce que l'offre ne répond pas à la demande. Quand l'offre croissait, et dépassait la demande, le commerçant réduisait ses achats au minimum, il n'achetait que ce qu'il pouvait revendre immédiatement. Il ne fallait pas laisser de temps

s'écouler entre l'achat et la revente : le temps ne pouvait que ramener le prix de revente au-dessous du prix d'achat. Quand les marchandises font défaut, le commerçant n'achète jamais assez ; ses stocks ne suffisent jamais. Les traites qu'il a signées ne l'inquiètent pas : son passif représente de moins en moins en comparaison de l'actif. Ce dernier, en effet, augmente aussi longtemps que les prix haussent.

N'est-ce pas là un phénomène absurde, digne des autres absurdités de la conjoncture ascendante ?

La demande de marchandises augmente, elle doit croître outre mesure, chaque fois et aussi longtemps que l'offre est insuffisante.

Vraiment, nos recherches sont édifiantes. L'étalon-or répond à ce qu'on en attendait : c'est un étalon qui a brouté de la valeur. Quand la demande est trop grande, il en crée davantage. Mais quand la demande se raréfie, il ne faut plus compter sur lui. La demande, alors, se limite aux besoins privés des quelques possesseurs de numéraire. On laisse les affamés sans pain *parce qu'ils ont faim*. Les repus, on les bourre, *parce qu'ils sont gavés !*

Nous avons vu plus haut en quoi consiste l'utilité véritable de l'argent. Cette utilité-là, on ne l'avait pas vue, jusqu'ici. On ne concevait pas la demande de numéraire en papier, la demande d'une monnaie faite de matière inutile. Il fallait, croyait-on, un appât pour les gens. Comme on ne songeait pas à l'utilité du moyen d'échange, c'est à celle de la matière que l'on faisait appel.

L'or a effectivement quelques applications dans l'industrie. Il trouverait bien plus d'emplois s'il était moins cher. C'est son prix qui l'empêche de remplacer le fer, le plomb et le cuivre dans maintes applications.

Le prix de l'or n'est pas prohibitif pour les parures. L'or est le métal favori en bijouterie. Il s'utilise pour les bracelets, pour les chaînes et les boîtiers de montre, pour les calices. On garnit d'or les cadrans d'églises, les paratonnerres, les moulures. Les photographes et les dentistes emploient beaucoup d'or. C'est autant de perdu pour les monnaies. L'or monnayé constitue généralement pour l'orfèvre la matière première la moins coûteuse.

La consommation d'or par ces industries augmente évidemment avec le goût du luxe, avec le bien-être et la richesse. La richesse augmente avec la *production*, avec le travail. Durant les bonnes années, les orfèvres font des heures supplémentaires. Durant les mauvaises années, les clients dans la gêne leur rapportent les bijoux à refondre.

Plus la production devient abondante, plus la demande de numéraire, de moyens d'échange, s'amplifie, et plus les pièces d'or pleuvent dans le creuset de l'orfèvre.

Mais quelle est donc cette nouvelle énormité ? Plus on produit

de marchandises, plus la richesse augmente ; et plus la richesse augmente plus le moyen d'échange se détruit pour se métamorphoser en bijoux. N'y a-t-il pas malentendu ?

C'est, hélas ! tout à fait exact. On peut l'affirmer avec la tranquillité d'un juge prononçant un arrêt de mort. Ces quelques mots, d'ailleurs, en disent assez pour faire condamner l'étalon-or. Qui donc oserait le contester ?

Je le répète : plus on produit de marchandises, plus la richesse augmente et plus le goût du luxe se répand. Enrichi par la production, le peuple vide les bijouteries. Les pièces d'or avec lesquelles il paye, prennent le chemin du creuset pour remplacer les bijoux, les montres et les chaînes vendues.

On a fabriqué beaucoup, les récoltes sont abondantes. Une invention — le procédé Thomas — a permis de tirer d'un minerai commun un acier excellent. Cet acier nous a donné de meilleurs outils ; la production s'en est trouvée décuplée ; les sous-produits du procédé Thomas se sont révélés des engrais capables de tripler la fertilité de nos champs. Dans les écoles professionnelles, nos ouvriers ont appris à se servir de leurs mains. L'offre de marchandises a augmenté. *C'est pour cette raison que nous détruisons la demande, en supprimant le moyen d'échange, le véhicule de la demande.*

Que dirait-on de l'administration des chemins de fer si, voulant fêter d'abondantes récoltes et un record de la production industrielle, elle s'avisait de sacrifier les wagons pour un gigantesque feu de joie ?

Si la récolte de pommes de terre est bonne, j'offrirai à ma femme un beau collier d'*or*, dit le propriétaire foncier.

Si ma vache met bas deux veaux, j'achèterai l'alliance de ma promise, dit le paysan.

Si ma machine à coudre me permet de finir deux fois plus de pantalons, je me payerai une montre en *or*, dit l'artisan.

Si mon nouveau brevet décuple ma production d'azote, je ferai *redorer* à mes frais la chapelle de Notre-Dame de Bon-Secours, dit le chimiste.

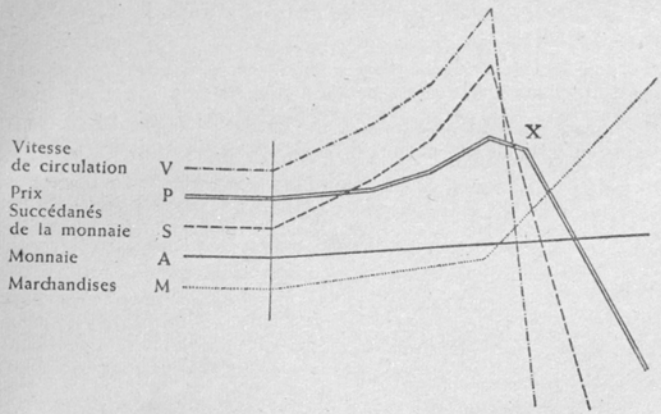
Si le rendement de l'aciérie augmente encore cette année, je me paye de la vaisselle d'*or*, dit le rentier.

Bref, l'achat de l'alliance, du collier, est toujours subordonné à l'augmentation de la production, à l'accroissement de l'offre, et l'or destiné à ces parures est soustrait à la demande, à la monnaie. (De par la loi, l'or non monnayé constitue également de la monnaie.)

Les monnaies jetées au creuset sont perdues pour la *demande de marchandises*. Cette perte malencontreuse se produit toujours quand l'offre de marchandises est abondante. (Voir plus bas.) Comme l'offre et la demande déterminent les prix, *ceux-ci baissent*. La baisse interrompt les échanges et la production ; elle sème le chômage et la misère.

En faisant de la monnaie une matière première pour la bijouterie, l'étalon-or scie régulièrement la branche où fleurit la prospérité. La monnaie constitue le complément indispensable de la division du travail ; la division du travail conduit à la prospérité, et celle-ci anéantit la monnaie. **De sorte que toute prospérité finit fatalement comme parricide.**

« *Conjoncture ascendante* » *et* « *Crise* »



V (Vitesse de la circulation monétaire), S (Succédanés de la monnaie) et A (Monnaie émise) déterminent la demande. M (Marchandises) représente l'offre. V et S dépendent directement des prix. La hausse des prix, stimulée par l'augmentation de la quantité de monnaie, favorise la production de marchandises. Si l'accroissement de la production est trop grand pour l'augmentation de la quantité de monnaie, les prix se mettent à fléchir. Du coup, V et S disparaissent de la demande ; en X, la baisse des prix se change en une chute presque verticale : baisse des prix étant synonyme d'arrêt de l'écoulement, l'offre de marchandises croît de plus belle. P (Prix) n'est invariable qu'aussi longtemps que V, S, A et M restent invariables, ou que leurs variations se compensent.

L'étalon-or et le paupérisme sont inséparables. Frédéric le Grand rougissait de régner sur un peuple de gueux. Ceci prouve simplement qu'il avait un sentiment profond de l' « honneur ». Ce prince n'avait aucune raison particulière de rougir. Là où les métaux nobles se sont introduits comme étalon monétaire, les rois n'ont jamais régné que sur des gueux. Le peuple cherche le luxe. Il profitera toujours de l'accroissement de son revenu pour acheter de l'orfèvrerie. Aussi longtemps que les métaux précieux formeront la base du moyen d'échange, le *bien-être des masses sera impossible.*

Le fermier ne fête pas toutes les bonnes récoltes par l'achat d'un collier d'or pour sa femme. Et tous les chimistes ne font pas, pour le succès de leurs inventions, le vœu de dorer la statue de la Vierge.

Si la récolte est bonne, j'achèterai une machine à semer, dit le paysan.

Si tout va bien dans l'étable, j'assécherai le marais, dit le propriétaire foncier.

Si mon invention répond à ce que j'en attends, je fonderai une usine, dit le chimiste.

Si mon usine travaille bien cette année, et si la grève cesse, je construirai une maison de rapport, dit le rentier.

Plus la production est grande, plus on place d'argent dans de nouveaux moyens de production, dans de nouveaux capitaux « réels ».

Mais qu'attend-on de ces nouveaux placements, de ces nouveaux capitaux dits réels ? De l'intérêt. *Or le taux de l'intérêt baisse à mesure que le capital réel augmente par rapport à la population.* Beaucoup d'habitations, peu de locataires — peu d'intérêts des habitations. Beaucoup d'usines, peu d'ouvriers — peu d'intérêts des usines.

Il en résulte que *lorsque les nouveaux placements font baisser l'intérêt des capitaux réels au-dessous du niveau traditionnel, on ne place plus l'argent dans de semblables capitaux.* Pas d'intérêts pas d'argent (1) !

Mais direz-vous, ai-je bien compris ? Quand l'intérêt rapporté par les usines, les maisons, les navires, tombe, on ne construit plus de maisons, étant donné que personne ne donne plus d'argent pour de nouveaux capitaux réels ? Est-ce vrai ? Mais s'il en est ainsi, comment bâtira-t-on jamais des habitations à bon marché ?

C'est tout à fait exact. Qui oserait le contester ? Quand l'intérêt des maisons et des autres capitaux réels diminue, l'argent, qui jusqu'alors choisissait ces placements, se retire. Qu'advient-il

(1) Voir la théorie de l'intérêt à la fin de ce traité.

alors des marchandises destinées au renouvellement et à l'accroissement des capitaux réels (1) ?

Lorsque le peuple s'est montré ingénieux, quand le soleil et la pluie ont favorisé les récoltes, au moment où les matériaux abondent pour multiplier maisons et usines, à ce moment précis, l'argent, dont le rôle est d'assurer les échanges, se retire et attend.

Comme le numéraire se dérobe, la demande fait défaut, les prix baissent et la crise économique recommence.

La crise doit donc régulièrement éclater chaque fois que l'accroissement des capitaux réels fait baisser l'intérêt des usines et des habitations.

La théorie de l'intérêt exposée à la fin de ce traité démontre que l'intérêt de l'argent est indépendant de l'intérêt des capitaux dits réels, mais que l'inverse n'est pas vrai. Nous verrons la fausseté de l'objection selon laquelle l'intérêt de l'argent baisserait avec celui des capitaux réels, de sorte que, quand l'intérêt des capitaux est bas, l'argent ne manquerait pas pour la production de nouveaux capitaux réels.

Ce seul mécanisme suffit pour expliquer pourquoi la vie économique doit fatalement traverser une crise après l'autre. Sous le règne de la monnaie métallique, le peuple doit gagner sa vie comme un pauvre sans gîte. L'or, notre souverain héréditaire, voilà le vrai « roi des gueux ».

12. Les crises économiques et le moyen de les supprimer.

Les crises économiques, c'est-à-dire l'arrêt de la vente, le chômage et leurs corollaires, ne se conçoivent qu'en période de baisse des prix.

La chute des prix peut avoir trois causes :

1. Les conditions de la production de l'or ne permettent pas d'élever la demande au niveau de la production des marchandises, c'est-à-dire de l'offre ;

2. L'augmentation de la production, et l'accroissement des capitaux dits réels qui s'en suit, font baisser le taux de l'intérêt ; dès lors on ne prête plus d'argent pour créer de nouveaux capitaux réels ;

(1) Selon des indications fournies par le banquier *Reusch*, de Wiesbaden, lors du Congrès allemand de l'Habitation, dans le Reich la construction de logements utilise, à elle seule, un milliard et demi à deux milliards de marks par an.

la vente des marchandises destinées à la production des capitaux réels s'arrête ; ces marchandises représentent une part importante de la production, surtout quand la production s'accroît;

3. L'augmentation de la production et le bien-être général métamorphosent les monnaies en orfèvrerie, et ce, en quantité d'autant plus importante que l'offre de marchandises augmente (1).

Chacune de ces trois causes suffit à elle seule pour provoquer une crise économique ; leur nature est telle, que si l'une d'elles se trouve contrecarrée (par des découvertes d'or assez abondantes, par exemple), les autres surgissent à sa place. L'activité économique succombe régulièrement sous le poids de l'une ou de l'autre.

Pour que la vie économique puisse s'épanouir à l'abri des crises, il faudrait, sous le régime de l'or, que l'on découvre constamment du métal jaune en quantités extraordinaires. Il faudrait extraire de l'or à un rythme tel, que malgré la consommation qu'en fait l'industrie, les prix augmentent sans cesse au moins de 5 % par an. Une hausse semblable briserait la résistance que la baisse de l'intérêt oppose à la circulation du numéraire ; elle contraindrait la monnaie à circuler. Mais une hausse générale de pareille envergure constituerait la faillite de l'étalon monétaire.

Dès lors, comment empêcher les arrêts de la vie économique ? L'explication des causes des crises économiques nous indique la condition à réaliser pour supprimer le fléau. Cette condition, la voici : *Les prix ne pourront jamais baisser, quelles que soient les circonstances.*

Comment réaliser cette condition ?

Nous y parviendrons :

1. En séparant la monnaie de l'or, et en émettant la monnaie selon les besoins du marché ;

(1) Les Chinois ont coutume de couler en argent l'image de leurs divinités domestiques. C'est paraît-il, le moyen le plus sûr de se recommander à ces esprits protecteurs. D'autre part, le métal blanc constitue, chez les Célestes, le moyen général d'échange. On imagine sans peine les conséquences. Quand, pour une ou l'autre raison, le métal blanc afflue en Chine, son abondance favorise le commerce et l'industrie. Le commerçant qui a fait de bonnes affaires, en rend grâce au Ciel : voilà le dieu d'argent recoulé en plus grand et en plus lourd. Le métal blanc reçu en échange des marchandises, — la cause même de l'activité commerciale — disparaît à tout jamais dans le sanctuaire familial. Si par contre la pénurie de métal argent fait baisser les prix, les affaires périclitent. Le Chinois en conclut que ses pénates sont trop réduites pour assurer sa protection : il sacrifie donc le peu de métal blanc qui lui reste. Faut-il davantage pour expliquer le sommeil millénaire de la Chine ?

Les Européens n'ont nulle raison de se moquer des Chinois. Quand les affaires vont bien, l'Européen se paye une chaîne de montre en or. Cela fait riche. Quand les affaires vont mal, il achète une chaîne encore plus grosse pour inspirer plus de crédit. Si leurs buts sont différents, l'Européen et le Chinois font la même chose. Ils scient la branche qui les supporte.

2. En utilisant une monnaie de papier conçue de telle façon qu'en toutes circonstances on offre de l'échanger contre des marchandises, même si l'intérêt du capital (celui de l'argent comme celui des biens réels) baisse ou disparaît.

Les moyens de réalisation sont indiqués dans la partie du présent traité relative à la monnaie franche.

13. La réforme de l'émission.

L'offre et la demande déterminent les prix. La vie économique a besoin d'un niveau stable des prix pour prospérer et pour permettre à la monnaie de rendre tous les services qu'on attend d'elle.

L'ère capitaliste (1) serait depuis longtemps révolue si, durant 3.000 ans, les crises économiques n'avaient pas contraint l'humanité à redescendre chaque fois les degrés péniblement gravis, si la misère dans laquelle les crises plongent les masses ne nous avait pas légué à tous, grands et petits, une âme de gueux. Les ouvriers n'accepteraient pas d'être traités comme ils le sont, par les patrons et par l'Etat, si la demande de leurs produits se maintenait sur le marché aussi régulièrement que l'offre. Nos grands propriétaires fonciers ne feraient pas état de leurs difficultés pour apitoyer l'opinion publique ; ils ne demanderaient pas aux compagnes émaciées des travailleurs de payer plus de droits sur les céréales, si l'étalon-or ne les avait pas ruinés par la chute des prix.

La faim et les dettes sont mauvaises éducatrices.

Quel niveau la science, la technique, la religion atteindraient-elles aujourd'hui, si la culture que Rome semait avec son or, un or pourtant volé et taché de sang, n'avait pas été annihilée par 500 ans de pénurie monétaire — par une véritable période glaciaire dans l'histoire économique.

Salomon put réaliser des merveilles parce que le métal à monnayer qui lui parvenait d'Ophir favorisait les échanges et la division du travail. Ses œuvres périrent dès que tarit l'afflux du métal précieux.

La baisse des prix a brisé l'élan de toutes les civilisations : le progrès implique une division du travail toujours plus poussée, ce qui équivaut à une offre sans cesse accrue ; cette offre n'engendre pas d'échanges quand la pénurie de numéraire provoque la baisse des prix.

La monnaie et la civilisation progressent et reculent ensemble. Les mercantilistes ne se trompaient pas tellement en considérant l'or

(1) Capitalisme. Situation économique dans laquelle la demande de prêts de numéraire et la demande de biens réels (de capitaux dits réels) dépassent l'offre ; ce qui donne naissance à l'intérêt.

comme le substratum de la richesse et de la civilisation, et en préconisant une politique protectionniste de nature à accroître le stock monétaire du pays. L'idée était saine, mais elle avait trouvé une expression dénuée de sens. C'est un fait évident : l'industrie, les sciences et les arts progressent quand l'or abonde. Les mercantilistes confondaient simplement or et monnaie. Ils croyaient que l'or opérait le miracle grâce à sa « valeur intrinsèque » ; pour eux, l'or seul existait ; ils ne connaissaient pas la monnaie. Ou plutôt, or et monnaie ne formaient qu'*un seul* concept. Ils ignoraient que c'est la monnaie et non l'or qui se charge de l'échange des marchandises et qui rend possible la division du travail, source de richesse. *Les bienfaits de la division du travail, ils les attendaient des propriétés de l'or, au lieu de les attendre de celles de la monnaie.*

Ceux qui ont appris à distinguer la monnaie de l'or (voir chapitre 1), ceux qui comprennent la nécessité de la stabilité des prix et qui ont abjuré la foi en la valeur, en viennent facilement à se dire : il suffira de fabriquer de la monnaie de papier, d'augmenter la quantité en circulation dès qu'une baisse des prix trahit une offre inférieure à la demande, et inversement, de retirer des billets de la circulation, pour les brûler dès que la demande s'avère supérieure à l'offre et que les prix haussent. Simple question de quantité. Une presse lithographique et un four à incinération, c'est tout ce qu'il faut pour être en mesure d'ajuster la demande à l'offre, le numéraire aux marchandises, et ce, avec assez de précision pour stabiliser l'indice des prix.

C'est l'avis de Michael Flürscheim (1) qui défend cette idée avec ardeur et me compte parmi les premiers à l'avoir développée et diffusée. Il me faut pourtant décliner cet honneur. Depuis le début, je n'ai cessé de rappeler (2) que notre monnaie de papier actuelle n'est pas directement, matériellement contrainte de circuler et j'ai toujours nié qu'un simple réglage de la quantité permettrait d'assurer l'équilibre entre l'offre et la demande avec assez de précision pour garantir la régularité des échanges intérieurs et extérieurs.

Je le nie, et je vais prouver qu'aussi longtemps que l'Etat ne contrôlera pas la circulation de la monnaie en même temps que la quantité émise, tous les troubles observés dans la circulation monétaire persisteront.

Aussi longtemps que la monnaie, considérée comme marchandise, sera supérieure aux autres marchandises et que les épargnants la préfèreront à ces dernières, aussi longtemps qu'on parlera du privilège de l'argent et que les spéculateurs se serviront impunément de la monnaie pour leurs manœuvres, le numéraire n'assurera l'échange des produits que moyennant tribut, moyennant une redevance bien

(1) *Michael Flürscheim* : The Economic and Social Problem. Jefferson Publishing Company, Xenia, Clay County, Illinois, U. S. A.
(2) *Silvio Gesell* : Nervus rerum, p. 34-37, Buenos-Aires 1891.

distincte du bénéfice commercial. Il faut que l'argent « devienne la clef du marché au lieu d'en être le verrou ». L'argent doit être une route et non une barrière. Son rôle est de favoriser les échanges, de les rendre meilleur marché, et non de les gêner ni de les rendre onéreux. Il va sans dire que la monnaie ne peut pas constituer à la fois un moyen d'échange et un moyen d'épargne, un aiguillon et un frein.

L'adoption de la monnaie de papier avec son étalon propre est indispensable pour permettre à l'Etat de régler la quantité de numéraire en circulation. Mais cette mesure ne suffit pas. C'est pourquoi je propose de *séparer complètement le moyen d'échange du moyen d'épargne.* L'épargnant dispose de tous les biens de la terre ; pourquoi devrait-il précisément choisir la monnaie ? La monnaie n'a tout de même pas été créée afin qu'il fût possible d'épargner.

L'offre subit une contrainte directe, inhérente aux marchandises : il faut soumettre la demande à la même pression, si l'on veut que l'offre ne soit pas en état d'infériorité par rapport à la demande, dans le débat au sujet du prix (1).

La pression qui s'exerce sur l'*offre* domine la volonté des détenteurs de marchandises : ceci fait de l'offre un objet parfaitement mesurable ; de même la *demande* devra être isolée de la volonté du possesseur de numéraire, pour devenir, elle aussi, pondérable. Connaissant le niveau de la production, on sait quel est celui de l'offre : connaissant le stock de numéraire, on saura dès lors quel est le niveau de la demande.

Cette réforme peut se réaliser facilement, en donnant à la monnaie un besoin inhérent de circuler. Il n'existe d'ailleurs aucun autre moyen.

C'est la seule façon de débarrasser la circulation monétaire des entraves que lui opposent l'appât du lucre, la spéculation, les paniques, de même que les troubles économiques de toutes sortes. Le fait de contraindre le numéraire à circuler mobilise l'entièreté de l'émission monétaire, il crée une circulation ininterrompue, régulière, et que rien ne peut arrêter, c'est-à-dire une demande régulière et ininterrompue.

La régularité de la demande supprime les arrêts de la vente et la pléthore de marchandises. L'offre elle-même n'en devient que plus régulière. Désormais elle ne varie plus qu'en raison de la production des marchandises. Le courant du fleuve se régularise, quand la pente se répartit de façon égale.

Alors de faibles variations de la quantité de monnaie émise suffiront pour que la demande suive de près les moindres changements que la nature pourrait imprimer à la production.

Si l'on refuse de contraindre l'argent à circuler, il est impossible

(1) Celui qui n'a pas encore rejeté le préjugé de la valeur ne comprendra pas le bien-fondé de cette revendication.

de sortir du chaos. La demande échappe au contrôle de l'Etat. Dans ce désordre, une seule loi subsiste : celle qui subordonne la circulation monétaire au prélèvement d'un tribut, et qui fait que l'économie privée retire le numéraire du marché dès qu'il y manque, pour le restituer quand il surabonde.

Afin de permettre de contrôler l'exactitude de mes dires, je me propose d'examiner de plus près la politique préconisée par Flürscheim (1). J'ai d'ailleurs d'autres raisons de le faire. L'Argentine (2), le Brésil, l'Inde et d'autres pays ont réussi, en réformant l'émission, à maintenir au pair avec l'or, des monnaies étrangères à ce métal. Ces succès ont attiré l'attention sur la monnaie de papier et sur sa perfectibilité. Les défenseurs du numéraire en papier ne pourraient cependant pas nuire plus à leur cause, qu'en préconisant ou en réalisant des innovations n'excluant pas tout risque d'échec. Chaque insuccès renforce la position des avocats de l'étalon métallique, et retarde de vingt ans le procès de la monnaie de papier.

La réforme simpliste de l'émission préconisée par Flürscheim confère à l'Etat le pouvoir d'émettre et de retirer de la circulation des quantités de billets réglées uniquement sur le mouvement de l'indice des prix. L'Etat ne doit mesurer la demande de numéraire que d'après l'indice des prix. Il amplifie l'émission monétaire quand les prix baissent et la réduit quand l'indice des prix remonte. La monnaie n'est pas spécialement convertible en telle ou telle marchandise déterminée, non plus qu'en or. Pour convertir son billet, le porteur doit s'adresser au marché. Au reste, la monnaie de papier ne diffère en rien de notre papier-monnaie ordinaire. Notamment, après cette réforme, on thésauriserait comme avant ; l'argent servirait toujours aux spéculations les plus viles. La demande conserverait ses privilèges actuels ; elle dominerait toujours l'offre. *La demande demeurerait ce qu'elle est aujourd'hui : un acte libre du détenteur de numéraire. Elle resterait le jouet de la finance.*

Et voilà une réforme qui prétend supprimer la surproduction chronique et le chômage, conjurer les crises économiques et anéantir le capitalisme.

La réaction des épargnants permettra de porter sur cette réforme un jugement décisif. Rappelons d'abord ce que nous avons dit de l'épargne. L'épargnant produit plus de marchandises qu'il n'en achète. L'excédent, où va-t-il ? Les entrepreneurs l'achètent avec l'argent des banques d'épargne, et le transforment en capitaux réels. *Mais les épargnants ne prêtent pas sans intérêt. Il faudra donc que la construction rapporte aux entrepreneurs un intérêt au moins égal à celui exigé par les épargnants. Or une activité économique ininterrompue, en multi-*

(1) Voir aussi *Arthur J. Fonda* (Denver, Colorado) Honest Money.
Professor Frank Parsons : Rational Money.
Professor Marshall (Cambridge) : Contemporary Review 1887.
(2) *Silvio Gesell* : La question monetaria argentina. Buenos-Aires 1898. Du même auteur : La pletora monetaria. Buenos-Aires 1909.

pliant le nombre des habitations, des usines, des navires, etc., fait baisser l'intérêt de ces biens. Il arrive un moment où ceux qui construisent ne sont plus en mesure de payer l'intérêt exigé par les épargnants : l'argent se retranche dans les banques d'épargne. Comme c'est précisément ce numéraire qui servait à acheter les excédents de marchandises produits par les épargnants, la vente de ces excédents cesse et les prix baissent. La crise se déclenche.

Ici les réformateurs de l'émission répondront : Pourquoi la crise s'est-elle déclenchée ? Parce que les prix ont baissé. Pourquoi les prix ont-ils baissé ? Parce que le numéraire faisait défaut, c'est-à-dire parce que la monnaie a cessé de s'offrir, devant la chute de l'intérêt des biens réels. Qu'importe. Laissons épargnants et banques d'épargne en possession de leur argent. Laissons-les thésauriser. Nous imprimerons d'autres billets. Si les épargnants et les capitalistes ne prêtent pas, l'Etat émettra du numéraire frais et l'avancera aux entreprises. Si l'intérêt des capitaux baisse, que l'Etat réduise lui aussi le taux auquel il prête : si ceux qui construisent ne retirent plus que 3, 2, ou 1 % d'intérêt des habitations, des usines, des vaisseaux, procurons-leur de l'argent à 3, 2, ou 1 %. S'il le faut prêtons-leur à 0 %.

C'est bien dit. La proposition est simple et séduisante. Mais elle ne séduira que les profanes. A l'oreille exercée, elle sonne faux.

La monnaie n'a-t-elle pas été créée pour assurer les échanges ? Et l'on voudrait permettre aux épargnants, aux capitalistes, aux spéculateurs d'utiliser le numéraire à d'autres fins ? La monnaie fut créée pour faciliter aux producteurs la transmission réciproque de leurs produits. L'argent est un instrument d'échange. Rien de plus. Il n'y a d'échange complet que quand deux producteurs ont échangé entre eux leurs produits. Lorsqu'un producteur se borne à vendre, autrement dit à troquer son produit contre du numéraire, l'échange n'est pas terminé. Il reste sur le marché quelqu'un qui *attend*. Pour que la monnaie remplisse ses fonctions, il est indispensable que le troc de marchandises contre du numéraire soit immédiatement suivi du troc du numéraire contre la marchandise : de la sorte, l'échange sera complet. Celui qui hésite à acheter laisse l'échange inachevé. Il empêche nécessairement un autre de vendre. Il fait un mauvais emploi de l'argent. Sans achat, pas de vente ; si l'on veut que la monnaie réponde à son but, il faudra que l'achat suive la vente coup sur coup.

L'homme qui a échangé ses produits contre du numéraire et qui ne recède pas cet argent à autrui en échange de marchandises, cet homme est, dit-on, disposé à prêter son argent moyennant *intérêt*. Mais cette prétention doit être rejetée comme injuste. *Cet homme doit prêter son argent sans conditions. Sans quoi il faut le contraindre à acheter lui-même des marchandises* ou à racheter ses propres produits. Il n'appartient à personne de subordonner la circulation de l'argent à des conditions, de quelque nature qu'elles soient. *Celui qui possède de l'argent*

a le droit d'acheter immédiatement. C'est tout. Le droit de toucher un intérêt est incompatible avec la notion de monnaie ; ce droit constituerait une véritable imposition ; un impôt au bénéfice de personnes privées, et qui frapperait les échanges, au nom d'une institution d'Etat. Le droit de toucher de l'intérêt, c'est le droit d'interrompre les échanges par la rétention du numéraire. C'est le droit de plonger dans l'embarras les possesseurs de marchandise et d'exploiter la situation. Les conditions auxquelles on prête l'argent regardent l'épargnant. L'Etat n'a pas à s'occuper de cette question. L'Etat, pour qui la monnaie constitue un simple moyen d'échange, dit à l'épargnant : Tu as vendu plus que tu n'as acheté, ce qui t'a procuré un surplus de numéraire. Cet excédent doit retourner au marché, quelles que soient les circonstances. Il faut l'échanger contre des marchandises. L'argent n'est pas un lit. C'est un corridor. Si tu n'as pas besoin de marchandises immédiatement, achète des lettres de change, des obligations, foncières ou autres, aux gens qui ont besoin de marchandises, mais qui ne disposent pas des liquidités nécessaires. Dans quelles conditions ? cela te regarde. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il te faut rendre l'argent à la circulation. Si tu ne le fais pas, tu y seras contraint. L'Etat sévira. Ta lenteur porte préjudice à la communauté.

L'Etat émet la monnaie pour l'échange des produits, comme il construit des routes pour le transport des marchandises. Il ne permet pas qu'on embouteille la voie publique, il doit donc interdire aussi la rétention monétaire, qui arrête les échanges ou les retarde. La thésaurisation constitue un manque d'égards intolérable.

Telles sont les exigences d'un système monétaire sain et adéquat. Si évident que cela soit, les partisans de la simple réforme de l'émission passent outre avec une légèreté puérile. Ils se font des illusions.

Les épargnants produisent plus de marchandises qu'ils n'en consomment eux-mêmes. Le numéraire que leur procure ce surplus de production, ils ne le lâchent pas sans intérêts. Comment conjurer la crise économique, résultat direct de l'attitude des épargnants ? On voudrait que l'Etat procure aux entreprises de l'argent à un taux plus bas ; bien entendu, du numéraire frais, des billets sortant de presse.

Ici, l'excédent de production des épargnants n'est donc pas acheté avec leur argent mais avec de l'argent frais. Pour le moment, cela n'a pas d'importance. Grâce à cet argent frais, la construction d'habitations, d'usines, de navires, etc., continue sans interruption. Ceux qui construisent obtiennent de moins en moins d'intérêts, puisque l'on construit sans arrêt, et que l'offre de maisons, etc., croît sans cesse. Mais à mesure qu'ils retirent moins d'intérêt de ces biens, le taux d'intérêt qu'ils ont à payer à la banque d'émission baisse également. En tant qu'entrepreneurs, peu leur importe l'intérêt que les maisons produisent, puisqu'ils doivent remettre l'argent à leurs créanciers. On continue donc à travailler, et la thésaurisation continue à l'avenant.

Bien des épargnants trouvent encore avantageux de prêter leur numéraire à un taux réduit ; mais d'autres, surtout les petits, pour qui les intérêts ne chiffrent guère, préféreront, dès que le taux tombera de 5 à 4 % ou à 3 %, en revenir à l'ancien mode d'épargne, au bas de laine, et renoncer à l'intérêt. Toutes ces sommes réunies représentent des centaines de millions. L'Etat les remplace en émettant de l'argent frais. La crise est de nouveau conjurée. On continue à travailler, à multiplier les habitations, les vaisseaux, les usines, dont l'intérêt — cela va sans dire — baisse rapidement. Pourtant, la chute de plus en plus marquée de l'intérêt détourne toujours plus d'épargnants du chemin de la caisse d'épargne. Bientôt les gros épargnants, eux aussi, estiment que ce n'est plus la peine de porter l'argent à la banque, surtout quand celle-ci est éloignée et quand ils ignorent s'ils n'auront pas besoin de leur liquidité à bref délai. Bien des gens trouvent que leur argent est plus en sécurité chez eux que sous la surveillance d'autrui. Tous ces empêchements, auxquels un taux élevé faisait contrepoids, prennent désormais le dessus. Un fleuve de numéraire, de billets de banque jaillit de la banque d'émission et traverse le marché pour se jeter dans des millions de tirelires. Les presses lithographiques de la banque d'émission remplacent continuellement l'argent soustrait au marché. Cette énorme quantité de demande en billets à vue est détournée vers une véritable voie de garage.

Plus l'intérêt baisse, plus le courant s'amplifie ; bien avant que le marché soit saturé de capitaux réels, dès que l'intérêt tombe à 1 %, le dernier épargnant a renoncé à porter quoi que ce soit à la caisse d'épargne. Chacun préfère veiller lui-même sur son argent. Toute l'épargne nationale rejoint les cassettes. Ces milliards s'accumulent d'année en année. En effet, l'allégement de la charge des intérêts favorise l'épargne ; la disparition des crises économiques et du chômage dispense les gens de manger leurs économies. Si l'intérêt tombe à 1 %, le revenu de la classe laborieuse sera doublé ; et si le revenu est doublé, l'épargne sera décuplée. Ce sont en effet les augmentations que l'on consacre à l'épargne ; et en l'occurrence l'augmentation seule équivaudra au montant des revenus antérieurs.

Tout ce numéraire, l'Etat doit le remplacer chaque année. Un peuple tout entier place ses économies en billets de banque, en une demande exigible à tout moment, en bouts de papier dont l'utilité se borne au fait que les échanges ont besoin d'une partie de ce papier. Quelle situation inquiétante !

Les hypothèques seules représentent des milliards. Si elles ne rapportent plus d'intérêts, les créanciers exigeront leur remboursement pour garder l'argent chez eux. L'Etat devra remplacer ces milliards par de nouveaux billets. En Allemagne la circulation des lettres de change s'élève bon an mal an à trente milliards. Ces traites servent aussi de moyen d'échange. Si le taux de l'escompte devient nul, personne

n'acceptera plus de traites à l'escompte. En compensation, l'Etat doit émettre une quantité correspondante de monnaie supplémentaire c'est-à-dire de nombreux milliards. Cent presses imprimant toute l'année des billets de mille marks suffiraient à peine à couvrir de pareils besoins. Voilà donc, enfouis dans les coffres, de la demande se chiffrant par centaines de milliards, et payable à vue en marchandises.

Qu'arriverait-il si, pour une raison quelconque, cette demande venait à s'animer et à paraître sur le marché ? Où donc trouver l'offre correspondante de marchandises ? Quand l'offre manque, les prix haussent. La hausse assure des bénéfices, et *les perspectives de profit attirent le numéraire sur le marché.* La hausse dégèle les réserves, et déverse sur le marché une avalanche de milliards. Dans le sauve-qui-peut général, seules les marchandises offrent une planche de salut. Celui qui s'accroche à la marchandise est sauvé. Tout le monde achète La demande atteint des milliards, et l'offre faisant évidemment défaut, les prix subissent une hausse vertigineuse. Cette augmentation ruine l'épargne. Les billets de banque serviront à tapisser l'étable, comme les assignats sous la révolution française.

Flürscheim, il est vrai, nie qu'une telle éventualité soit possible. Jamais, dit-il, il ne viendra à l'idée des épargnants, de ceux qui détiennent les milliards de demande, que les prix puissent hausser, puisque l'Etat a pour ligne de conduite de neutraliser la moindre tendance à la hausse en retirant de la circulation la monnaie en excès.

Mais ici nous découvrons la deuxième contradiction de cette réforme. La première consiste en ce que l'Etat permet d'utiliser le numéraire comme moyen d'épargne ; c'est ainsi que l'Etat a pu et a dû émettre plus de monnaie que n'en exigeait la fonction véritable du numéraire : l'échange des marchandises.

La deuxième contradiction est dans le fait que, lorsqu'il a émis la monnaie, lorsqu'il l'a délivrée aux entreprises, l'Etat lui-même n'a *pas utilisé la monnaie comme moyen d'échange.* Il ne l'a pas donnée en échange de marchandises, mais en échange de traites, de créances hypothécaires et d'autres garanties. Or le numéraire, moyen d'échange, doit être traité comme tel et n'être délivré que contre de la marchandise. Si l'Etat, choisissant un mode d'émission conforme au vrai but de l'argent, avait émis la monnaie en l'échangeant contre des marchandises, et si ces marchandises n'avaient pas péri entre temps, le dégel de l'épargne n'offrirait pas de danger. Mais voilà l'Etat nanti de lettres de change, de créances hypothécaires et autres, ne rapportant aucun intérêt. Ce n'est pas avec cela qu'il est possible de retirer de l'argent de la circulation.

L'Etat a donc méconnu lui-même la fonction de l'argent, en avançant aux entreprises les fonds que les épargnants leur refusaient.

L'Etat a mal usé de son pouvoir : la monnaie fait payer cher les fautes que l'Etat commet avec elle.

Ici apparaît la troisième contradiction de cette réforme de l'émission monétaire : on exige d'une monnaie des qualités toutes différentes selon qu'on la destine à l'épargne ou aux échanges. En tant que consommateur, l'épargnant payera 100 marks pour telle quantité de marchandises ; en tant qu'épargnant, il ne payera pas ce prix ; *il préférera garder ses cent marks. Donc, comme moyen d'épargne,* 100 *marks représentent plus que la marchandise que l'on peut acheter avec* 100 *marks.* Aucune marchandise ne vaut le bas de laine.

En l'occurrence, l'Etat a fait le même cas de la monnaie d'épargne et de la monnaie d'échange. L'argent soustrait au marché par les épargnants, il l'a remplacé en achetant des traites, des hypothèques, etc. Quand il s'agit de faire l'inverse, d'échanger les hypothèques contre l'argent des épargnants, cela ne va plus.

> Cet état de chose apparaît encore plus clairement, quand on imagine deux sortes de monnaies, par exemple l'or et le thé, circulant ensemble. Pour ceux qui utilisent l'or comme moyen d'échange, peu importe en laquelle des deux monnaies on les paye, puisqu'ils se proposent de rendre la monnaie à la circulation. Pour les épargnants, le choix n'est pas indifférent. L'or se conserve. Le thé se gâte. *Les épargnants ne donneraient jamais dix marks d'or pour* 10 *marks de thé. S'il calcule à longue échéance, l'épargnant ne trouvera aucun rapport d'échange entre l'or et le thé en quelque proportion que ce soit. Pour lui, l'or et le thé n'offrent aucune base commune de comparaison.*

Par surcroît, l'Etat doit agir promptement. Il faut absolument éviter la conjoncture ascendante : car à la moindre hausse, les spéculateurs sont là. Et dès que la hausse a semé quelques profits, il devient impossible à l'Etat de l'arrêter. Toutes les mesures arrivent trop tard. Que l'on se représente la situation dans laquelle se trouve l'Etat : il faut, pour les échanges normaux, 10 milliards ; on en a émis 100, et ces 100 milliards sont entre les mains des épargnants. Quatre-vingt-dix milliards de trop. Qu'une petite fraction de cet excédent revienne sur le marché et les prix montent. Dès que les prix haussent, le reste des 90 milliards vient à la rescousse. Le processus est le suivant : Flairant la hausse, les commerçants cherchent à se couvrir en marchandises, c'est-à-dire qu'ils achètent au delà de leurs besoins immédiats. Il leur faut de l'argent, ils s'en procurent chez les épargnants, moyennant intérêts. Ces intérêts, la hausse des marchandises les leur remboursera. La hausse se déclenche effectivement. La mobilisation des réserves de numéraire ne pouvait avoir d'autre conséquence. Cette première augmentation des prix est le signal d'une nouvelle vague d'emprunts et d'achats pour la spéculation. Et ainsi de suite, jusqu'à ce que, degré par degré, tout l'argent des cassettes se trouve englouti dans la hausse.

Le moindre doute quant au pouvoir qu'aurait l'Etat de prévenir la hausse, suffirait pour mettre aussitôt en branle les milliards des épargnants. Ce serait la cohue dans les magasins, tout comme c'est la cohue devant les guichets des banques de dépôt dès que l'on doute de la solvabilité de ces établissements. On court, on arrive en auto, en avion. Une réforme monétaire qui néglige de supprimer l'emploi de l'argent comme moyen d'épargne ne peut avoir d'autre résultat.

Aussi longtemps que la monnaie de papier sert à ce à quoi elle est destinée, règne l'ordre le plus parfait. Qu'on détruise cet ordre, et la monnaie de papier ne représente plus que du papier ; elle est bonne à allumer la pipe.

Il est absurde de réunir en un seul objet l'instrument d'échange et le moyen d'épargne. Qu'on en juge à l'exemple que voici : supposons que, comme au temps de Joseph, à quelques années d'abondance succède une période de disette. Durant les bonnes années, le peuple a pu épargner beaucoup. Autrement dit, il a entassé les billets. Mais voici les vaches maigres. Les gens vont chercher leurs billets et l'on constate qu'en face de cet amoncellement de demande l'offre est nulle.

La réforme en question n'aura d'effet qu'aussi longtemps que les entrepreneurs pourront payer aux caisses d'épargne et aux capitalistes un intérêt assez élevé pour pousser les épargnants à rendre leur argent à la circulation. Mais Flürscheim n'affirme-t-il pas précisément que l'intérêt doit tomber à zéro à bref délai, une fois que le taux commencera à baisser et que les crises économiques seront conjurées.

Une réforme semblable aurait la vie brève. La réforme dite de l'émission ferait l'affaire des escrocs. Elle finirait dans la plus vaste duperie que l'humanité ait jamais vue. Le peuple verrait son salut dans le retour à l'étalon-or. C'est ainsi que se sont terminées toutes les expériences de ce genre.

Il existe un parti bien plus sage. C'est celui de combiner avec la réforme de l'émission une réforme du numéraire, qui établisse une distinction entre le moyen d'échange et le moyen d'épargne, qui ouvre les coffres et disperse les réserves monétaires privées, et qui fasse que dans la guerre comme dans la paix il y ait toujours en circulation exactement autant de numéraire *que le marché peut en absorber sans fluctuation des prix.*

La *monnaie franche* rompt une fois pour toutes le lien traditionnel qui unissait le moyen d'échange et le moyen d'épargne. Elle résout la question qui s'est posée au cours de nos investigations. *Le numéraire constitue dès lors exclusivement un instrument d'échange ; c'est de la demande affranchie des caprices du possesseur de numéraire ; de la demande condensée, chimiquement pure.*

14. Les mouvements de fonds « sans numéraire » [V].

Une question se pose, qui trouble bien des esprits : quand on considère les mouvements de fonds sans numéraire, *sans argent comptant*, qui se pratiquent aujourd'hui, comment faut-il se représenter cette monnaie *immatérielle*, cette pure monnaie de compte, et son rôle dans la formation des prix ? Pour bien des gens cette question relève de la métaphysique. Pour eux, en l'occurrence, le mark cesse d'être la marchandise palpable que constituaient les pièces et les billets. Les sommes figurant dans les livres de comptabilité représenteraient des grandeurs entièrement abstraites. Mais alors, comment se fait-il qu'on puisse à l'aide d'une simple abstraction, commercer, marchander, spéculer, bref, faire tout ce qui généralement détermine les prix ? Dans les comptes de l'organisme central fonctionnant sans numéraire, on n'hésiterait même pas à suppprimer le mot « mark », celui-ci devenant superflu. En traçant un chèque, on se contente d'indiquer un chiffre. « 50 au débit du compte de A. » Un nombre dont l'unité ne représente aucun objet concret. Un chiffre sans consistance, pour régler les achats et les procès. Effrayant !

L'esprit humain ne saisit que ce qui se limite dans l'espace et dans le temps. Les mouvements de fonds sans numéraire ne constituent un mystère, que parce que nous ne parvenons pas à les déterminer dans le temps et dans l'espace. Il est indispensable de s'en faire une idée claire. Prenons le cas le plus simple. Supposons que la Reichsbank retire de la circulation tout le numéraire, qu'elle le détruise, et qu'elle ouvre à chacun un *compte* pour le montant des billets rentrés. Dès lors, le montant total des comptes est égal au montant des billets antérieurement en circulation. La Reichsbank détruit les presses à billets. Le droit d'*émettre des billets* (des chèques) passe aux titulaires des comptes, qui exercent ce droit dans les limites de leur avoir en compte. Le monopole des billets est désormais *partagé*, contingenté, transmis au public. Ce *monopole* continue néanmoins d'appartenir *à la Reichsbank*, en ce sens que, sans son consentement, le montant total des comptes ne peut augmenter ni diminuer d'une unité. Ce n'est au fond que l'extension du système actuel. En effet, actuellement le droit d'émission est aussi contingenté. Les banques des *Etats du Sud de l'Allemagne* partagent le monopole d'émission avec la Reichsbank (1). A ces banques viennent s'ajouter tous les porteurs de billets de la Reichsbank. Mais le droit total d'émission de ces comptes n'est pas plus élevé que le montant des billets qui étaient en circulation. Peu importe que les papiers émis par les titulaires des comptes s'appellent des chèques ou des billets de banque. Le billet de banque n'est d'ailleurs rien d'autre qu'un chèque de banque.

(1) Ecrit en 1919.

Chacun, maintenant, fait usage de son droit d'émission dans les limites de son contingentement, lequel diminue à chaque émission et augmente à chaque réception d'un chèque. Ce qu'*un* compte perd, un *autre* le gagne. On trace des chèques pour tout ce que l'on achète. Il n'y a aucune différence essentielle entre ces chèques et les billets de banque utilisés antérieurement. Les chèques sont des billets de banque à durée de circulation limitée. Limitons le temps de circulation du billet de banque à trois jours : l'identité du chèque et du billet de banque apparaîtra clairement ; le fait que la garantie d'authenticité du chèque est plus réduite que celle du billet de banque n'y changera rien.

Pour saisir mieux encore *l'identité* du chèque et du billet de banque, supposons qu'en guise de formulaires pour les chèques, la Reichsbank délivre aux titulaires des comptes ses propres billets de banque. Dans ce cas, seule la *signature* du billet de banque changerait, ce qui n'aurait guère d'importance pour la signification du billet.

Que reste-t-il de mystérieux à pareille monnaie ? En quoi échapperait-elle à notre contrôle ? Bien entendu, pour ceux qui continuent à voir en la monnaie de papier un problème insoluble, les explications que nous venons de fournir ne serviront pas à grand'chose. Rappelons ce que nous avons dit au chapitre : « Pourquoi on peut faire la monnaie avec du papier ». Quiconque aborde le problème en partant de la *notion de valeur* finira par douter de ses propres facultés ou par déclarer le problème insoluble. Eugen Dühring traitait carrément de *fou*, quiconque prétendait comprendre quelque chose à la monnaie de papier. Eugen Dühring, lui aussi, avait ses idées sur la valeur.

L'argent dit non comptant, non monnayé, la monnaie scripturale, est en réalité de l'*argent* comptant au même titre que les billets de la Reichsbank. Chaque exemplaire en est palpable, visible, transmissible. Le chèque remplit toutes les conditions matérielles que l'on peut exiger du numéraire. La production de cette monnaie est strictement limitée.

Comme pour toute monnaie, la formule suivante est valable :

$$\frac{A \times V}{M} = P$$

A = Somme des avoirs en banque ; V = Vitesse de circulation ; M = Production des marchandises ; P = Prix.

V est égal à l'inverse du temps moyen qui s'écoule entre le jour où le chèque est émis et celui où le bénéficiaire est avisé de ce qu'il est crédité, c'est-à-dire où le montant du chèque est de nouveau disponible. Si chacun utilisait constamment l'entièreté de son avoir, et si chaque chèque avait un temps de circulation de 3 jours, la circulation monétaire serait de $\frac{A}{3}$. La notion de temps est ici indis-

pensable. Comme dans n'importe quel système monétaire, les prix dépendent en grande partie de V. Si l'on veut stabiliser P, il faut que l'institut d'émission puisse contrôler V.

L'argent « non comptant », l'argent « non monnayé » constitue donc une monnaie comme les autres. Etant lié à un objet — le chèque — il dépend de l'*espace*. Il est limité dans le *temps* et dans l'espace.

Ici, comme dans le cas de la monnaie métallique et de papier, les prix sont déterminés exclusivement par l'offre et la demande, sans égard pour la valeur. La demande est égale à A V.

Sans l'existence d'un *corps* (celui du chèque limité dans l'espace), sans les pertes de temps inévitables auxquelles se heurte V, les mouvements de fonds sans numéraire dépasseraient les bornes de notre entendement. C'est parce que ce système se base sur le temps et l'espace, que nous pouvons le concevoir et le dominer. Sans cela il nous échapperait pour se perdre dans le chaos.

Supposons que ni le *temps* ni l'*espace* ne conditionnent ces payements sans numéraire. V ne connaîtrait aucun obstacle à son accroissement. V pourrait croître à l'infini : $V = \infty$. Dès lors, $P = \infty$. On n'a que faire dans le commerce, d'un prix infini. Celui qui ne voit pas d'argent comptant dans les mouvements de fonds sans numéraire, n'aperçoit pas les bases même du système : le temps et l'espace. Qu'il ne se creuse pas les méninges davantage. Jamais il ne résoudra le problème.

Les transferts à l'aide de chèques ne constituent pas des payements « sans argent comptant ». Absolument pas. L'expression « mouvements de fonds sans numéraire » est absurde. C'est elle qui a dérouté tous ceux qui ont cherché à *concevoir la formation des prix. Expression* absurde, elle a répandu des idées absurdes. Si ces idées n'ont jamais changé, c'est que l'on pensait *par* elles, au lieu de penser *à* elles. Il est sot de croire « que tout assemblage de mots possède nécessairement un sens ». Il faut bien que les « mouvements de fonds sans argent comptant » existent, sans quoi comment aurait-on eu l'idée de leur donner un nom ?

Les mouvements de fonds sans numéraire n'ont *jamais* existé. Ceux qui en parlent se font de la monnaie une idée trop *étroite*. L'obscurité qui les entoure est propice aux visions. Le trait de lumière qui nous montre la monnaie de chèques, limitée dans le temps et l'espace, dissipe du même coup la vision de la circulation monétaire sans argent comptant.

On se demande vraiment comment la Reichsbank s'y prendrait pour gouverner la circulation sans numéraire, objet de tous ses soucis, si réellement celle-ci échappait au temps, à l'espace et à l'entendement.

15. La pierre de touche de la monnaie.

Les partisans de l'étalon-or attribuent à celui-ci l'ampleur, tant absolue que relative, de l'essor économique de ces dernières dizaines d'années. Ces millions de cheminées d'usines, dont la fumée s'élève vers le ciel, seraient autant d'autels dressés par les nations, en action de grâces pour le don divin de l'étalon-or.

Il faut reconnaître que la monnaie est capable d'engendrer, ou tout au moins de favoriser, l'essor économique. Le numéraire rend les échanges possibles ; sans échanges, pas de travail, pas de bénéfices, pas de commerce, pas de mariages. Que l'échange des marchandises cesse, et c'est la fermeture de toutes les usines.

L'assertion des partisans de l'or n'a donc de prime abord rien d'ahurissant. Au contraire. Quand on demande aux industriels, aux armateurs, s'ils pourraient produire davantage avec la main-d'œuvre et l'outillage actuels, la réponse est toujours la même : la production n'est limitée que par l'écoulement des produits. Or, *c'est le numéraire qui rend la vente possible. Ou bien impossible. Cela dépend.*

Rien d'ahurissant non plus, à ce que l'éloge de l'étalon-or contienne un blâme tacite à l'adresse du prédécesseur : le bimétallisme, prévenu d'avoir entravé le progrès économique. La monnaie peut amener le progrès. Elle peut le bannir. On peut attribuer à la monnaie des effets bien plus considérables que quelques années de prospérité ou de crise (1).

Depuis l'adoption de l'étalon-or en Allemagne, les propriétaires fonciers se sont plaints de la chute des prix, et des difficultés qu'ils éprouvaient à payer les intérêts de leurs dettes hypothécaires. Il a fallu les tarifs douaniers pour les tirer d'affaire. Sans les droits d'entrée, combien de fermes auraient été vendues aux enchères ! Et qui les aurait achetées ? On aurait vu se constituer la grande propriété foncière, telle que la connut la Rome antique — les latifundia qui ont perdu l'Italie.

On le voit, l'affirmation des partisans de l'or n'a rien d'anormal. Il ne manque que la preuve. L'essor économique, en effet, pourrait bien avoir d'autres causes. Les écoles, les inventions techniques, si nombreuses, et leur influence sur le rendement du travail ; la femme allemande, à qui l'on doit une race de travailleurs nombreuse et saine. Les concurrents ne manquent pas pour disputer la palme à l'étalon-or.

Donc, il faudrait des preuves. Il faudrait un critérium, un moyen de mesurer la qualité de la monnaie. Il faudrait savoir si l'étalon-or a fourni aux échanges une aide telle, qu'elle suffise à elle seule pour expliquer l'essor économique.

(1) Cf. *Gesell* : « L'Or et la Paix », conférence faite à Berne en 1916.

Si l'étalon-or a favorisé les échanges, il a dû les rendre, ou *plus sûrs*, ou *plus rapides*, ou *meilleur marché*. Cette augmentation de la sécurité et de la vitesse, cette réduction du coût des échanges a dû se traduire par une *diminution* du nombre des commerçants. La chose est évidente. Elle n'a pas besoin d'être démontrée. Quand on améliore les routes servant au transport des marchandises, l'efficience des préposés aux transports augmente. A rendement égal, le nombre des conducteurs de véhicules doit diminuer. Depuis l'adoption de la navigation à vapeur, la circulation maritime a centuplé. Le nombre des matelots a diminué. Stewards, cuisiniers, serviteurs ont pris la place des matelots.

Il doit en être de même dans le commerce, si l'étalon-or est à l'étalon-coquillages, ce que la navigation à vapeur est à la navigation à voile, ou ce que la dynamite est par rapport au coin.

Et en fait, que constatons-nous sous le régime de l'étalon-or ? exactement le contraire.

> Le commerce occupait de 3 à 5 % de la population ; il occupe maintenant de 13 à 15 % de celle-ci, voire 31 %. Le salaire de ces intermédiaires grève de plus en plus lourdement les prix. (Professeur Schmoller.)

C'est absolument exact, loin de se simplifier, le commerce devient de plus en plus difficile. Depuis que l'or constitue l'intermédiaire des échanges, il faut, pour vendre les marchandises, de plus en plus de monde. Et ces gens doivent être mieux instruits, mieux armés. Qu'on en juge par le recensement des professions en Allemagne :

	1882	1895	1907
Population de l'Allemagne	45.719.000	52.001.000	62.013.000
Nombre total des travailleurs	7.340.789	10.269.269	14.348.016
Dont, affectés au commerce,	838.392	1.332.993	2.063.634

Ces chiffres sont éloquents. Le nombre des travailleurs occupés par le commerce croît beaucoup plus vite que le nombre total des travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. Le nombre total a augmenté de 95 %. Le chiffre des travailleurs du commerce a crû de 146 %. On voit les effets du règne de l'or. L'étalon-or a renforcé l'armée des intermédiaires ; les chiffres le prouvent : il a rendu le commerce *plus difficile*.

On objectera que depuis trente ans bien des producteurs ont passé de l'économie primitive à la division du travail. A la campagne, particulièrement, on produit de moins en moins pour la consommation privée et de plus en plus pour le marché. Il faut donc de plus en plus de commerçants. Les rouets deviennent très rares. Les petits artisans de village que l'on payait directement avec le produit des champs, c'est-à-dire par voie de troc, ont dû céder la place à des dépôts d'usine. D'autre part les machines se sont perfectionnées. L'ouvrier produit

plus que jadis. Plus ou mieux. L'afflux de marchandises sur le marché s'en trouve augmenté. Il faut donc plus de commerçants. Supposons qu'il faille *un* commerçant pour vendre les cotons de 10 tisserands. Toutes choses égales d'ailleurs, il faudra *deux* négociants si les 10 tisserands en viennent à doubler leur production, grâce au perfectionnement des métiers à tisser.

C'est vrai. Mais le commerce, lui aussi, a fait du progrès. Il convient d'en tenir compte. Les perfectionnements techniques ont prodigieusement simplifié le travail du commerçant. Rappelons l'adoption du système décimal dans la monnaie allemande (Cette adoption n'a aucun lien avec celle de l'étalon-or : la monnaie anglaise le montre bien). Le système métrique a unifié les poids et les mesures. L'enseignement commercial fournit de meilleurs employés. Le droit commercial et consulaire s'est unifié, amélioré. La poste rend au commerce des services précieux. Le port des lettres coûte 10 pfennigs pour tout le territoire allemand. La poste se charge du transport des colis, des encaissements, des virements, etc. Rappelons aussi le télégraphe, le téléphone ; la machine à écrire, les machines comptables ; la sténographie ; la machine à polycopier ; la bicyclette des livreurs et des représentants ; les progrès de la publicité: la technique des banques, les chèques, les virements ; les coopératives de consommateurs, bref, les innombrables améliorations apportées depuis trente ans à la technique du commerce. N'oublions pas non plus que la formation générale du commerçant s'est améliorée, qu'elle l'aide et augmente son efficience. Sans quoi il faudrait considérer l'instruction comme superflue pour le commerçant. Il faudrait traiter de sot le commerçant qui paye mieux un aide instruit qu'un ignorant. L'aide instruit « rend » davantage. C'est-à-dire qu'il vend plus.

Supposons que l'augmentation du rendement du commerce balance l'accroissement de la production. Dans ce cas, l'augmentation du nombre des travailleurs affectés au commerce reste un témoignage accablant à charge du fameux étalon-or.

Remarquons que les statistiques susmentionnées n'indiquent que le nombre de personnes vivant du commerce, alors que ce qui nous intéresse, c'est le bénéfice commercial brut. A en juger d'après les apparences, ce bénéfice brut n'a pas manqué de croître. On ne peut pas le calculer en se basant sur l'augmentation du nombre des travailleurs du commerce, étant donné qu'en moyenne, les revenus des commerçants sont plus élevés que ceux des autres travailleurs.

Pour apprécier l'effet d'une réforme monétaire sur le commerce, il faudrait établir le bénéfice brut du commerce. C'est-à-dire établir par les statistiques, la différence entre les prix d'usine et les prix de détail, pour chaque article. Le prix de détail moins le prix d'usine donne le bénéfice brut du commerce. On saurait ce que le commerce coûte au pays, et ce que vaut le système monétaire. On constaterait alors que, comme on

le croit d'ailleurs généralement, le commerce absorbe bel et bien le tiers de la production totale, sinon davantage. On s'apercevrait que pour 1.000 *kilos,* 333 *vont aux commerçants.*

16. Pourquoi la théorie quantitative brute ne s'applique pas à la monnaie (1).

L'offre et la demande déterminent le prix des marchandises. L'offre est égale au stock total des marchandises. Si les réserves augmentent, l'offre augmente. Quand les stocks diminuent, l'offre diminue. Stock et offre coïncident. Au lieu de dire : « L'offre et la demande », on pourrait dire tout aussi bien : « Le stock et la demande » déterminent le prix. Sous cette forme, l'hypothèse de la théorie quantitative s'exprimerait plus clairement.

La théorie quantitative s'est confirmée pour toutes les marchandises. Les exceptions sont négligeables. On a voulu appliquer cette théorie à la monnaie. Le prix du numéraire, a-t-on dit, est déterminé par le stock monétaire. L'expérience a prouvé que l'offre de numéraire ne dépend pas du stock de numéraire aussi rigoureusement que la théorie quantitative le suppose. Dans un pays où la réserve de numéraire ne varie pas, l'offre d'argent peut subir d'énormes variations. Le trésor de guerre de Spandau n'a *pas été offert une seule fois* en quarante ans, tandis que certaines monnaies changent de mains de 10 à 15 fois par an. Les réservoirs monétaires que constituent les banques, les coffres et les bas de laine sont tantôt bourrés, tantôt vides. Ce qui signifie que l'offre de numéraire est tantôt nulle, tantôt énorme. Bien souvent des rumeurs suffisent pour que l'argent quitte le marché. L'offre se terre. L'argent gagne les abris. Un télégramme, fût-il faux, suffit parfois pour que la main qui allait nouer la bourse, répande l'argent à profusion sur le marché.

Les circonstances économiques ont une influence considérable sur l'offre de numéraire. Nous avons dit à propos des marchandises : « Le stock et la demande » déterminent le prix. Pour le numéraire on peut dire : « L'état d'esprit et la demande » déterminent son prix. Certes, le stock monétaire n'est pas sans influence sur l'offre d'argent. Ce stock détermine la limite supérieure de l'offre de numéraire. On ne peut pas offrir plus d'argent qu'il n'en existe. Mais tandis que pour les marchandises la limite supérieure (c'est-à-dire le stock) constitue en même temps la limite la plus basse, de telle sorte que l'offre et la réserve s'équivalent constamment, pour le numéraire il n'est pas possible de déterminer la limite inférieure. A moins de considérer cette limite comme égale à zéro.

(1) Nouvelle littérature sur la théorie quantitative : *Dr Th. Christen* : Das Geldwesen ein dynamisches System. Berne 1931.

Quand la confiance règne, l'argent abonde sur le marché. Quand elle s'évanouit, le numéraire se cache. L'expérience est très ancienne.

Si, comme la pratique l'enseigne, l'offre de numéraire ne correspond pas constamment au stock monétaire, le prix du numéraire est indépendant de ce stock ; la théorie quantitative brute ne s'applique pas à la monnaie.

Mais si la théorie quantitative n'est pas applicable au numéraire, la théorie du prix de revient ne s'applique pas non plus à celui-ci. En effet, les frais de production ne déterminent le prix que par influence sur la quantité produite, et cette quantité n'a, nous l'avons vu, à elle seule aucune influence décisive sur l'offre de numéraire (1).

Pour les marchandises il est généralement vrai que lorsque les frais de production diminuent, la production augmente. Une production accrue augmente le stock, c'est-à-dire l'offre ; et l'accroissement de l'offre fait baisser les prix. Dans le cas des métaux précieux, il n'est pas du tout certain que l'offre augmente aussitôt que le stock s'accroît. Et encore moins certain que l'offre corresponde jamais au stock. Que l'on se rappelle le stock national de métal blanc des Etats-Unis, le trésor de guerre de Spandau, et les accumulations de numéraire, les trésors que l'on découvre tous les jours.

Les deux théories, la théorie quantitative comme celle de la production, se révèlent fausses quand on veut les appliquer à la monnaie. Il faut en chercher la cause dans les propriétés de la matière constituant la monnaie. Le trésor de Spandau aurait été depuis longtemps réduit en poussière, sans les propriétés de l'or. La politique des Etats-Unis relative au métal argent n'aurait même pas été concevable sans les propriétés du métal blanc. *Si l'or périssait comme les autres marchandises l'offre de monnaie correspondrait exactement au stock monétaire : la confiance et l'insécurité seraient sans influence sur l'offre de numéraire.* En temps de guerre comme en temps de paix, dans la prospérité comme dans l'adversité, la monnaie s'offrirait constamment. Elle ne pourrait jamais déserter. Elle s'offrirait même lorsque les transactions offrent quelque désavantage, tout comme l'offre de pommes de terre ne dépend nullement du bénéfice qu'y trouvera le propriétaire. Bref, le stock et la demande détermineraient le prix du numéraire, comme ils déterminent celui des marchandises.

Il n'y a pas de prix pour une marchandise qui, comme le trésor de Spandau, peut se conserver indéfiniment dans l'humidité des oubliettes, sans subir le moindre dégât ; il n'existe pas de prix pour une marchandise dont l'offre ne résulte pas d'un besoin inhérent,

(1) « La seule augmentation du stock monétaire ne peut pas provoquer la hausse des prix. Il faut que cet argent frais crée sur le marché, de la demande, de l'achat. Telle est la première restriction à apporter à cette théorie ». Dr *Georg Wiebe* : « Zur Geschichte der Preisrevolution des 16. und 17. Jahrhunderts », page 318.

« La monnaie qui ne s'offre pas, n'a pas plus d'influence sur les prix que si on l'avait détruite. » (Hume.)

mais d'un caprice. Le prix d'une marchandise semblable n'obéit à aucune loi économique. Pour elle, il n'existe ni théorie quantitative, ni théorie du prix de revient. Elle ne connaît qu'une loi : celle du *profit*.

Comme Lassalle le fait très justement observer, une pareille monnaie constitue, dès l'origine, du capital. C'est-à-dire qu'elle ne s'offre qu'aussi longtemps qu'il est possible d'en tirer de l'intérêt (de la plus-value). Pas d'intérêt, pas d'argent.

La suppression des vices que nous avons trouvés à la monnaie actuelle nécessite une réforme qui tient de l'intervention chirurgicale (voir la partie suivante de ce traité). Cette réforme rencontrera, de la part de certaines classes sociales, une opposition puissante. Elle suppose donc une résolution égale.